



Plus-Value

Sabin Bieri
Lilian Fankhauser
Annemarie Sancar
Nicole Stolz


Contributions au développement
économique sensible au genre

Cette brochure a été élaborée par la Direction du Développement et de la Coopération, par le Centre Interdisciplinaire d'Études genre de l'Université de Berne (IZFG) et par Caritas Suisse et paraît dans le cadre du 50^e anniversaire de la DDC.

CONTACTS:

gender@deza.admin.ch
izfg-info@izfg.unibe.ch



 Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement et de la coopération

CARITAS Schweiz
Suisse
Svizzera
Svizra

u^b

UNIVERSITÄT BERN
Centre Interdisciplinaire d'Études genre

MENTIONS LÉGALES

DIRECTRICES DE LA PUBLICATION

ANNEMARIE SANCAR DDC

SABIN BIERI ET LILIAN FANKHAUSER Centre Interdisciplinaire d'Études genre de l'Université de Berne (IZFG)

NICOLE STOLZ Caritas Suisse

RÉVISION TECHNIQUE

CLAUDIA VON BRAUNMÜHL Freie Universität Berlin

FRANZISKA MÜLLER cfd – l'ONG féministe pour la paix (chapitre final)

RELECTURE

MONIKA HOFMANN, MARC ARPAGAU,

MIRIAM GANZFRIED and **KRISTINA LANZ**

Centre Interdisciplinaire d'Études genre de l'Université de Berne (IZFG)

TRADUCTIONS

Version française **Andréane Leclercq** Bureau de traduction, Genève

Version anglaise **Anandi Sharan**, Karnataka/Inde

PHOTOS

VERONICA DE LA TORRE Habana/Cuba

MISE EN PAGE ET CONCEPTION

GRAFIKWERKSTATT UPART, BLAU Berne

IMPRESSION **RICKLY + WYSS** Berne

PAPIER FSC-certificat

EDITION

2000 Allemand, Anglais et Français téléchargeable sur:

www.sdc-gender-development.net

AVANT-PROPOS 1

INTRODUCTIONS

Le Gender Mainstreaming dans la coopération au développement: une évaluation critique 2

«Forget China» Plus d'égalité entre les sexes pour plus de marché, de croissance économique et de développement 4

1 PETITS BUDGETS – GRANDS EFFETS?

Introduction 12

«Les hommes aussi sont concernés par les institutions de microfinance modernes.» Interview avec Peter Tschumi 14

Exemples de projets I–III 18–23

Bilan: Les microcrédits ne sont pas un remède à tous: la combinaison fait la différence 24

2 MARKETS FOR THE POOR – UNE IMPULSION POUR PLUS D'ÉGALITÉ?

Introduction 26

Le rapport entre l'accès au revenu et l'accès au bien-être est plus compliqué 27

Égale grâce aux chaînes de valeur.

Observations et enjeux dans l'exemple du traitement du lait en Géorgie 28

Exemples de projets I–II 32–36

Bilan: Des productrices organisées augmentent leur succès en terme de négociation et de vente 37

3 GENDER IN SUPPLY AND DEMAND – AN UNTHINKABLE CATEGORY? EN ANGLAIS

Introduction 40

“Gender issues are integrated, if I am not mistaken.”

Interview with Hans Peter Egler 42

“Women often provide much of the work, but men manage the benefits of fair trade.”

Interview with Martin Rohner

Project examples I–II 50–55

Conclusion: The economic policy framework must be right 56

4 INÉGALITÉ ENTRE HOMMES ET FEMMES DANS LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Introduction 60

«La plupart du temps, la question du genre dans les programmes axés sur les métiers manuels était reléguée aux oubliettes» Interview avec Simon Junker, 63

Exemples de projets I–II 68–71

Bilan: Faciliter la professionnalisation des domaines professionnels féminins 73

5 BILAN

L'égalité, jusqu'où? 76

6 ANNEXES

Glossaire 86

Informations sur les auteures 90

Bibliographie 91

CARE STORIES I–VI

«Comme je suis une femme et que j'appartiens à une caste basse, on m'a mis beaucoup de bâtons dans les roues.» 11

«Je m'en suis sortie grâce à mon obstination.» 38

«Je me rends compte aujourd'hui de la valeur que je représente pour mon mari et pour ma belle-famille.» 48

«Mes journées commencent et se terminent avec beaucoup de travail.» 53

«Ma volonté de travailler et mon patriotisme étaient bien plus forts.» 59

«Comme employé de maison, je gagne plus que si j'étais restée enseignante.» 74



Informations sur les images voir la page 25.

AVANT-PROPOS

DE MAYA TISSAFI, VICE-DIRECTRICE DE LA DDC

«In a society where the rights and potential of women
are constrained, no man can be truly free.
He may have power, but he will not have freedom.»
(Mary Robinson¹)

Pas seulement au Sud et à l'Est mais aussi ici, en Suisse, la discrimination à l'égard des femmes continue, au XXI^e siècle, d'être la forme d'exclusion la plus répandue au monde. En dépit des progrès réalisés dans les domaines de l'éducation et de l'emploi, le sort des femmes reste peu enviable: elles sont plus fortement frappées par la pauvreté que les hommes, bénéficient de soins de santé la plupart du temps insuffisants, jouissent de moins de droits et accèdent plus difficilement aux services et aux ressources.

Ce sont elles qui occupent en majorité les emplois mal rémunérés et qui assument le plus grand nombre de tâches non-rémunérées; leur charge de travail globale est donc plus élevée que celle des hommes. Les écarts vertigineux de salaires entre les hommes et les femmes restent souvent inexplicables et doivent donc être attribués à une discrimination spécifique au genre.

Les crises financières et alimentaires qui ont marqué la période récente ont ralenti la progression vers un plus grand niveau d'égalité entre les genres. Ce sont les femmes qui sont avant tout touchées par la suppression des emplois dans le secteur public et la diminution des dépenses pour la sécurité sociale et le bien-être général.

L'égalité entre les genres constitue une obligation juridique internationale, partie intégrante aux droits humains. La Convention de l'ONU contre toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (convention CEDAW) soumet les 177 États membres, dont la Suisse et ses États partenaires à plusieurs obligations: apporter leur soutien aux femmes, rendre possible leur accès aux droits humains, mettre un terme à une répartition des rôles stéréotypée, garantir et faire progresser l'égalité des femmes dans la vie publique, l'éducation, le travail, la sécurité sociale, la santé et la famille.

L'égalité entre les genres et le renforcement du rôle des femmes comptent parmi les objectifs majeurs de la coopération au développement. Se basant sur sa politique en matière de genre, la DDC s'est fixée pour objectif de tenir compte des besoins particuliers et du potentiel spécifique des femmes et des hommes dans tous ses programmes de développement. La DDC érige au rang de principe la lutte contre les inégalités structurelles et le déséquilibre des rapports de pouvoir. Ce combat constitue à la fois l'objectif et la condition du développement et contribue à la diminution de la pauvreté. Pour s'attaquer aux inégalités en place, il faut que les femmes et les hommes soient représentés sur un pied d'égalité dans les institutions publiques, les instances économiques et les processus de paix. C'est uniquement dans un tel contexte que peuvent être identifiées des solutions durables et effectives pour réduire la pauvreté.

Il ne peut y avoir développement que lorsque la réduction de la pauvreté s'accompagne d'un idéal de justice sociale. Nous en sommes encore très loin. Pas seulement au Sud et à l'Est mais aussi ici, en Suisse.

¹ Mahoney, Rosemary. 1993. Whoredom in Kimmage – Irish women coming of age. New York.

Le *Gender Mainstreaming* dans la coopération au développement: une évaluation critique

Lancé par la Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes à Beijing en 1995, le *Gender Mainstreaming* (GM) fait partie intégrante depuis plus de 15 ans de la coopération internationale au développement. La lutte contre la pauvreté ne peut être efficace que si les différents rôles, tâches et besoins des femmes et des hommes sont pris en compte, s'ils se reflètent dans la logique du projet et si les différences spécifiques au genre se manifestent également dans les rapports sur l'efficacité. La Direction pour le Développement et la Coopération (DDC) souligne la signification de la démarche pour l'application des objectifs de politique de développement légaux, pas seulement grâce à sa politique de d'égalité entre hommes et femmes (*Gender Equality*) définie en 2003, mais également à l'aide de divers instruments tels que des instructions spécifiques à un secteur et des exemples d'expériences et de formations positives du GM dans les différents secteurs de la coopération au développement ainsi que d'une coopération institutionnelle avec des centres de compétences pour les questions relatives au genre dans la coopération au développement¹. En outre, le rapport annuel interne de la DDC sur les progrès accomplis, qui analyse régulièrement les demandes de crédits, les rapports annuels et les stratégies des pays et qui est mis en relation avec les dépenses relatives aux projets et programmes (*Gender Responsive Budgeting GRB*)² est un véhicule important pour la mise en pratique de la politique de genre.

De par sa responsabilité visant à favoriser l'égalité des genres au moyen de la coopération au développement, la DDC remplit non seulement ses obligations concernant les standards internationaux sur les droits humains signés par la Suisse³, mais harmonise également ses mesures avec de nombreuses agences et institutions supranationales comme la Banque mondiale ou des banques de développement régionales qui ont continuellement favorisé le thème «genre» au cours des dernières décennies. L'efficacité du GM a cependant été rapidement mise en doute, entraînant un débat de fond soulevé dans cette publication car le désavantage des femmes et, comparativement, une plus grande vulnérabilité et un plus grand désarroi causés par la pauvreté, semblent perdurer de manière tenace⁴.

Pour comprendre pourquoi l'égalité entre les hommes et les femmes tend à progresser dans certaines régions, à stagner dans d'autres, et pourquoi les discriminations augmentent même dans certaines conditions, il est important de se pencher en détails sur les

rapports de genre, y compris leurs décalages et leurs tendances à persister au cours des mutations sociales. En focalisant leur attention sur les initiatives visant à favoriser l'économie, les auteures et auteurs examinent les modifications des situations de vie des femmes par rapport à celles des hommes en documentant les expériences positives et en engageant le débat pour comprendre pourquoi des améliorations visées pour certaines régions et groupes sociétaux n'ont pas abouti malgré tous les efforts effectués. À titre d'introduction, voici une rétrospective du développement du GM dans la coopération au développement, plus précisément à la DDC, ainsi qu'un bilan provisoire.

Rétrospective sur 15 dernières années de *Gender Mainstreaming*

Il y a 20 ans, baignée dans un climat féministe, l'approche *Gender and Development* (Genre et développement) s'est imposée dans la coopération au développement. La critique formulée par Ester Boserups en 1970 sur l'intégration délaissée du rôle des femmes dans le développement économique (Boserup 1990), tant sur le plan théorique que sur le plan pratique, a fait naître un débat engagé sur la «véritable» approche du développement dans les relations de pouvoir marquées par le modèle patriarcal. Ces controverses ont pris la forme de nombreux détours (pour plus de détails, voir Razavi & Miller 1995, von Braunmühl 2001, Young 2002, McIlwaine and Datta 2003, Bieri 2006) pour finalement aboutir à l'approche *GAD* (*Gender and Development* – Genre et développement) qui focalise son attention non plus sur les femmes mais sur les rapports de genre. Cette approche constituait, au début des années 90, la base de la conception du GM: les relations entre les hommes et les femmes ainsi que leurs empreintes et dynamiques influencent le mode d'action d'un programme. C'est pourquoi le genre appartient à l'inventaire des instruments de planification et des méthodes d'application dont font partie les informations pertinentes en matière de planification des différents besoins⁵ et possibilités pratiques et stratégiques des femmes et des hommes comme base de toute intervention qui, si nécessaire pour le projet, peut être complétée par des objectifs spécifiques visant à l'égalité des genres (Frey 2000).

La lutte contre la pauvreté ne peut être efficace que si les différents rôles, tâches et besoins des femmes et des hommes sont pris en compte, s'ils se reflètent dans la logique du projet et si les différences spécifiques au genre se manifestent également dans les rapports sur l'efficacité.

Le GM englobe donc la procédure systématique visant à saisir des contextes sous la perspective de genre et d'orienter les programmes dans le but de toujours favoriser l'égalité des genres au moyen d'interventions ou de ne pas accentuer des asymétries existantes.

Le GM s'est fixé comme objectif d'analyser la complexité des différents milieux de vie dans leur globalité, c'est-à-dire de rendre compréhensible les effets d'un programme au niveau du ménage, y compris ses liens à des structures décisionnelles supérieures. Le GM précise les besoins différents des femmes et des hommes, des filles et des garçons et les aborde de manière ciblée. Dans leurs rapports, les organisations s'efforcent de mettre en avant la qualité de leurs stratégies respectives de GM; le plus souvent, les succès se concentrent de manière frappante sur le soutien aux femmes. De nouvelles technologies adaptées aux besoins et aux possibilités des femmes (approvisionnement décentralisé en eau potable), des initiatives de formation prenant en compte les particularités du genre féminin (matériel pédagogique, organisation, curriculum), la promotion des chances pour les femmes dans les programmes de gouvernance (formation politique, initiatives GRB, renforcement des organisations féminines locales) sont des exemples d'applications. Les exemples de protagonistes ayant connu le succès sont encourageantes mais ne doivent pas faire oublier que de nombreuses femmes se trouvent du côté des perdantes et que leur situation à long terme s'est même dégradée malgré les succès du début (Sancar 2009).

Les apports du GM

Les récits relatant les divers succès des femmes sont fièrement mis en avant par la coopération au développement: les femmes épargnent de manière plus disciplinée, remboursent leurs crédits de manière plus fiable, investissent leurs gains intelligemment, comme par exemple dans l'éducation de leurs enfants, elles sont plus assidues à l'école.

Elles remplissent donc très bien le rôle particulier de clientes, de consommatrices et de productrices dans les chaînes de production de valeurs. Le groupe cible des femmes réussissant grâce aux initiatives de développement se restreint cependant au niveau microéconomique. Dans le domaine des relations commerciales, des systèmes d'eau potable des grandes villes, des recherches climatologiques guidées par satellites ou du

dialogue national sur la décentralisation, très peu de femmes jouent un rôle actif sur le devant de la scène. Certes l'analyse répertorie les résultats (*Outputs*) par genre mais souvent les répercussions (*Outcomes*) ne sont pas prises en compte (de Waal 2006). Le GM n'est donc quasiment pas utilisé pour analyser et combattre les inégalités des genres. C'est un instrument important pour investiguer de plus près et découvrir la structure des ménages, comprendre pourquoi la gestion, l'organisation et la négociation ont lieu de cette manière. Le GM met en lumière les réalités des femmes et des hommes sans masquer leurs différences dans les groupes correspondants. Cette procédure soulève souvent des questions pertinentes et inattendues pour la coopération au développement. Une intégration du GM peut modifier les objectifs d'une intervention et définit les effets et la rentabilité dans un rapport adéquat pour une redistribution répondant aux besoins. Pour cela, un débat sur la signification de la catégorie «genre» dans le modèle de développement dominant, dirigé vers la croissance, sans réduire la signification de la croissance économique durable, est nécessaire; il ne doit pas impliquer une croissance aux dépens d'une justice sociale et d'autres aspects de la qualité de vie. Nous espérons montrer, grâce à cette publication, l'intérêt d'un changement de point de vue qui permet de passer des quotas et descriptions ethnographiques aux questions de base de la croissance et de la transformation sociale. Il s'agit d'avoir une compréhension globale de la notion d'égalité et de justice de genre et d'être prêt à placer ces questions au centre des objectifs fixés.

¹ Pour les termes «genre» et «Gender Mainstreaming», voir glossaire en fin de publication.

² Les *Annual Progress Reports* (rapports annuels sur les progrès accomplis) sont disponibles sur demande à cette adresse: gender@deza.admin.ch.

³ En plus des normes nationales, les accords internationaux obligent à combattre activement les inégalités entre les genres. Concernant la question de l'égalité entre les genres, les contrats suivants, valides en Suisse, sont particulièrement importants: CEDAW (Convention sur l'élimination de toute forme de discrimination contre les femmes, 1979), ONU Pacte I sur les Droits économiques, sociaux et culturels et ONU Pacte II sur les Droits citoyens et politiques (1966), ECHR (Cour Européenne des Droits de l'Homme, 1959). De la même manière, l'UDHR (Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, 1948) est également significative du Droit commun des peuples.

Conventions particulièrement importantes: CEDAW (Convention sur l'élimination de toute forme de discrimination contre les femmes, 1979), UDHR (Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, 1948), ECHR (Convention européenne des Droits de l'Homme, 1950).

⁴ Voir également le glossaire à ce sujet: Féminisation de la pauvreté.

⁵ Voir glossaire

«Oublions la Chine»

Ou comment arriver d'une justice de genre vers plus de marché, de croissance économique et de développement

Les chiffres sont omniprésents: les femmes exécutent 66 % du travail, elles produisent 50 % de la nourriture mais gagnent seulement 10 % du revenu et possèdent seulement 1 % de tous les biens (UNICEF, 2007). Même si la base empirique de ces chiffres est faible et que son utilisation inflationniste devrait à elle seule faire l'objet de controverses¹, ces proportions illustrent cependant une chose: les femmes travaillent beaucoup mais leur travail est peu reconnu. Elles ne sont pas «productives» au sens économique du terme. La Banque mondiale voit dans cette situation un potentiel inutilisé (Banque mondiale 2001). Modifier les rapports visant à favoriser le groupe cible des femmes n'est pas un but uniquement intrinsèque visé par de nombreuses initiatives de développement. Il s'agit plutôt de considérer le renforcement de la position des femmes dans de nombreux papiers politiques comme une condition de base au développement durable, à la croissance pro-pauvres et à la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement. La présente publication met en lumière les initiatives visant à promouvoir l'économie, un domaine dans lequel l'intégration des femmes en tant qu'actrices économiques et chefs de (petites) entreprises a été particulièrement favorisée ces derniers temps. Si l'on parvient à mettre à profit ce potentiel inutilisé, non seulement l'inégalité des genres sera réduite mais les programmes de développement seront aussi plus efficaces: selon une analyse de l'OCDE (DCD-CAD, 2010), les améliorations de l'égalité des genres entraîne des rendements plus élevés dans toutes les mesures de développement. La presse économique populaire reprend ces arguments: «Forget China, India and the internet: economic growth is driven by women» titrait *The Economist* en 2006 et montrait que l'augmentation de la part du rendement des femmes a contribué davantage à augmenter le produit économique global que les nouvelles technologies ou les nouvelles grandes puissances économiques telles que l'Inde et la Chine. Selon l'article cité, ce bilan pencherait encore plus nettement en faveur du travail des femmes si la valeur du travail au foyer et celle de l'éducation des enfants était prise en compte. Il serait donc souhaitable qu'en particulier les filles dans les pays en développement reçoivent une formation: «(...) investing in education would deliver huge economic and social returns.» (*The Economist*, 2006).

Les Nations Unies ont désormais intégré à leur jargon standardisé le fait que les investissements

apportés aux filles et aux femmes soient économiquement rentables, devenu aujourd'hui un cliché dans les milieux de développement, écrit Wendy Harcourt sur forum internet de la *Society for International Development*, Société pour le développement international (Harcourt 2011). Les agences concernées ne tarissent pas d'éloges à ce sujet: l'intégration des femmes dans l'économie et le contrôle féminin des moyens de production permettent de surmonter la pauvreté, de supprimer les inégalités, d'influencer positivement les habitudes alimentaires des enfants, leur niveau de santé et sur fréquentation de l'école (DCD-CAD, 2010). C'est précisément cette observation que décrit Fatma Allo, fondatrice de l'association *Tanzania Media Women's Association* (TAMWA) à l'aide d'un exemple à Zanzibar par lequel elle confirme l'influence positive d'un revenu indépendant sur la situation des femmes. Sans tenir compte du travail très dur et des salaires largement inférieurs par rapport au niveau de travail fourni, Allo défend l'initiative du secteur privé pour la culture des algues dans son exemple de stratégie efficace d'empowerment. Les femmes touchant un salaire auraient reconnu la valeur de leur travail (y compris le travail non rémunéré relatif au ménage et à la garde des enfants) et leur estime d'elles-mêmes aurait augmenté, influençant la manière qu'elles assument leurs droits et se défendent contre la violence domestique. Les hommes réagissent de façon mitigée: «Our women are now bad. They do not share their money with us. They keep it or spend it on their children. We cannot even discipline them anymore because when we do they leave us. So now our men go to next village (sic) to get wives where they are more obedient to us» (Allo 2011).

Ces discussions montrent que le message, lancé il y a 40 ans, en faveur de l'intégration des femmes en tant que *change agents* (agents de changement) dans les programmes de développement a été entendu. C'est ce qu'illustre surtout le Rapport mondial sur le développement de la Banque mondiale pour l'égalité et le développement, dans lequel le concept de *Smart Economics* occupe le premier plan². Il est rare de voir une agence proposer un programme, tenir une position, éditer un livre sur le genre et même afficher une *gender policy* (politique de genre) sur son site internet. Les Objectifs du millénaire pour le développement qui dominent³ le discours global sur la coopération internationale contiennent des objectifs spécifiques de genre, qui se traduisent dans la pratique par des



mesures de soutien aux femmes telles que la multiplication des formations scolaires pour les filles, un meilleur accès à l'obstétrique, l'augmentation du nombre de femmes actives et la promotion d'une représentation appropriée des femmes dans les organes politiques et économiques⁴.

Ce développement marque une nette distance avec les programmes de développement traditionnels dans lesquels le genre n'était pas une catégorie pertinente. Il est réjouissant de constater que dans le cadre de ces changements, les femmes ne sont plus représentées comme des victimes mais intégrées comme des agents actifs, actrices principales du processus de développement. Cette perception semble s'imposer surtout dans le domaine économique et dans les programmes d'intégration de la population la plus pauvre au marché (thème de la présente publication).

Objectif de la publication

Au regard des objectifs principaux que sont la diminution de la pauvreté et l'amélioration du niveau de vie⁵, les diverses expériences de programmes d'encouragement du marché et les différentes initiatives pour renforcer l'économie locale par des modèles de marché pour les pauvres requièrent une analyse différentielle sous une perspective de genre. Compte tenu des nombreux récits de succès, il est parfois difficile de défendre des positions critiques au risque d'être jugé de mauvaise foi. Il semble peu sensé de se joindre aveuglément aux voix toujours plus grandes des critiques des programmes de microfinance ou des

¹ Cette critique est également émise: voir glossaire «Féminisation de la pauvreté».

² L'égalité entre les genres est un objectif de développement de base dans son propre droit. C'est également la *Smart Economics*. Une plus grande égalité entre les genres peut augmenter la productivité, améliorer les répercussions du développement pour la génération future et rendre les institutions plus représentatives. Voir: L'égalité entre les sexes comme *Smart Economics*: un plan d'action sur les genres du groupe des banques mondiales (années fiscales 2007-10),

URL: <http://siteresources.worldbank.org/INTGENDER/Resources/GAPNov2.pdf/>

<http://econ.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/EXTDEC/EXTRESEARCH/EXTWDRS/EXTWDR2012/0,,contentMDK:22999750~menuPK:8154981~pagePK:64167689~piPK:64167673~theSitePK:7778063,00.html> (dernier accès: 20 octobre 2011).

³ Cette dominance est vivement critiquée. Même si le combat engagé contre l'extrême pauvreté fait l'unanimité, l'origine des Objectifs du millénaire pour le développement est fortement marquée par les pays de l'hémisphère Nord et par la Banque mondiale, le FMI et l'OCDE. Les détracteurs des genres critiquent en particulier le fait que l'égalité entre les genres se limite à l'accès à la formation, la part représentée par les femmes dans le marché du travail et leur représentation dans la politique. Il n'existe aucune référence à des normes juridiques ou à une revendication de protection juridique de la famille, et ceci n'est pas un hasard comme le prétendent les critiques. Voir l'article de Samir Amin dans *Monthly Review* 57/10, 2006. URL: <http://monthlyreview.org/2006/03/01/the-millennium-development-goals-a-critique-from-the-south> (dernier accès: 13 juillet 2011).

⁴ Voir Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) n° 3 – Gender Equality et n°5 – Maternal Health.

URL: www.un.org/millenniumgoals (dernier accès: 13 juillet 2011).

⁵ This is referred to in the literature as an intersectional perspective (McCall 2005).

La participation chiffrable des femmes et des hommes est au centre de l'application du projet tandis que les conditions structurelles dans lesquelles apparaissent les asymétries de genre passent en arrière-plan.

approches du concept *M4P* (marchés pour les pauvres) et de leurs arguments partiellement généralisateurs. Les rédactrices de cette brochure aspirent bien plus, au travers de contributions spécialisées et d'expériences de projet exemplaires, à montrer les zones de tension et à énumérer les risques et les erreurs d'appréciation. En intégrant de manière conséquente la perspective de genre et en se basant sur une approche juridique, il est évident que certains points critiques ont été trop peu pris en compte. Les conséquences des initiatives du développement économique sur différents groupes de la population doivent être jugées différemment. Ceci est valable non seulement pour les femmes mais aussi pour les femmes et les hommes issus de groupes sociaux différents, par exemple selon leur ethnie, leur âge ou leur couche sociale⁶. Le contexte respectif (conditions politiques, économiques ou culturelles) influence considérablement la structure et le développement du projet. Ainsi, la nouvelle répartition des compétences politiques suite à des processus de décentralisation, des interventions politico-économiques dans la sécurité sociale, des scissions politiques ou une progression de mouvements fondamentalistes associés à des structures patriarcales sont des conditions décisives pour l'application et les conséquences de programmes de développement. Enfin, les Droits humains forment le cadre normatif de référence permettant de requérir l'égalité des genres comme base et objectif des différents programmes et approches du soutien économique local.

Dans cette publication, les exemples de projets dans le domaine du développement du marché sont présentés en tenant compte de telles dynamiques. Nous détaillons ci-après trois points qui sont systématiquement apparus au cours de l'élaboration de cette publication comme des problématiques réelles dans différents contextes.

1. Vers Paris: efficacité et mesurabilité du développement

Le premier problème est issu de la vive discussion sur l'efficacité de la coopération au développement et la focalisation sur des résultats mesurables à l'issue de la Déclaration de Paris en 2005 et du Programme d'action Accra (Accra Agenda for Action) en 2008. Les agences de développement nationales s'efforcent, à la suite de ces accords, d'adapter leurs programmes à une logique

marquée par des principes de gestion et aux considérations de qualité, de temps, d'efficacité et de rendement qu'ils impliquent. Cet ajustement néglige souvent la complexité de la société et les dynamiques plus étroites. Malgré la large acceptation et application des principes du *GM*, cela signifie que les rapports de genre sont intégrés surtout lorsqu'ils sont quantifiables. La participation chiffrable des femmes et des hommes est au centre de l'application du projet tandis que les conditions structurelles dans lesquelles apparaissent les asymétries de genre passent en arrière-plan. Certes le nombre de femmes créditeurs, diplômées, présidentes d'associations et formées aux sciences politiques illustrent le succès d'un projet, mais la mesurabilité se limite à un échantillon de la réalité et les résultats saisis en disent peu sur la situation des femmes au sens large et sur les éventuels effets secondaires (involontaires). Il ne manque pas seulement les représentations de tous les jours du changement sociétal et de l'égalité des genres, il manque aussi des méthodes (interdisciplinaires) permettant de saisir les conséquences des interventions dans leur ensemble. Les études qualitatives échouent lors du calcul de rentabilité en raison de leur coût trop élevé⁷ tandis que les sondages quantitatifs trouvent peu d'écho dans l'opérationnalisation des projets. La dimension temporelle restreinte, pour laquelle sont revendiqués les rapports sur l'efficacité, est inadaptée à une description générale des processus de ce type. Dans la plupart des cas, aucune mesure des conséquences à moyen et long terme ne sont prévues. Ceci est valable en particulier pour les mesures du *GM*, peu documentées au niveau des répercussions (de Waal 2006), ce qui génère un cercle vicieux: seules les mesures générant un effet à court terme sont applicables dans le discours de développement prédominant. Les analyses complètes, l'identification d'effets secondaires souhaités et non souhaités et les programmes à long terme permettant de modifier les rapports sociaux ne peuvent quasiment pas être majoritaires dans ce contexte, sans parler d'un débat sur le changement en soi et pour soi, sur les concepts de *change* (changement) représentés dans la coopération au développement implicitement et explicitement et sur les processus perçus comme modification et documentés comme tels. Les projets risquent ainsi de ne pas être lancés pour leur urgence ou leur conformité aux besoins des populations cibles mais parce qu'ils promettent de livrer des résultats sous la forme sou-

haitée. La pression exercée pour présenter de bons chiffres laisse peu de place à la considération des conditions de vie multiples spécifiques aux femmes et aux hommes. Les interfaces entre différents domaines de vie sont par conséquent masquées par un regard sectoriel et ahistorique et la complexité est réduite jusqu'à la déformation. Les zones de conflit potentielles qui pourraient ressortir comme indicateurs du changement social restent donc invisibles.

Sous la forme d'une approche *tick-the-box* (cocher la case) (Günes 2009), le *GM* s'intègre parfaitement dans les structures des programmes qui favorisent d'abord le développement selon les principes économiques⁸. Cette forme d'adaptation n'est pas seulement une question d'application, elle se réfère en plus à l'ambivalence et aux frontières systématiques de l'approche du *GM*, débattue de manière intense depuis sa répartition dans l'industrie de développement (voir entre autre von Braunmühl 2001, Frey et Zdunnek 2002, Hafner-Burton et Pollack 2002, Williams 2004, Mukhopadhyay 2004, Charlesworth 2005).

Pour la compréhension de la pauvreté et en particulier pour l'identification des conditions structurelles empêchant de surmonter la pauvreté, la perspective de genre est très enrichissante. Une analyse substantielle des rapports de genre implique la question du rapport de pouvoir et porte le regard sur la relation entre microéconomie et structures macroéconomiques et politiques. Cela peut être documenté via l'exemple de la zone d'intervention «Marché des pauvres» (voir chapitre 3, p.??). Le bilan positif, aussi réjouissant qu'il soit, n'autorise que des conclusions limitées sur la modification des conditions de vie des groupes cibles. Les questions de la renégociation de la répartition du travail entre les membres du ménage et celle des positions de négociation prises par les différents membres du ménage restent donc floues. Cette faiblesse conduit directement au second problème concernant la productivité féminine dans des domaines non spécifiques au marché.

2. Travail féminin gratuit et activités hors marché dans le secteur du travail du *care*⁹

Les interventions dans le domaine du travail et des revenus se basent sur la supposition que la participation active des pauvres au marché et leur intégration dans les chaînes de création de valeurs existantes

contribuent à diminuer la pauvreté. Le *GM* a largement contribué à l'intégration des femmes comme participantes potentielles aux programmes économiques dans le but de les former comme chefs de petites entreprises et de leur permettre l'accès aux moyens de production et au marché de manière ciblée. L'intégration des femmes dans les chaînes de création de valeurs ne garantit pas seulement une stimulation de la croissance économique mais augmente le revenu des ménages et ainsi la sécurité des *livelihoods* (moyens de subsistance).

Les femmes sont des groupes cibles bien adaptés aux programmes de microcrédits car elles savent utiliser l'argent à bon escient. En économistes prudentes, elles remboursent consciencieusement leurs petits crédits après avoir investi ces derniers à profit. Dans l'agriculture, les femmes ne sont pas seulement la force motrice permettant d'assurer la nourriture (un discours particulièrement important pour les supports publicitaires du marketing des dons), elles sont aussi de plus en plus intégrées dans les *agri-food chains* (chaînes de valeur agricoles) en expansion dans le monde entier. Les critiques soulignent que les chaînes de création de valeurs créent souvent des emplois plus flexibilisés et entraînent la féminisation des marchés du travail: salaires plus bas et sécurité sociale insuffisante (Raworth 2004; Tallontire et al. 2005; Bain 2010). Ceux qui se réjouissent de la représentation de ces développements comme une intégration réussie de la force productive féminine ne tiennent pas compte des nombreux effets secondaires de la marchandisation¹⁰ des produits agricoles pour les petits producteurs/productrices, c'est-à-dire le travail du *care* fourni le plus souvent par des femmes (Madörin 2006, 2010). En particulier lorsque l'intervention est économique-

⁶ En littérature, on parle d'une perspective intersectionnelle (McCall 2005).

⁷ Voir les détails du texte d'introduction au chapitre des chaînes de création de valeurs par Sabin Bieri et Annemarie Sancar, p. 28

⁸ L'approche de gestion *tick-the-box* est critiquée sur le fait que la question des genres n'est pas insérée dans le programme de manière holistique mais comme un «accessoire» (Günes, 2009).

⁹ Voir glossaire.

¹⁰ Voir glossaire.



ment rentable, les femmes ne sont pas assistées dans les tâches domestiques visant à garantir leur subsistance. La supposition trompeuse du temps de travail des femmes «extensible à l'infini» et de leur disponibilité permanente (Elson 1995) continue d'alimenter implicitement les planifications de projets.

De plus, les plans de projets supposent implicitement que le gain de temps généré par le raccordement décentralisé à la desserte d'eau courante se répercute forcément sur les activités productives au sens économique du terme. La plus-value que voient les agricultrices géorgiennes lorsqu'on les interroge sur l'utilisation du temps gagné par la rationalisation de la production locale de fromage se trouve ailleurs: elles se réjouissent de pouvoir mieux s'occuper de leurs enfants (voir article sur la Géorgie de Sancar et Bieri, p.28). L'augmentation de la productivité espérée par les femmes à l'origine de l'initiative n'a donc lieu que partiellement. Les femmes qui sont passées de productrices de fromage à fournisseurs de lait n'ont pas ressenti de conflit d'objectif lorsqu'elles se sont consacrées au travail d'éducation conformément à la distribution des rôles, au lieu d'occuper une autre activité rémunérée ou de consolider leur autosuffisance. Les tensions sont plutôt visibles lorsqu'elles sont confrontées à la question de savoir si le gain de temps concerne leur liberté de mouvement autonome et donc la gestion de leurs réseaux sociaux, comme c'est le cas dans d'autres exemples. Olivier Graefe a montré dans un exposé, en prenant l'exemple du Maghreb, qu'un couplage fatal du progrès du développement sous la forme d'eau potable décentralisée et du renforcement simultané des courants islamiques fondamentalistes libérait certes les femmes de leur lourd fardeau du transport de l'eau, mais entravait largement leurs libertés de mouvements. Comme le chemin menant à la fontaine était devenu superflu, les maris ont de plus en plus utilisé le droit qu'ils se sont attribués pour contrôler leurs femmes. Ces exemples se réfèrent à l'image unidimensionnelle des pauvres conçue par les agences de développement, et souvent aussi par les scientifiques, de leurs possibilités d'action et de leurs conséquences contradictoires.

Tandis que l'intégration des femmes au marché n'entraîne pas automatiquement l'*empowerment*, de nouvelles dépendances peuvent se former, des réseaux sociaux peuvent être détruits ou le manque de temps peut augmenter. Des informations solides manquent cependant. Les calculs d'économie de temps, de disponibilité d'argent ou d'utilisation du profit sont

complexes¹¹ et les éventuels effets secondaires ne sont souvent documentés que comme anecdotes. À long terme, cela peut signifier que les familles ne pourront maintenir leur niveau de vie que dans des conditions de plus en plus précaires. En particulier si les subventions de l'État sont supprimées. Étant donné que les services publics non rentables et coûteux sont supprimés dans beaucoup d'endroits, que les domaines de la vie quotidienne sont monétarisés et que les besoins sont stimulés par les biens de consommation, l'intégration des femmes dans les zones s'intégrant au marché ne pèse pas dans la balance des ménages et des individus.

Les analyses du travail, de la productivité et de la création de plus-value montrent comment les activités permettant de garantir le niveau de subsistance sont évaluées et pourquoi la main d'œuvre féminine et les activités à connotation féminine sont souvent moins bien rémunérées que les zones d'activité classiques devenues habituellement masculines (Wilkinson-Weber 2004). C'est justement la différenciation entre l'économie adaptée au marché et «l'autre économie» (Donath 2000, Madörin 2006), cette dernière étant divisée entre le travail payé et non payé, qui montre la manière dont le genre agit sur le développement social et économique. Cette constatation est très nette en ce qui concerne le temps consacré à la garde des enfants qui apporte une contribution essentielle au niveau de vie et aux chances de supprimer la pauvreté à long terme. La charge est d'autant plus élevée si le prestataire de services principal pour le maintien et la garantie de la survie et de l'égalité des chances, à savoir l'État, n'accomplit pas ou insuffisamment ses devoirs.

3. Restructuration de l'économie globale et rôle de l'État

La contradiction fondamentale entre la politique marquée par les idées néolibérales¹² et les attentes féministes d'une coopération au développement sensible

¹¹ Sancar, Annemarie. 2009. «Wirtschaftliches Empowerment für Frauen: Wege aus der Armut.» (Empowerment économique pour les femmes: comment sortir de la pauvreté). Dans: Jahrbuch Denknetz, N° 8, p.118–126.

¹² Voir glossaire.

au genre, thématisée entre autre par la politologue et sociologue américaine Nancy Fraser, complique les modifications durables des rapports de genre (Fraser 2005). Les mesures des programmes d'*empowerment* qui devraient permettre aux femmes de développer leurs capacités et de saisir leurs chances, se réfèrent initialement à des modèles féministes tels que l'auto-détermination et l'indépendance. Ces dernières se sont à leur tour rapprochées de manière discursive des concepts néolibéraux d'individualisme et de responsabilité personnelle. L'*empowerment* devient ainsi compatible avec des solutions relatives du marché et sert de véhicule pour les programmes de lutte contre la pauvreté: les pauvres doivent se libérer eux-mêmes de leurs situations en devenant chefs d'entreprise, ou plus important encore, femmes chefs d'entreprise. Comme tous les modèles, celui-ci ne fonctionne que dans certaines restrictions. La connotation sociale différente, donc l'analyse différente du travail des hommes et des femmes d'une part et la modification du rôle de l'État d'autre part, sont trop peu intégrées à ces réflexions. Les discriminations structurelles transmises par le marché ne sont saisies que comme effets secondaires provisoires par le progrès et la croissance; cela vaut également pour les inégalités spécifiques aux genres. Le fait que les femmes et les hommes endossent des rôles différents dans les divers systèmes économiques n'est pas évoqué du tout ou, au mieux, est analysé de manière anecdotique. Le retrait de l'État et la suppression de ses subventions dans les domaines non rentables et coûteux, tels que les soins médicaux, a des répercussions directes sur la situation économique des ménages. Non seulement ces derniers sont contraints de dépenser subitement plus d'argent pour assurer leur subsistance mais ils investissent également plus de travail. Cet investissement supplémentaire est normalement réparti entre les membres de la famille ou sont couverts par des réseaux sociaux étendus: c'est également une dimension qui n'est pas prise en compte dans la logique d'économie de marché. Avec la nouvelle distribution du travail et les nouvelles obligations, il est intéressant de jeter un nouveau regard sur les rapports de genre: qui continue d'aller chercher les enfants à l'école et de s'occuper des divers travaux ménagers? Qui remplace la main d'œuvre manquante dans de nombreux services non rémunérés dans l'économie de subsistance, qui devient salarié?

Observations finales

La représentation de trois points thématiques soulève la question suivante: comment les problèmes exposés reflètent-ils une logique de base systématique des rapports d'inégalités? Ces réflexions laissent transparaître les carences de l'approche du *Gender Mainstreaming*. Plus qu'une usure de l'orientation conceptuelle d'origine du GM par la diffusion réussie, il s'agit d'un abandon du champ d'action, donc de la remise en question fondamentale des paradigmes politiques de développement (von Braunmühl 2001). Fraser en vient également à cette conclusion lorsqu'elle écrit que la revendication commune de stimulation de l'économie et du féminisme entraîne un rejet du contenu féministe et donc une suppression des racines des programmes d'*empowerment* (Fraser 2005). Ces racines renferment les débats conséquents sur les rapports sociaux de pouvoir. D'un point de vue néolibéral, les discriminations structurelles transmises par le marché ne sont saisies que comme des effets secondaires provisoires du progrès et de la croissance; il en va de même pour les inégalités spécifiques entre les genres. Pour atteindre les buts fixés par les conférences internationales des femmes, un positionnement féministe se démarquant nettement du néolibéralisme est cependant nécessaire. Cette position place la discrimination au centre des analyses sur la pauvreté dans lesquelles la logique des programmes d'intervention ne répond pas du profit mais de l'égalité des genres et de l'égalité des droits. Ces réflexions montrent que le GM n'est pas suffisant pour modifier durablement les conditions structurelles et pour combattre les problèmes de pauvreté issus des rapports de pouvoir inégaux. Ces réticences ne sont pas nouvelles mais doivent être intégrées de manière plus conséquente, tout comme la prise en compte des standards des Droits humains, dans le débat sur le GM et sur l'implémentation des programmes de stimulation de l'économie. Cette publication vise à inciter à relever ce défi en tenant compte des rapports régionaux complexes, à poser de nouvelles questions et à discuter des diverses procédures visant à combattre à long terme la pauvreté et l'inégalité.

«Comme je suis une femme et que j'appartiens à une caste basse, on m'a mis beaucoup de bâtons dans les roues.»

Je suis née dans une famille pauvre, et comme tant de filles des villages, j'ai été mariée très jeune. De ce fait, j'ai toujours été dépendante de quelqu'un; d'abord de ma famille, ensuite de mon mari. Je n'ai jamais rien connu d'autre que le travail dans les champs et à la maison. Lorsque mon mari est parti gagner de l'argent à l'étranger, j'étais enceinte. J'étais heureuse, car persuadée que nous aurions bientôt de l'argent, que les choses iraient mieux et que nous aurions une belle vie. Sans imaginer quoi que ce soit de négatif, j'attendais jour après jour le retour de mon mari. Mais je ne l'ai plus jamais revu; aucune nouvelle, et bien entendu aucune aide financière. J'ai donné naissance à mon fils dans une étable, sans la moindre assistance de qui que ce soit. Nous vivions dans l'étable, l'hiver était très rude, j'étais frigorifiée et n'avais aucune possibilité d'améliorer notre condition de vie.

Dès que les filles sont mariées par leurs parents, elles doivent servir leurs belles familles et s'occuper des tâches ménagères. Pour cette raison, je ne voulais pas retourner chez mes parents, même si mon mari ne possédait rien de plus qu'une étable. Lorsque mes parents ont appris dans quelle situation je vivais, ils décidèrent de prendre en charge mon fils. Ils savaient que j'avais à peine de quoi me nourrir et n'étais pas en mesure de subvenir aux besoins de mon fils.

C'est alors que le programme de construction de routes (District Road Support Programme DRSP) apporta une lueur d'espoir dans la région. Je me mis à travailler dur afin de gagner suffisamment d'argent pour permettre à mon fils d'aller à l'école et pour couvrir mes frais de santé.

J'admire ce projet pour avoir donné le courage aux femmes de travailler dans la construction de routes et ainsi de développer des compétences. Comme je suis une femme et que j'appartiens à une caste basse, on m'a mis beaucoup de bâtons dans les roues et j'ai souvent été victime de préjugés. Malgré les circonstances difficiles et le combat quotidien que je mène pour ma survie en tant que femme livrée à elle-même, je suis heureuse de voir la société changer et avec elle la possibilité d'une égalité des

genres dans un futur proche. Ces évolutions ont fait en sorte que je puisse obtenir un soutien de la commune pour me construire une petite maison.

Le programme nous permet d'être indépendantes, de mener une vie meilleure et d'éviter de devoir emprunter des crédits avec des taux d'intérêt élevés. De plus, je ne dois désormais plus travailler toute la journée à la solde d'un grand propriétaire terrien pour une ration quotidienne («one pathi») de céréales ou de maïs. Avant de prendre part au programme de construction de routes, je travaillais en général sur un grand terrain, transportant de lourdes charges sur mon dos. Le peu de temps qu'il me restait, je devais le consacrer à des tâches ménagères, pourtant déjà très fatiguée par la longue journée sur le terrain. En y repensant, il me paraît à présent bien moins fatiguant de m'occuper des tâches ménagères après une journée passée à construire des routes.

Ce qui m'inquiète le plus actuellement, c'est mon état de santé qui se détériore de jour en jour, ainsi que mon revenu familial et le peu de moyens dont nous disposons. Lorsque je repense au jour où, dans l'impossibilité de m'en occuper, j'ai été contrainte de confier mon fils de sept ans à mes parents, les larmes me montent encore aux yeux. En tant que femme seule, je ne suis soutenue par aucun membre de ma famille et j'ai négligé ma santé pendant des années. Parfois je souffrais tellement que je ne pouvais même plus me lever, mais personne n'était là, ne serait-ce que pour m'apporter un verre d'eau. Je me suis accommodée de cette situation durant plusieurs années, puis mon fils est revenu il y a un an. C'est un grand soulagement que de savoir quelqu'un à mes côtés lorsque ma santé n'est pas au beau fixe. Le travail dans la construction de routes m'a permis d'acheter des médicaments; j'en suis très reconnaissante. J'espère que de tels projets pourront encore venir en aide et donner de la force à beaucoup de femmes comme moi.

Petits crédits, grands effets?

Les services microfinanciers au banc d'essai



«Assez de charité! Donnez-nous plutôt une banque fiable». C'est avec ce slogan que l'Initiative Microfinance du Liechtenstein a présenté à Schaan son programme pour les pays en développement. Les services microfinanciers – microcrédits classiques, épargne et assurances – représentent sans conteste des instruments efficaces pour atteindre les objectifs de la coopération au développement et, plus spécifiquement, les objectifs de genre. Les agences de développement et les organisations partenaires sont convaincues que seul un renforcement du marché pourra assurer la croissance et permettre de lutter efficacement contre la pauvreté. Cette conviction repose sur l'hypothèse générale selon laquelle les pauvres aussi ont le droit d'accéder au marché. Plus encore, c'est justement parce qu'ils sont pauvres qu'ils doivent recourir aux services financiers pour pouvoir améliorer leurs conditions de vie et se protéger contre les crises. En vertu des buts de la coopération au développement, ceci s'applique particulièrement aux femmes, qui devraient pouvoir accéder à l'épargne et à l'investissement de manière autonome.

Sur le marché de la microfinance, les acteurs principaux sont les institutions de microfinance (IMF), qui peuvent faciliter l'empowerment¹ économique des plus pauvres grâce à leurs services dans le domaine des crédits, de l'épargne et des assurances. Bon nombre de leurs produits microfinanciers s'adressent aux femmes. Et les histoires de celles qui ont réussi à sortir de la pauvreté en créant leur micro-entreprise sont de plus en plus fréquentes. Ces témoignages prouvent que les femmes sont actives sur le marché, qu'elles améliorent efficacement le niveau de vie d'un ménage grâce à leur sens des responsabilités et qu'elles limitent les risques des institutions financières par leur discipline de remboursement. Sans oublier non plus que leur réussite améliore souvent leur situation personnelle au sein de la famille ou du village. Ainsi, les femmes constituent le groupe cible parfait lorsqu'il

¹ Cf. glossaire

s'agit d'associer la mission sociale d'égalité avec les concepts de croissance et de productivité. Cependant, dans certaines conditions, ces deux buts peuvent aussi entrer en concurrence.

L'objectif

Ce chapitre sera consacré à une réflexion critique sur l'importance du genre dans la logique d'intervention des IMF et les outils qu'elles proposent seront examinés en fonction de leur plus-value pour la clientèle féminine. Dans un entretien avec l'expert de la microfinance, Peter Tschumi, les questions principales étaient: quels sont les instruments microfinanciers utilisés aujourd'hui pour lutter contre la pauvreté – avec quels résultats? Ces programmes touchent-ils aussi les femmes les plus pauvres? Comment la coopération au développement peut-elle s'assurer que les institutions microfinanciers permettent effectivement aux femmes pauvres d'améliorer leur situation de manière durable? Et comment la coopération au développement peut-elle s'assurer qu'elle ne dévie pas elle-même de ses objectifs?

Une autre question évoquée lors de cet entretien a été celle de la redistribution du travail d'aide (travail du care): qui est-ce qui cuisine, s'occupe de l'eau, du bois de chauffage et de la lessive lorsque l'épouse et la mère se met à son compte?

Mais, comme l'illustre le projet pilote au Bangladesh, l'octroi d'un microcrédit n'est pas suffisant pour qu'une femme devienne entrepreneur. Dans plusieurs établissements scolaires de tout le pays, des jeunes ont pu terminer leur scolarité, choisir et apprendre un métier. Afin d'encourager la création d'entreprise, ce projet se concentre sur des secteurs innovants, tels que la production de champignons ou de compost. À cette fin, c'est l'ONG elle-même qui octroie, à la fin de la formation, les microcrédits nécessaires. 70 % des crédits

sont octroyés à des jeunes femmes. Toutefois, la réussite des femmes sur le chemin périlleux de l'empowerment économique ne dépend pas seulement de ces dernières, comme le montre l'exemple du Bangladesh.

Les femmes se meuvent dans différents mondes étroitement liés entre eux. En tant que mères, responsables du foyer et citoyennes, elles sont souvent exposées à des conditions plus complexes lorsque l'État ne remplit pas ses fonctions sociales. C'est ce que montre l'exemple de la Jordanie, où des femmes à la tête d'une petite entreprise peuvent bénéficier d'une assurance d'hospitalisation afin de pouvoir, en cas d'urgence, supporter les coûts de leur hospitalisation ou les frais supplémentaires liés à la garde des enfants. Dans certaines régions, les micro-assurances représentent une solution efficace pour sortir à court terme d'une situation précaire (van Leeuwen 2005, 1).

Les répercussions des programmes de microfinance sur le niveau de vie des femmes sont variées. Voilà une raison suffisante pour passer au peigne fin le marché de la microfinance et pour analyser les chances et les risques auxquels sont exposées les femmes, que ce soit sur le plan du niveau de vie, de l'exploitation et de la hiérarchie entre les genres (Bee 2011, 23). À cet égard, la question centrale est de savoir sous quelles conditions les microfinances favorisent véritablement l'égalité des genres et quel rôle pourrait jouer dans ce contexte la collaboration étatique au développement. L'exemple des épargnes collectives au Bénin présenté plus bas fournit des illustrations à ce sujet.

À cet égard, la question centrale est de savoir sous quelles conditions les microfinances favorisent véritablement l'égalité des genres et quel rôle pourrait jouer dans ce contexte la collaboration étatique au développement.

«Les hommes aussi sont concernés par les institutions de microfinance modernes.»

Interview avec Peter Tschumi, Focal Point Employment and Income, DDC

Beaucoup de femmes ont accès à des programmes de microfinance; le but annoncé par les organismes financeurs est donc atteint. Pourtant, il est possible d'émettre une critique: seulement un tiers des femmes bénéficiant de services microfinanciers a pu effectivement améliorer son niveau de vie. Qu'en est-il vraiment?

Peter Tschumi: C'est une affirmation risquée. Les études de cas que je connais montrent que les femmes qui ne sortent pas gagnantes d'un microfinancement sont des femmes mal intégrées socialement et de toute façon en position de faiblesse: les femmes seules devant gagner leur vie, celles dont les maris sont partis temporairement pour chercher du travail et qui ne sont plus revenus. Les institutions de microfinance (IMF) les plus modernes essaient d'impliquer les hommes, afin que ces derniers puissent s'identifier aux objectifs des financements. Avec raison, car cela permet aussi une redistribution du travail d'aide, qui repose fortement sur les femmes. Je suis d'accord pour dire que, dans certaines sociétés patriarcales comme le Bangladesh, des dynamiques imprévues se sont développées, qui n'allaient pas à l'avantage des femmes. Mais ce genre de dynamiques dépend fortement du contexte. Il est clair que les tâches ménagères ne peuvent être partagées différemment que lorsque les familles prennent une nouvelle orientation économique, surtout lorsque les femmes exercent elles aussi une activité économique en dehors du foyer. Reste à savoir si les hommes vont s'engager en ce sens, si les enfants vont eux-aussi aider aux tâches ménagères ou si les moyens pour embaucher des gens du village pour effectuer ces travaux d'aide sont suffisants.

Les services microfinanciers peuvent-ils réduire la pauvreté des femmes? L'égalité des genres est-elle vraiment un but de ces instruments?

Fondamentalement, je répondrais à cette question par l'affirmative, en nuancant toutefois ma réponse. Les approches systématiques telles que Markets Work for the Poor (M4P) sont complexes; au-delà de la logique des résultats immédiats, c'est l'observation et la documentation concernant les modifications de fond qui constituent un défi pour la DDC: à quel point les services microfinanciers peuvent-ils être efficaces pour réduire la pauvreté, comment les conditions de vie des plus pauvres, et en particulier celles des femmes, s'améliorent-elles? Il est difficile de donner une

réponse définitive à ces questions fondamentales. Par exemple, les IMF sont soumises à des réglementations étatiques et confrontées à différents mécanismes de subventions et de subventions croisées. Lorsque ces réglementations ne font pas effet, la qualité des services financiers n'est pas au rendez-vous. Ainsi, l'offre peut contenir des produits inadaptés comme des crédits importants à des taux d'intérêts élevés, pouvant conduire à un surendettement. Il s'agit de reconnaître ces risques. La question de savoir comment atteindre les plus pauvres avec ces services financiers reste ouverte. Cela se produirait naturellement plus tôt si les IMF recevaient des prestations financières et une assistance technique. À cet égard, les relations de partenariat avec le monde de l'économie (banques, assurances) sont également d'une importance centrale. En effet, elles permettent un transfert du savoir (partenariats de connaissances) et produisent un effet de persuasion afin que la finance reconnaisse que «faire des affaires avec les pauvres» est payant sur le long terme. De cette façon, il est possible de développer des services financiers flexibles et de qualité pour les plus pauvres (crédits; nouvelles technologies de transaction; produits d'épargne; assurances, par exemple dans le domaine de la santé ou de l'agriculture), qui pourront être fournis en fonction du contexte.

Ce faisant, il est également possible d'affronter durablement les particularités inhérentes à la pauvreté en milieu rural. Un des projets soutenu par la DDC est celui des assurances contre les dommages de la grêle dont peuvent bénéficier les petits producteurs dans certaines régions isolées de la Bolivie. C'est justement dans des pays où la protection sociale est faible que de telles initiatives peuvent montrer la voie à suivre: l'État et le secteur privé remarquent que les micro-assurances fonctionnent et qu'elles peuvent même être utilisées dans d'autres domaines, par exemple dans le domaine de la santé. L'idée d'une «assurance populaire» est ainsi relancée, ce qui peut aussi être profitable aux femmes, d'autant plus qu'elles ont tendanciellement moins accès aux prestations médicales de base.

Les interventions microfinancières ont, selon la thèse généralement admise, un effet positif sur la réduction de la pauvreté. Est-ce bien le cas?

Nos interventions doivent progressivement apporter à nos clientes et clients plus d'opportunités de travail et

La logique des IMF ne repose pas en premier lieu sur la justice sociale ou l'égalité des genres.

de revenus. Les interventions microfinancières ont certainement des influences positives fondamentales sur les indicateurs sociaux, en tout cas dans les domaines de la formation, de la santé, de la politique et l'empowerment. Des études plus complètes sont nécessaires afin de proposer des observations effectivement pertinentes, également en ce qui concerne les relations entre les genres. Malheureusement, les travaux probants à ce sujet sont rares parce qu'ils nécessitent un grand investissement en temps et en argent.

Quelles conséquences les revenus supplémentaires ont-ils pour la famille: les relations entre les genres changent-elle dans les familles pauvres si des places de travail sont créées et, si oui, comment?

L'organisation des services microfinanciers constitue un élément important pour déterminer quelles femmes auront accès à ces services, lesquelles en seront exclues et pourquoi. Au Bangladesh, où la pression démographique est forte et où la migration qui s'ensuit entraîne des bouleversements démographiques, il y a dans presque chaque village des immigrants, des gens très pauvres dont bon nombre sont des femmes qui, pour différentes raisons, sont socialement exclues. Ces femmes, qui ont souvent des enfants, ne se retrouvent pas dans les groupes de crédit. Le plus souvent, cela signifie que les plus pauvres profitent des programmes mis en place par les IMF de manière indirecte en tant que journalier-ères mal rétribué-es pour des travaux ménagers et agricoles non qualifiés.

De quelles informations dispose-t-on à l'avance au sujet des dynamiques et réseaux sociaux d'une région avant de planifier des interventions microfinancières?

Souvent, la DDC opère au niveau des associations ou des instituts de recherche et n'a donc pas un accès direct à la vie quotidienne des groupes cibles. Lorsque des programmes de microfinance sont lancés, il est nécessaire de disposer au moins d'études de cas ou de groupes de contrôles afin de recevoir des informations qualitatives sur la situation des pauvres – c'est-à-dire savoir s'ils ont accès aux produits financiers et si leur situation s'améliore. Si de telles enquêtes apportent certes des connaissances indispensables permettant d'adapter le produit ou de changer de technique de suivi et d'évaluation, elles comportent un investissement et un coût qui deviennent vite élevés. La ques-

tion est de savoir si l'investissement est payant. Dans le secteur financier, le risque demeure que tout soit calculé uniquement en termes économiques. La logique des IMF ne repose pas en premier lieu sur la justice sociale ou l'égalité des genres. Les institutions de microfinance visent la durabilité économique afin d'assurer leur survie et leur croissance. Ils peuvent ainsi fournir un apport au développement social – et par conséquent aussi à l'empowerment économique des femmes pauvres. Le genre est un facteur important pour beaucoup d'instituts de microfinances, parfois pour des raisons philanthropiques, parfois pour des questions de prestige. Afin que tous les aspects continuent à être pris en compte, la DDC doit elle-aussi garder un œil particulièrement critique pour s'assurer que le profit ne prenne pas le dessus sur le social.

Comment s'assurer que les programmes de microfinance n'iront pas dans la «mauvaise direction», c'est-à-dire celle consistant à enrichir les IMF?

La DDC soutient une Social Performance Task Force active sur le plan international qui développe, à côté des indicateurs économiques, des indicateurs sociaux pour mesurer l'activité des institutions de microfinance. Dans un avenir proche, les agences de notation internationales devraient donc pouvoir juger les IMF également sur des questions sociales.

Il est important de savoir si l'institution concerné est économiquement sain. En outre, il faut aussi prendre en compte les répercussions socio-économiques des interventions de l'institution. Malheureusement, comme nous l'avons déjà mentionné, cet aspect est souvent négligé. Les principaux intéressés sont les groupes défavorisés vivant dans un contexte précis: le plus souvent, il s'agit de pauvres en milieu rural, souvent des femmes ou des immigrés. De plus, la philosophie commerciale, c'est-à-dire la vision selon laquelle les institutions financières mettent en œuvre une stratégie de lutte contre la pauvreté dans leur organisation interne, est importante. Les rapports sur les IMF doivent prendre en compte des données relatives aussi

¹ PROFIN est une fondation située en Bolivie qui met en place des projets microfinanciers en coopération avec les communautés locales et qui aide l'État à développer des conditions-cadres légales adaptées.

bien à la gestion de ces institutions qu'à l'aspect social. Par exemple, il est intéressant de savoir combien d'argent investi dans les produits s'adresse de façon ciblée aux pauvres et quelle est la part du chiffre d'affaires réalisée dans les zones rurales et urbaines. Naturellement, il faudrait aussi s'intéresser de plus près aux divers groupes cibles séparément. Nous pourrions nous demander, par exemple, quelle est l'ampleur de la participation des femmes. Prenons de nouveau l'exemple de la Bolivie: la fondation PROFIN¹, soutenue par la DDC, s'est spécialisée dans des produits pour les groupes défavorisés des zones rurales, c'est-à-dire qu'elle offre un mélange de microcrédits, de produits d'épargne et d'assurances, et qu'elle s'engage clairement en faveur d'un système de surveillance pour l'ensemble du pays qui inclue également des indicateurs sociaux pertinents.

Comment le bien-être des clientes dans les projets de microfinance est-il pris en compte?

Sur la base d'échantillons, les organisations concernées devraient rassembler des données sur le travail et les revenus des groupes cibles et les répercuter dans le processus de suivi. La réussite est meilleure si la coopération entre les divers-es acteur-trices est règlementée institutionnellement et s'il existe une coopération avec les organisations de base qui peuvent récolter ces données et les transmettre aux organisations compétentes. Le nombre de client-es et le taux de remboursement devraient être calculés en tenant compte du genre.

Le contexte international complexe ne facilite pas le développement de standards de good practice dans le suivi et l'évaluation. Quelle est la stratégie adéquate? Quelles données faut-il recueillir, et comment? Pour mesurer les aspects financiers, on utilise déjà des indicateurs économiques et des standards qui sont vérifiés par les agences de notation. Pour ce qui est de mesurer les aspects sociaux, le travail est encore en cours, comme mentionné plus haut. Cependant, il est déjà

possible de se demander qui paie pour cela. Seul un système rentable sera soutenu mais comment allons-nous prouver que des indicateurs sociaux sont liés à la rentabilité? Il est de notre préoccupation d'accélérer la professionnalisation des IMF afin qu'un processus de suivi et d'évaluation socio-économique de qualité, équilibré et comportant peu de coûts supplémentaires soit mis en place.

En fin de compte, la DDC n'a pas pour but la croissance des IMF mais l'amélioration de la qualité de vie des pauvres?

C'est exact. En réalité, les deux objectifs ne s'opposent pas, ils sont tout simplement différents. Chaque individu agit sur le plan social, politique et économique. Les plus pauvres ne peuvent retirer les bénéfices du système de la microfinance que s'ils y prennent part. Et cela n'est possible que si les IMF travaillent de manière professionnelle. L'intégration des pauvres dans le système des institutions financières est un but déclaré de la DDC. Malheureusement, jusqu'à présent, nous nous sommes peu intéressés à savoir qui reste exclu du système microfinancier (effet d'éviction), à quoi est due cette exclusion et à ce qu'il advient de ces gens. Au Bangladesh, dans un village de 20'000 habitants, se sont formés des groupes de crédit composés de 10 à 20 femmes. Étant donné que les femmes disposent de très peu – voire souvent d'aucune – garanties individuelles pour obtenir des crédits, d'innombrables groupes de ce genre se sont formés en très peu de temps (Mushrooming). Ces groupes se voient accorder des crédits soit par la Grameen Bank, soit par une autre institution financière locale. De tels crédits collectifs sont socialement acceptés et il est évident que le groupe peut prévenir l'effet d'éviction. Pour les plus pauvres – ceux qui vivent au bord d'un cours d'eau habillés en haillons avec dans les bras un enfant affamé – les chances d'être inclus dans un de ces groupes restent cependant nulles. De plus, le fait que presque toutes les femmes agissent de la même manière pose aussi problème: elles se limitent à investir dans l'artisanat, les produits dérivés du bambou, les poules et les chèvres ou, lorsque leur situation financière est un peu plus confortable, dans une vache ou une machine à coudre. Au début, tous les produits s'écoulent sur le marché local. Toutefois, ce dernier est vite saturé et seules les meilleures réussissent à vendre leurs produits.

Cette création de valeur ajoutée par le travail non rémunéré est considérée comme un facteur implicite, allant de soi.

Le genre est un facteur important, parfois pour des raisons philanthropiques, parfois pour des questions de prestige.

Malgré la responsabilité solidaire, la personne qui n'arrive pas à vendre suffisamment finira tôt ou tard par se trouver sous pression. Les femmes connaissent très bien la solvabilité de tous les membres. Lorsque l'une d'elles ne peut pas payer, une autre va l'aider pour ne pas perdre le financement. Celles qui réussissent à vendre leurs produits prennent donc les autres sous leur aile pour éviter que le groupe, et par la même occasion le crédit, soient mis en danger. On peut se demander à quel point ce système est durable, mais les femmes sont convaincues qu'il l'est. Cela montre bien leur vision économique du monde. Dans d'autres situations, on entend parler de conflits entre les femmes, lorsque la pression monte.

Quoi qu'il en soit, la responsabilité solidaire fonctionne uniquement tant que l'institut financier l'accepte. Il arrive cependant que des femmes insolubles soient exclues du système. Dans ces cas, la DDC peut apporter une aide complémentaire, intervenir en tant que modératrice ou médiatrice ou encore garantir la subsistance et le bien-être avec des programmes supplémentaires. Il est très important d'identifier ces processus d'éviction et ces foyers de tension et d'y faire face. Idéalement et en fonction des contextes, des mesures contre ces processus d'exclusion devraient faire partie intégrante de notre stratégie. Parallèlement, la DDC soutient beaucoup de programmes permettant d'ouvrir des marchés locaux, régionaux et nationaux à des produits issus d'initiatives microfinancières prospères.

Le travail du care n'est pas du tout pris en compte dans ces programmes. Ce travail absolument indispensable n'est pas rémunéré, il est chronophage et souvent accompli par les femmes. Qu'en pensez-vous?

Cette création de valeur ajoutée par le travail non rémunéré est considérée comme un facteur implicite, allant de soi. Cependant, il ne s'agit là que d'un seul parmi les facteurs permettant de faire état du rendement économique d'une société. Pour les acteur-trices économiques, uniquement ce qui peut être rétribué et financé relève de l'économie. Tout ce qui ne se finance pas n'est simplement pas pris en compte. Pour pouvoir lutter contre les inégalités provoquées, entre autres, par le travail ménager non rétribué, des mesures socio-politiques sont nécessaires. En théorie, de tels programmes pourraient être couplés avec des approches visant à stimuler le marché. Cependant, les pro-

grammes qui prennent en compte le concept de rendement du travail du care de manière explicite et complète n'existent encore bien souvent que de façon sommaire: les défis structurels dans nos pays partenaires sont trop importants.

Cela signifie-t-il que la DDC va soutenir les futures initiatives de Gender Responsive Budgeting (GRB) dans le cadre du système fiscal étatique? Afin que, par exemple, les conditions du travail du care non rétribué puissent être améliorées?

C'est ainsi que nous avons pensé la chose. Fondamentalement, nous soutenons des mécanismes qui permettent une répartition généralement plus juste des revenus. Il s'agit là d'éléments d'économie politique que la DDC peut introduire dans un pays en fonction de son positionnement. Dans le contexte des services microfinanciers, nous n'avons qu'une influence indirecte sur ce point. Nous montrons le potentiel que représente le développement du secteur financier pour les économies en voie de développement et essayons de renforcer ce secteur. Le refinancement des IMF est de plus en plus souvent assuré, entre autres, par le secteur privé. D'ailleurs, beaucoup d'organismes financiers sont établis en Suisse et constituent donc pour nous des partenaires stratégiques. Il en résulte que les pouvoirs publics, y compris la coopération au développement, ont plus de moyens et de marge de manœuvre pour se charger des questions de politiques économiques mentionnées plus haut. Généralement, le microfinancement est évalué positivement au regard de son importance pour la diminution de la pauvreté des femmes, selon moi à juste titre. Ce qui ne signifie pas que le potentiel d'amélioration dans ce domaine soit encore considérable.

Généralement, le microfinancement est évalué positivement au regard de son importance pour la diminution de la pauvreté des femmes, selon moi à juste titre. Ce qui ne signifie pas que le potentiel d'amélioration dans ce domaine soit encore considérable.

Égalité entre les jeunes filles et les jeunes garçons

Microcrédits pour les jeunes diplômées au Bangladesh

STATISTIQUES DE RÉFÉRENCE

TITRE DU PROJET	Adolescent Girls' Program
RESPONSABLE	CMES Centre for Mass Education in Science; http://cmesbd.org/general-information.php
PARTENAIRES	30 000 jeunes filles et jeunes garçons (au total, tous les programmes)
DURÉE DU PROJET	en place depuis 1991
FINANCEMENT	divers organismes financeurs internationaux (non permanents), entre autres la DDC, l'ASDI et Caritas Suisse

les parents considèrent encore plus leurs filles comme un «poids économique».

Plus tôt une fille se marie, plus le danger est grand qu'elle se transforme en «esclave ménagère» sans aucun pouvoir de décision au sein de la famille et qu'elle devienne très vite mère de nombreux enfants, tout cela dans un état de santé souvent précaire. La situation la plus difficile est celle des femmes seules avec des enfants, qui ne peuvent pas s'appuyer sur une structure familiale pour assurer leur sécurité sociale.

Le contexte

Le Bangladesh fait partie des pays les moins développés (LDC - Least Developed Country). Pourtant, le pays a connu diverses améliorations. Les taux annuels de croissance du PIB de ces 10 dernières années avoisinent 6 %, la couche moyenne grandit dans les villes. L'inflation s'élève elle aussi à environ 6 %, les exportations et importations n'ont cessé d'augmenter ces dernières années. Certes, la pauvreté reste largement répandue (environ 40 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté) mais la famine n'est plus prédominante au Bangladesh.

Depuis 1991, le Bangladesh est l'un des 20 pays à être dirigé par une femme. L'actuelle première ministre Sheikh Hasina Wajed et la fille de l'ex-présidente Khaleda Zia (au pouvoir de 1991 à 1996), se battent actuellement pour la présidence. La migration et les transferts de fonds de migrant-es constituent une part importante des revenus pour les ménages pauvres au Bangladesh. Une grande partie de la pauvreté se concentre en milieu rural, où environ trois quart de la population vit principalement de petites exploitations agricoles. Le nombre relatif de pauvres a certes diminué ces dernières années mais dans l'absolu, par rapport à la croissance de la population, leur nombre continue d'augmenter.

De tout temps, les femmes ont été le groupe social le plus défavorisé au Bangladesh. On n'a investi ni dans leur santé, ni dans leur éducation. La préoccupation de nombreuses familles consiste à assurer à leur fille une enfance protégée et à leur trouver un mari le plus vite possible. Sous le prétexte de les protéger, elles les tiennent enfermées, isolées et les forcent à se marier très tôt. Au Bangladesh, les jeunes filles (vierges) doivent apporter une dot en se mariant qui n'a cessé d'augmenter au fil des années, de sorte que

Le projet (1991 – en cours)

Le programme Adolescent Girls est mené dans le cadre des 21 centres scolaires du CMES répartis dans tout le pays. Afin de donner une perspective d'avenir aux filles et garçons qui ont été exclus de l'école normale, un programme scolaire a été mis en place visant à leur donner accès à une activité professionnelle ou à une autonomie économique. La vision de l'approche genre¹ du CMES repose sur une nouvelle émancipation féminine, sur l'égalité entre filles et garçons.

Le projet comprend trois composantes principales:

1. Formation en fonction des besoins avec un stage final d'un an dans un site de production de l'école.
2. Octroi de microcrédits aux jeunes diplômé-es.
3. Renforcement de la confiance en soi des filles (et des garçons) et aide à leur indépendance.

Les formations scolaires est professionnelles sont adaptées à la demande et sont donc organisées de la manière la plus flexible et individuelle possible. Le projet permet à environ 30'000 enfants des zones rurales et citadines de tout le pays qui n'ont pas fini leur scolarité d'avoir accès à une formation qui répond à leurs désirs professionnels. Les enfants peuvent être admis dès 11 ans et ils sont encouragés à rester à l'école / l'atelier jusqu'à leur 19^e anniversaire. La formation comprend des cours, de la pratique et l'apprentissage de connaissances professionnelles sur le campus scolaire. Déjà pendant la formation, les jeunes travaillent et sont réellement rémunérés. Dans ce cadre, on apprend aux enfants et aux jeunes à quoi devrait ressembler une place de travail sûre et honorable et pourquoi les pauses et la sécurité de l'emploi augmentent l'efficacité.

* basé sur une interview avec M. Muhammad Ibrahim, Directeur du CMES

¹ Cf. glossaire pour une définition de l'approche «genre».

D'une part, le CMES se concentre plutôt sur des formations traditionnellement demandées par les jeunes (menuiserie, couture, mécanique). D'autre part, il essaie aussi de sensibiliser les jeunes à être flexibles pour créer de la demande avec de nouvelles offres (la culture de champignons ou la production de compost). À cette fin, les filles et les garçons testent différentes idées commerciales au lieu de se concentrer sur un seul produit: durant la formation, qui met au premier plan les comportements sociaux et respectueux de l'environnement, tous doivent apprendre à s'en sortir sur le marché avec au moins trois produits / services différents.

Environ un tiers des écolier-ères demande après la formation un microcrédit au CMES, les deux tiers restant vont travailler dans leur famille, poursuivent des études supérieures, se marient, sont embauchés ou restent sans travail. Actuellement, environ 70 % des crédits sont octroyés aux filles et aux femmes. Les microcrédits ne sont pas pensés exclusivement pour les écolières mais sont accessibles à toutes les femmes. Pour se voir octroyer un microcrédit, les personnes intéressées doivent présenter un business plan. Initialement, les crédits vont de 30 à 50 USD, puis les sommes peuvent monter jusqu'à 500 USD. Le plus souvent, ils servent à financer des activités comme la culture de champignons, la production de compost, la création d'une pépinière ou d'un atelier de couture. Souvent, les femmes qui avaient emprunté de l'argent montent lentement une entreprise commerciale.

L'octroi de crédits, de même que les centres scolaires, permettent de véhiculer des valeurs très précises. De plus, dans le cadre du système de crédit, l'école essaie explicitement de ne pas travailler avec une conception des rôles stéréotypée. On fait prendre conscience aux femmes et aux filles de leurs droits; leur droit au temps libre et au repos est par exemple particulièrement mis en avant. Il faut aussi transmettre aux femmes l'idée qu'elles peuvent se fixer des buts elles-mêmes et les atteindre par leur propre force, que ce soit en lien avec leur scolarité, leur profession, leur mariage, leurs enfants, leur influence, leur pouvoir ou leur liberté.

Les résultats

À proximité des centres scolaires, l'âge moyen de mariage n'a cessé d'augmenter durant les dernières années, alors que les sommes données en dot par les filles ont continué à diminuer. Bon nombre de diplômées ont trouvé un revenu grâce au système de crédit. Actuellement, environ 16'000 personnes ont un crédit (dont 70 % de femmes) et, jusqu'en 2009, 81'000 crédits avaient été octroyés. La très grande majorité des personnes qui ont emprunté de l'argent ont pu l'investir de façon rentable. Cependant, il n'est pas facile de fonder sa propre entreprise: une forte concurrence règne, d'une part entre ces personnes et d'autre part avec des produits étrangers. C'est pourquoi il arrive naturellement que les crédits ne puissent être remboursés; ce risque (environ 5 % de tous les crédits) est supporté par le CMES. Comme auparavant, le mariage continue souvent de changer la situation de revenu des jeunes femmes: souvent, les jeunes mariées renoncent à leur activité rémunérée. C'est aussi l'opinion de Muhammad Ibrahim, Directeur du CMES, pour qui «l'égalité est un résultat encore lointain».

Bilan

Le CMES connaît un franc succès avec ses projets et programmes variés et entrecroisés qui ont tous le même but: la sécurité, scolaire dans un premier temps, puis professionnelle, des personnes défavorisées.

Avec ses programmes liés aux adolescentes et au genre, le CMES veut non seulement établir l'égalité filles-garçons mais aussi élargir son approche. L'empowerment, qui doit rapprocher les puissants et les faibles, les hommes et les femmes, les maîtresses d'école et les élèves, les collaborateurs au projet et les bénéficiaires, les créditeurs et les débiteurs est un élément clairement identifiable dans toutes les approches.

La vision de l'approche genre du CMES repose sur une nouvelle émancipation féminine, sur l'égalité entre filles et garçons.

La transformation du risque en tant que nouveau instrument de la coopération au développement

Microfunds for Women – le premier programme de micro-assurance en Jordanie

STATISTIQUES DE RÉFÉRENCE

TITRE DU PROJET	Ri'aya, assurance hospitalisation pour les femmes en Jordanie
RESPONSABLE	Microfund for Women MFW (membre de World Women Banking) www.microfund.org.jo
PARTENAIRES	Zurich Financial Services
DURÉE DU PROJET	depuis 2010: 9 000 polices d'assurances, 230 déclarations de sinistres
FINANCEMENT	Women's World Banking, WWB

Le contexte

En Jordanie, les institutions de microfinance s'adressent majoritairement à une clientèle masculine. Au milieu des années quatre-vingt-dix, Save the Children a lancé à Amman le projet pilote Group Guaranteed Lending Program dans le but d'aider les femmes à la tête d'une petite entreprise à augmenter leur revenu et leur pouvoir décisionnel au sein de la famille et de la communauté. Peu après, ce projet innovateur a été confié aux soins d'une ONG jordanienne (Jordanian Women's Development Society), qui analyse les possibilités de réalisation d'emprunts groupés et favorise en même temps l'accès des femmes pauvres au système de crédit. Depuis 1999, le programme est indépendant et enregistré sous le nom MFW. En raison de la concurrence croissante sur le marché des fonds microfinanciers et pour stimuler la clientèle féminine, MFW a développé de nouveaux produits basés sur les expériences des fonds microfinanciers pour les femmes (Women World Banking) à travers le monde ainsi que sur une analyse des besoins des clientes en Jordanie. Il a été remarqué que les pertes de temps et de revenu causées par les maladies et les urgences représentent un risque particulier pour les femmes entrepreneurs, malgré une situation relativement bonne de la santé publique. C'est ainsi qu'est née l'idée d'une assurance d'hospitalisation.

Il est important de ne pas perdre de vue le but premier, c'est-à-dire offrir une assurance simple aux clientes.

L'organisation

MFW investit sur les femmes parce qu'elles sont des actrices centrales du changement social et de bonnes clientes; la volonté est d'aplanir le chemin des femmes entrepreneurs avec des offres supplémentaires. En offrant aux femmes des garanties et des prêts libres – c'est-à-dire non liés à une affectation particulière – pour créer ou accroître leur entreprise, MFW les soutient dans leur effort d'amélioration de leur situation familiale. Beaucoup d'employés de MFW vivent dans la même communauté que les clientes. Cela facilite l'analyse des besoins, favorise la mise en place d'un réseautage durable et le développement de nouveaux produits sensés et pratiques, tout particulièrement orientés en fonction du rôle des femmes dans les ménages pauvres de Jordanie. Le Spital Cash Produk, assurance maladie qui doit décharger les femmes en situation d'urgence, en est un exemple. Les femmes assurées sont déjà clientes de MFW et, avec cette assurance, elles reçoivent une offre supplémentaire. En l'absence d'un système de prévoyance étatique, cette assurance constitue une aide pour les femmes et, pour l'institut financier, une possibilité de faire face à la concurrence croissante sur le marché. MFW a plus de 62'000 clients actifs, dont 97 % de femmes. La part de marché de MFW en Jordanie s'élève à environ 35 %. MFW travaille avec un budget de 20 millions de dollars, a octroyé plus de 365'000 prêts allant de 140 à 14'000 dollars (322 dollars par prêt en moyenne). Le taux de remboursement atteint 99 %. MFW compte 234 collaborateurs (73 % de femmes) et travaille avec 24 sections.

Ri'aya – l'assurance d'hospitalisation pour les femmes en Jordanie

L'assurance pour les frais d'hospitalisation Ri'aya repose sur l'idée que les risques commerciaux sont plus élevés pour les femmes que pour les hommes lorsque des maladies ou des urgences inattendues viennent grever le budget du ménage et lorsque des hospitalisations pour cause de maladie entraînent des pertes de revenu. Les prestations de Ri'aya pour les femmes incluent un forfait par nuit d'hospitalisation de 14 dollars, même si elles étaient déjà malade avant d'entrer à l'hôpital. Qu'elles utilisent l'argent pour payer les frais d'hospitalisation ou la garde des enfants

Qu'elles utilisent l'argent pour payer les frais d'hospitalisation ou la garde des enfants pendant leur absence, qu'elles achètent de la nourriture ou du matériel pour leur entreprise, cela reste de leur ressort.

pendant leur absence, qu'elles achètent de la nourriture ou du matériel pour leur entreprise, cela reste de leur ressort. Ri'aya couvre aussi les frais d'hospitalisation en cas d'accouchement, ce qui est assez rare pour ce type de produit microfinancier.

ANALYSE DES BESOINS Avant la création de cette assurance, une enquête a été menée sur plus de 1'000 clientes qui n'étaient majoritairement pas assurées et qui devaient payer les prestations sanitaires avec leur épargne ou avec des emprunts. La plupart des personnes interrogées étaient des femmes au foyer, certaines avaient un emploi formel ou informel ou possédaient des petits commerces. Issues des couches sociales à faible revenu, elles ont déclaré qu'une hospitalisation les mettrait en situation d'urgence sur le plan financier. En avril 2009, WWB et MFB ont déposé auprès de l'Organisation internationale du travail (OIT) une demande de financement pour lancer un produit d'assurance qui puisse apporter un allègement financier aux clientes dans de telles situations d'urgence.

OBJECTIF Microfund for Women (MFW) développe, avec le soutien de l'OIT, un produit d'assurance dans le domaine de la santé accessible et facilement compréhensible pour ses clientes. Les frais d'hospitalisation sont directement couverts, la prestation s'élève à 14 dollars américains par nuit pour une prime de 1,4 dollar.

Premiers résultats

En février 2011, 9'000 personnes avaient contracté cette assurance et 230 déclarations de sinistre avaient été enregistrées. La majorité des clientes a été hospitalisée dans des hôpitaux publics (73 %), 16 % dans des hôpitaux privés et 12 % dans des hôpitaux militaires. En moyenne, les femmes sont restées 3 nuits à l'hôpital, un peu moins dans les hôpitaux privés, en raison des coûts.

La durée entre la fin de l'hospitalisation et la déclaration de sinistre est en moyenne de 8 jours, plus 7 jours supplémentaires pour le remboursement.

«Cette assurance est géniale, un vrai soulagement!», dit Naela H., la première assurée ayant pu bénéficier d'une des prestations de Ri'aya. Elle a dû être hospitalisée pour une appendicite et a été forcée de fermer sa petite entreprise durant 3 jours. L'assurance lui a payé 14 dollars par nuit passée à l'hôpital.

Bilan

PRÉPARATION L'analyse des besoins constitue un élément central. Si les IMF connaissent les femmes en tant que clientes, ils en savent très peu en ce qui concerne leurs habitudes et leurs besoins en matière de santé. C'est autour de ces besoins que doit être développé le produit d'assurance: il n'y a pas de produit idéal pour satisfaire toutes les exigences. Les collaborateurs actifs dans les sections doivent être inclus dans le développement et la mise en application du produit dès le début et sur tous les plans. La phase pilote ne doit être lancée que lorsqu'elle a été bien planifiée.

PHASE PILOTE Un protocole pilote aide à bien définir le but, à fixer les objectifs et à choisir les indicateurs. Il est très important de suivre et d'évaluer les déclarations de sinistres, les finances et l'organisation. Les avis des collaborateurs travaillant dans les sections, ceux des assurés en général, tout comme ceux des assurés qui ont déjà présenté une demande de remboursement, sont recueillis et évalués.

CONCEPT Rembourser les frais d'hospitalisation avec de l'argent liquide est une bonne entrée en matière pour une assurance maladie et peut servir de base à un développement futur.

PHASE SUIVANTE Pour lancer le programme sur le marché, il faut du temps et de l'engagement, alors même que l'on peut compter sur l'expérience d'autres projets. Le recrutement des collaboratrices est décisif. Elles doivent avoir les compétences nécessaires pour écouler le produit et pour développer les relations indispensables dans les sections. Il est important de ne pas perdre de vue le but premier, c'est-à-dire offrir une assurance simple aux clientes.

Au début se trouve la solidarité et l'appartenance

Groupements mutualistes d'épargne et de crédit pour les femmes au Bénin

STATISTIQUES DE RÉFÉRENCE

TITRE DU PROJET	Programme d'Appui aux Artisan-es
RESPONSABLE	Yvette Onibon Doubogan, chargée de programme au Buco Cotonou
PARTNERS	Groupements Mutualistes d'Épargne et de Crédit au Bénin (GMEC)
PROJECT SCOPE	1994 – Décembre 2011 (Phase 4)
FINANCEMENT	DDC

Contexte

Les petites et moyennes entreprises (PME) n'ont que difficilement accès aux moyens de productions (infrastructures, financements, matières premières, énergie, etc.), ce qui constitue un obstacle important pour le bon développement du secteur de l'artisanat. Les groupes de cautionnement traditionnels et les institutions microfinanciers ne règlent que de façon insuffisante les problèmes de financement et de refinancement des activités des artisan-es. Si les groupes de cautionnement traditionnels offrent des possibilités d'épargne collective, en particulier pour les femmes, les sommes totales sont toutefois trop faibles pour couvrir le besoin en argent liquide des femmes actives. Les institutions de microfinance, quant à elles, proposent certes des contrats avec des garanties flexibles mais les taux d'intérêts et les conditions de remboursement défavorables constituent un problème et un risque importants pour les petites et micro-entreprises gérées par des femmes.

Le projet

C'est pour cette raison, qu'en 1988 différents groupes d'artisan-es des villes de Cotonou, Porto-Novo et Abomey se sont mobilisés, sous l'impulsion de l'OIT et du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), pour mettre en place des stratégies d'autofinancement de leurs activités. C'est ainsi que sont apparues les premières Mutuelles d'Épargne et de Crédit (MEC), dans le but de

- Proposer des crédits simples et basés sur une assurance mutuelle à des taux stables et bas (1%).
- Lancer des microprojets.

Le programme «Appui aux Artisan-es» a donc vu le jour pour soutenir la fondation de Groupements mutualistes d'épargne et de crédit (GMEC).

Deux points sont centraux pour sensibiliser les potentiels adhérents (femmes ou hommes): la formation technique nécessaire afin que les GMEC fonctionnent et l'élaboration de directives compréhensibles pour la gestion du GMEC.

Les GMEC se composent de femmes et d'hommes issus d'un même groupe professionnel qui collaborent dans la mesure où ils mettent ensemble une partie de leur revenu mensuel respectif pour disposer ainsi de crédits.

Le Bénin compte aujourd'hui plus de 500 GMEC, dont 40 se trouvent dans les départements de l'Alibori et de Borgou, qui sont couverts par le programme «Appui aux Artisan-es». Les crédits permettent à ces groupements de prendre part de différentes manières au système financier décentralisé de la région en collaborant avec d'autres IMF. Ainsi, les petites entrepreneuses, surtout actives dans l'artisanat, ont plus facilement accès à un financement convenable.

Chaque membre d'un GMEC participe avec:

- Une cotisation pour le fonctionnement du GMEC (qui varie selon le GMEC, entre 100 et 200 FCFA par mois).
- Une participation à l'assurance (entre 1'000 et 2'000 FCFA/mois en fonction du GMEC).
- Une épargne privée, dont le montant n'est pas fixé mais qui dépend de la capacité d'épargne de chaque membre.

COMPOSITION Le nombre de membres du GMEC peut varier mais la règle veut que tous les membres se rassemblent en assemblée générale une fois par mois. La solidarité et le besoin d'appartenance sont à la base d'un GMEC. Les membres peuvent facilement appliquer les principes de fonctionnement d'une coopérative comme les GMEC car ces principes sont semblables à ceux des assurances retraite mutuelles (tontines) déjà largement répandues dans ce pays. Il s'agit d'une alternative intéressante aux IMF qui ne répondent pas toujours aux particularités de l'artisanat.

MOTIVATION Avec des procédures d'exploitation relativement simples et efficaces, un GMEC constitue un moyen de financement solidaire permettant d'encourager l'épargne individuelle et de mobiliser des écono-

* Yvette Onibon Doubogan, chargée de programme au Buco Cotonou
¹ Taux de change: 1 CHF = 450 FCFA
² Jusqu'à 2 200 CHF.

mies pour les petites et micro-entreprises. Une étude sur le concept des GMEC montre que la motivation principale pour la création d'un GMEC réside dans la volonté des membres de financer et refinancer leur propre entreprise.

RÉSULTATS L'appartenance à un GMEC permet aux femmes – surtout actives dans le domaine de la couture, du tissage et de la poterie – d'avoir plus facilement accès aux activités de financement et de refinancement. Certains GMEC fonctionnent relativement bien: quand les cotisations des membres et les économies sont versées régulièrement, des crédits substantiels (jusqu'à 1'000'000 FCFA) peuvent être accordés aux membres. D'autres fonctionnent moins bien, les membres ne pouvant pas assurer le paiement des cotisations parce qu'ils ne réussissent pas à écouler leurs produits sur le marché. Un point central du programme consiste à favoriser l'accès des membres au marché (organisation de foires, expositions des produits, études de marché au niveau local et national, etc.) afin que les artisan-es puissent écouler leurs produits. Cependant, ces processus prennent souvent pas mal de temps.

En 2005, les GMEC ont décidé de s'organiser en réseau pour aider et développer les GMEC, qui peuvent ainsi compter sur un cadre commun et un suivi de qualité. De plus, le réseau permet aux artisanes d'échanger leurs expériences avec d'autres femmes entrepreneurs.

Les GMEC et l'autofinancement des activités des femmes

Au-delà de l'épargne et de l'accès aux crédits, les GMEC, en tant que groupements de solidarité entre les membres, apportent une aide au moment d'un mariage, d'une naissance ou d'un décès. Ils soutiennent les membres dont les récoltes ou les recettes ont diminué afin que ces derniers puissent augmenter leur production grâce à de nouveaux capitaux. Le nombre de femmes membres des GMEC n'a cessé d'augmenter depuis 2006. Aujourd'hui, elles représentent 63 % des membres des GMEC mixtes. Grâce à ce succès, des mutuelles composées uniquement de femmes ont été fondées, surtout dans les zones rurales. Ces mutuelles ont dû prouver leur capacité à s'autogérer et, pour cette raison, elles se sont d'abord associées en groupes

socioprofessionnels. Ainsi, le nombre de groupes féminins a augmenté: parmi les 40 GMEC présents dans les départements du Borgou et de l'Alibori, 17 sont des GMEC féminins. Ces GMEC offrent eux aussi des prestations d'épargne et des crédits, ils sont autogérés et ont donc permis aux femmes de réduire fortement leur dépendance des hommes. Les femmes reçoivent de l'aide pour administrer les GMEC et gérer leurs activités lucratives. En 2010, l'évaluation du programme a montré que l'artisanat connaissait une évolution positive au sein de tels groupes. Le volume d'activité a nettement augmenté et le bien-être des femmes et de leurs enfants s'est manifestement amélioré. Ces dernières peuvent subvenir à leurs propres besoins et peuvent mieux nourrir et soigner leurs enfants que par le passé:

- 3 repas par jour; viande et/ou poisson au moins deux fois par jour.
- Formation scolaire de base améliorée pour les filles et les garçons car les frais de scolarité et le matériel peuvent être payés.
- Accès optimisé aux établissements sanitaires et aux médicaments.

Les femmes s'engagent de façon plus déterminée lorsque les rapports (de genre) sont concertés, que ce soit dans la sphère publique ou dans la vie conjugale. Le statut social des femmes membres d'un GMEC s'est clairement élevé et s'élève encore avec la fonction de direction qu'elles occupent à l'intérieur de leur groupement socioprofessionnel et du GMEC. Les groupements d'épargne féminins constituent un socle de départ important pour l'indépendance économique des femmes car ils leur permettent de mieux s'organiser et d'augmenter leur revenu. Leur position est ainsi renforcée – dans la sphère privée et publique.

Les groupements d'épargne féminins constituent un socle de départ important pour l'indépendance économique des femmes car ils leur permettent de mieux s'organiser et d'augmenter leur revenu. Leur position est ainsi renforcée – dans la sphère privée et publique.

Les microcrédits ne sont pas un remède à tous: la combinaison fait la différence

Bilan

Outre les initiatives de microcrédits classiques (Bangladesh), la coopération au développement met également en place depuis quelques années des micro-assurances (Jordanie) ou des initiatives de micro-épargne (Bénin). Ces trois exemples montrent cependant que ces services financiers ne suffisent pas à eux seuls pour améliorer durablement la situation des femmes et des hommes (client-es) défavorisés. Lorsqu'une formation précède l'octroi de microcrédits, les chances pour les pauvres d'en tirer profit augmentent considérablement: dans le projet *Adolescent Girls' Program* au Bangladesh, les filles ont d'abord eu la possibilité de terminer l'école puis de continuer une formation professionnelle sur le même campus scolaire. Dans cette phase, elles ont appris à s'en sortir avec des personnes externes à leur famille et leur confiance en elles-mêmes s'est accrue. Finalement, suite à cette formation, elles ont pu recevoir des microcrédits pour entrer dans la vie professionnelle.

À eux seuls, les microcrédits ne suffisent pas non plus lorsqu'une urgence touche la famille, par exemple une hospitalisation due à une maladie. L'assurance d'hospitalisation en Jordanie, faite sur mesure pour les femmes gérant une petite entreprise (aidées avec des microcrédits), amortit les pertes de revenu temporaires liées à l'hospitalisation. Lorsque des coûts inattendus grèvent le budget familial, ce sont alors les femmes, majoritairement responsables des soins de la famille, qui sont exposées aux plus grands risques. Les assurées reçoivent l'argent sans entrave bureaucratique – elles peuvent ainsi payer les frais d'hospitalisation ou les frais d'alimentation de la famille durant leur absence ou encore acheter du matériel pour leur entreprise. De cette façon, le projet satisfait les droits liés au travail d'aide, qui n'est souvent pas pris en compte par les instruments microfinanciers classiques. Malgré tout, il reste à savoir dans quelle mesure la position des femmes sur le marché du travail peut s'améliorer sur le long terme également.

«The intervention should be aimed at strengthening mechanisms that increase the ownership and control of women over assets and/or at the combat of mechanisms that prevent the increased risks of women, to which she is exposed» (van Leeuwen 2005, 27). Le but de la coopération au développement reste bien entendu d'éliminer les déficits structurels. Dans ce cas, il peut s'agir de renforcer le système de santé publique et l'assistance pour créer les bases d'une assurance sociale durable qui participe à l'empowerment économique, autant des femmes que des hommes. Dans l'exemple

du Bénin, des groupements d'épargne et de crédits pour les femmes ont été créés permettant un octroi mutuel de crédits à des taux stable et bas. Le but étant de fonder et de consolider une entreprise personnelle dans le secteur de l'artisanat. Ce projet a de toute évidence amélioré la situation financière des femmes ainsi que leur position à l'intérieur de la communauté. D'un côté, la solidarité entre les femmes est considérée comme très importante pour la réussite des groupements d'épargne et de crédits. De l'autre, certaines expériences montrent que de tels groupements de solidarité ont un effet assujettissant. Une tension apparaît ici entre le but des instituts microfinanciers – octroyer les microcrédits dans une logique de marché – et le but consistant à améliorer la situation de toutes les femmes participantes. Ainsi, les groupements d'épargne peuvent aussi avoir une influence négative sur les femmes – par exemple sur celles qui ne peuvent (plus) payer: «Dans l'euphorie générale, on oublie souvent que le microfinancement, qui était au début un instrument bien intentionné pour aider les femmes, s'est transformé ces vingt dernières années en un véhicule néolibéral d'intégration des femmes dans les systèmes modernes de services financiers et de marché.»¹ Mais dans quelle mesure les approches économiques des IMF réussissent-elles à avoir un effet sur les inégalités économiques et dans quelle mesure ces approches sont-elles capables d'observer et de documenter des modifications de fonds, en allant «au-delà de la logique des résultats immédiats» (cf. interview avec Peter Tschumi, p...)? La réponse à cette question, qui n'est pas du ressort des IMF, dépend également des mesures «complémentaires» prises dans les secteurs de la formation, de la santé et des assurances sociales. Malgré tout, la mise en œuvre d'interventions complètes, qui vont au-delà des simples services microfinanciers, est une condition essentielle pour que les rapports de force entre les acteurs du marché ne s'aggravent pas plus. Il est évident que le domaine du travail du *care*, rémunéré ou non, joue en ce sens un rôle important. Le travail du *care* doit être réparti d'une manière nouvelle entre les membres de chaque ménage ainsi qu'entre les ménages et les fournisseurs de services publics et privés. Ceci afin que le bénéfice dégagé par les femmes grâce aux crédits puisse être investi dans l'amélioration à long terme de leur niveau de vie et non pas utilisé pour payer des tiers pour le travail d'aide. Cela n'est possible que si l'État met en place les conditions appropriées.

¹ Wichterich Christa, *Kleine Kredite, großer Mythos*, 10. juillet 2007; www.taz.de/!1698 (consulté le 12 septembre 2011).



Views in black and white: the free market economy in Cuba

Assuming that trade norms have got nothing to do with gender inequality, our governments make decisions that speed up the exclusion of women. In the meantime, we women carry the heavy burden of poverty that lies on our shoulders. Because on them lies also the task to secure the daily food for our families. Why are we obliged to live according to the rules of the free market? Why are we earning less than men? Why are the jobs that we do worth less than those of men?

Avec ces photos Verónica de la Torre jette un regard sur ces questions et nous les présente en noir et blanc. Ainsi, elle cherche à provoquer une discussion attendue depuis longtemps. Une discussion pour la lutte contre l'oppression. Ses photos représentent en même temps une invitation et un appel et elles font naître la conscience pour la nécessité de chercher des alternatives économiques. Des alternatives qui changent la vie des femmes et des hommes ! Pour plus d'informations sur Verónica de la Torre, consultez la page 90.

Markets for the Poor – une impulsion pour plus d'égalité?



La coopération au développement passe par différentes méthodes, aux succès divers, pour atteindre son but: faciliter l'accès aux marchés pour les pauvres. Une des approches la plus fréquemment utilisée se nomme *Market for the Poor*, ou *M4P* en abrégé. Les projets concrets, basés sur cette approche et présentés dans cette étude, donnent lieu à toute une série de questions: pourquoi le niveau de vie des femmes ne s'améliore-t-il pas, en dépit des mesures d'encouragement et des nouvelles possibilités de travail rémunéré offertes par l'approche *M4P*? Cette approche déploie-t-elle des effets positifs principalement à court terme, sans agir sur les inégalités structurelles entre les genres? Dans le pire des cas, n'augmente-elle pas plutôt ces différences?

Cette zone de flou, que les exemples qui vont suivre mettront encore plus en évidence, se reflète dans les politiques de soutien aux marchés qui se basent sur une approche intégrée de l'égalité: si, dans certaines sociétés, les femmes peuvent réussir, dans d'autres, le genre constitue de toute évidence un facteur structurel d'inégalité. On voit donc qu'il est difficile de réaliser les buts fixés en matière d'égalité des genres en passant par des politiques qui ne tiennent compte que d'un aspect spécifique, par exemple l'aspect économique dans notre cas. Aussi longtemps que la répartition du travail du *care*, considéré comme un service économique non organisé selon les lois du marché, n'est pas pris en compte comme il se doit, la condition de base pour l'*empowerment* des femmes n'est pas remplie¹.

Selon Alexandra Sagarra, même si la démarche *M4P* à elle toute seule ne suffit plus à amener de l'eau au moulin de l'égalité, elle a encore le potentiel pour lutter efficacement contre la pauvreté, mais seulement si elle est mise en pratique de manière convenable². Malgré tout, une série de défis reste à relever. L'analyse suivante sur les productrices de lait géorgiennes présente ces défis et évalue l'efficacité des démarches *M4P* en matière d'égalité entre les genres.

¹ Le concept de l'*empowerment* a été développé par le réseau de femmes du sud DAWN (*Development Alternatives with Women for a New Era*) dans le cadre des revendications politiques d'égalité des genres lors de la conférence conclusive de la Décennie des Nations Unies pour la femme qui s'est tenue en 1985 à Nairobi.

L'*empowerment* décrit une stratégie politique à travers laquelle les femmes devraient établir un pouvoir collectif par le bas afin de sortir de l'oppression et de l'exploitation. Cf. glossaire.

² Cf. www.m4phub.org et glossaire.

Le rapport entre l'accès au revenu et l'accès au bien-être est compliqué

L'accès aux marchés des biens et services ou au marché du travail augmente les possibilités économiques des plus pauvres – ce principe est largement incontesté dans la coopération au développement. Le risque de pauvreté se réduit surtout lorsque les femmes bénéficient d'un revenu et possèdent leurs propres fonds. L'hypothèse d'interdépendance entre revenu et pouvoir des femmes repose sur ces considérations.

Le rapport entre l'accès au revenu et l'accès au bien-être est plus compliqué qu'il n'y paraît. L'accès aux ressources, tout comme un *empowerment* économique qui se ferait sans changements sociaux et politiques, ne peut en aucun cas conduire à l'égalité des genres, à l'autonomisation ou au bien-être. Le développement économique prend parfois le devant sur la nécessité d'engager les réformes institutionnelles et économiques indispensables pour améliorer la position de la femme. Pour que ces réformes soient possibles, il est indispensable de remettre en question toute une série de normes culturelles, de classifications sociales et de stéréotypes de genre, qui sont cependant souvent bien enracinés dans les mœurs.

L'intégration d'une perspective de genre dans des projets qui appliquent des principes *M4P* ou de développement du secteur privé n'est pas une mesure suffisante pour changer les rapports de force et donc contribuer à l'égalité entre les genres. Les principes *M4P* se différencient positivement des approches classiques en cela qu'ils considèrent le marché non seulement comme l'endroit où se rencontrent l'offre et la demande, mais qu'ils tiennent également compte des institutions formelles et informelles qui ont une influence sur ce marché. Les principes *M4P* demandent donc aussi une analyse des effets de la situation institutionnelle sur les différents groupes sociaux: pourquoi les femmes ne sont-elles pas confrontées aux mêmes possibilités et aux mêmes restrictions que les hommes? Qu'est-ce qui les pousse à adopter des stratégies différentes? Comme l'illustre l'exemple géor-

gien, la DDC intègre elle aussi le *Gender Mainstreaming (GM)* dans les projets *M4P*. Malgré tout, cela ne constitue pas une garantie que les buts de la DDC en matière d'égalité des genres soient atteints. Le programme favorisant les chaînes de valeur mis en place en Géorgie montre comment une approche *M4P* peut intégrer le *GM* et où se situent les défis et les chances.

Il va de soi que si le but de la coopération au développement est l'égalité des genres, la palette d'instruments doit être élargie, notamment avec des initiatives de soutien à l'économie locale, comme les démarches *M4P*. Une vue d'ensemble sur les causes structurelles de l'inégalité est indispensable et les partenaires impliqués doivent être compétents et prêts à s'investir pour l'égalité des genres. L'idée que le genre est un critère d'accès aux ressources, à leur contrôle et, par conséquent, aux dynamiques de marché ne date pas d'hier. De même, il n'est pas nouveau de penser que le genre détermine les chances des personnes, par exemple sur le marché du travail. Avant de lancer toute initiative *M4P* ou non, il serait bon de comprendre au cas par cas quelle influence exerce le genre sur la dynamique économique. D'autant plus que les tendances macro-économiques ont également un effet sur le rapport de genre, par exemple en ce qui concerne l'écart salarial et le secteur de l'exportation.

Finalement, les programmes qui introduisent des principes *M4P* devraient aussi s'intéresser au partage du travail domestique. Dans ce cadre, des aspects comme le temps, le travail rémunéré, et le partage du pouvoir sont au premier plan. Les démarches qui introduisent des principes *M4P* doivent tenir compte de la valeur socio-économique du travail de soin non rémunéré car ce dernier est une des raisons qui explique pourquoi la pauvreté des femmes ne peut pas être abordée de la même façon que la pauvreté des hommes. L'analyse systématique du travail de soin est particulièrement importante dans le domaine du développement économique. Il est bien connu que le travail de soin non rémunéré finit vite par tomber aux oubliettes lorsque la maximisation du profit et les taux de croissances sont mis au premier plan. Il est donc encore plus important de garder un œil attentif sur ce domaine et de s'assurer, avec un suivi consciencieux, que des inégalités existantes ne soient pas encore renforcées ou élargies. Même dans le cadre d'activités *M4P*, une telle aggravation n'est pas exclue si l'égalité des genres ne reste qu'un but abstrait du projet.

* Alexandra Sagarra, DDC, conseillère thématique en emplois et revenu

Égale grâce aux chaînes de valeur

Observations et enjeux dans l'exemple du traitement du lait en Géorgie

Une certaine discordance règne entre les buts à visée économique, prioritaires dans la promotion des chaînes de valeur, et la politique de genre de la DDC qui table sur l'égalité. Ce décalage constitue le point de départ des observations suivantes, qui vont principalement porter sur le rapport entre travail non rémunéré et le secteur économique du travail du *care*¹. À travers l'exemple d'un projet mis en place en Géorgie, nous allons analyser l'interdépendance entre les approches de type *M4P* pour le développement économique et le genre et présenter les défis posés par cette interdépendance.

L'exemple d'une chaîne de valeur dans l'industrie du traitement du lait en Géorgie ouvre toute une réflexion: quelles sont les conditions nécessaires pour lancer des initiatives de soutien à l'économie locale intégrant la perspective de genre (*M4P*)²?

Transformation des produits laitiers en Géorgie

Avec un PIB de 9,3 milliards USD et un revenu par tête de 2 120 USD, la Géorgie fait partie des pays à faibles et moyens revenus. Avec un taux de croissance corrigé du taux d'inflation de 6,4 % en 2010 et estimé à 5,5 % pour 2011, le pays de l'ex-URSS affiche un résultat au dessus de la moyenne³. Depuis 2006, le pays n'a cessé de perdre des places dans le Global Gender Gap Index (de 54^e à 88^e en 2010). Alors que le taux d'alphabétisation est de 100 %, le pays s'en tire bien mal quant à la participation au marché du travail, à l'égalité salariale et à la participation politique (WEF 2010). Cependant, c'est la proportion de filles et de garçons à la naissance qui est particulièrement inquiétante. Cette proportion est de 0,89, valeur bien inférieure à la normale (1,00 représentant l'équilibre). En 1990, ce chiffre se situait encore à 0,93 selon la Banque mondiale (World Bank, 2009).

Plus de la moitié de la force de travail, masculine et féminine, est employée dans le secteur de l'agriculture (World Bank, 2010). Le projet de la DDC, qui vise prioritairement les femmes, prévoit une division du travail: des femmes s'occupent d'abord de traire le bétail et déposent le lait frais dans le centre collecteur de lait voisin, qui est à son tour géré par une autre femme. Le transport jusqu'à la fromagerie et finalement jusqu'au marché local est organisé par des entreprises locales. L'objectif est de répondre à la demande sur le marché du lait et du fromage et de garantir un contrôle sur le lait et la stabilité des prix. Cela n'est pas tout car le programme vise aussi à décharger les femmes en centralisant la production et la vente. Revenu plus élevé, sécurité alimentaire et revenu supplémentaire pour le ménage – surtout pour les femmes, voilà les objectifs à long terme. Le projet soutient exclusivement les services directement liés à la filière, c'est-à-dire le traitement du lait et du fromage, le transport, l'information et le conseil hygiénique, et propose aussi d'autres méthodes pour augmenter la qualité.

Préalablement au projet, aucune discussion n'a été menée sur la tension potentielle entre des buts orientés vers le marché et des buts orientés vers l'égalité. C'est seulement dans la phase de mise en œuvre que les entreprises partenaires ont été priées d'intégrer la perspective de genre dans leurs activités. Des analyses de genre ont permis d'identifier les causes et les aspects principaux des inégalités entre les genres et, en fonction de cela, il a été possible de réorienter les activités.

¹ Aussi «travail d'aide», cf. étude de l'UNRISD sur le travail du *care* dans des contextes nationaux différents: www.wide.org ainsi que www.unrisd.org. Cf. RAZAVI Shakra, *Why care matters for social development*, UNRISD Research and Policy, n° 9, 2010.

² Le projet, sur lequel repose entre autres ces réflexions, a été mis en place dans la région de Samtske-Javakheti par l'organisation Mercy Corps. Le projet est en route depuis 2008, la phase actuelle va se déterminer fin 2011, le montant total pour le projet M4P s'élève à environ 5 millions CHF. Les questions de genre ont été débattues lors d'un atelier sur les approches M4P à Tbilissi (mai 2010) par la personne de contact responsable de la perspective genre dans les organisations concernées et Annemarie Sancar, point focal genre à la DDC.

³ Chiffres: FMI, *Economic Outlook Report*, octobre 2010.

URL: www.gfmag.com/gdp-data-country-reports/269-georgia-gdp-country-report.html#axzz1UA3LQJZZ (Dernier accès: 21 août 2011).

Par conséquent, les femmes sont maintenant directement concernées en tant que productrices, consommatrices et entrepreneurs et elles sont directement intégrées dans les activités liées au projet. Malgré tout, il faut se demander si ces adaptations suffisent ou si des modifications fondamentales ne sont pas nécessaires afin que les interventions tiennent compte du genre.

Les chaînes de valeur: un cadre nécessaire pour l'évolution du marché

Les chaînes de valeur (ou filières) renforcent la tendance consistant à éloigner la transformation des produits, et la valeur ajoutée qui en découle, des producteur-trices (Riisgaard 2010). Plus l'étape de transformation est éloignée de la matière première et plus le degré de finition est élevé, plus les marges sont grandes. C'est pourquoi il faut se demander si le travail des producteur-trices est convenablement rémunéré et si la part de la valeur ajoutée qui leur est attribuée est adéquate, en tenant compte du temps et de l'énergie investis. Les possibilités qu'ont les producteur-trices de prendre part aux processus décisionnels importants, par exemple à la fixation du prix ou aux discussions sur les investissements des bénéficiaires, jouent un rôle important en ce sens.

Dans le cas de la Géorgie, les femmes sont, en tant que productrices de lait, le premier maillon de la chaîne; en gérant les centres collecteurs de lait, elles sont aussi des petits entrepreneurs. Alors qu'auparavant, les fermières utilisaient le lait qu'elle travaient pour en faire du fromage qu'elle vendaient sur le marché local ou à travers des canaux informels en ville, celles-ci livrent maintenant leur lait au centre collecteur à un prix fixe et avec la garantie qu'il soit accepté. Ainsi, elles gagnent du temps et bénéficient d'un revenu régulier. Bien que le bénéfice pour les gérantes des centres collecteurs soit encore un peu élevé, celles-ci ne disposent pas forcément de plus de capitaux que les livreuses de lait. En effet, elles investissent le surplus dans les contrôles de qualité, la réfrigération et le paiement des impôts sur les bénéficiaires. Leurs coûts de vie journaliers sont donc en partie plus élevés parce qu'elles produisent moins pour leur propre besoin. Les effets concrets du travail du *care* sur les niveaux de vie respectifs et sur le bien-être sont rarement mentionnés, tout comme le temps de travail qui se cache sous ce travail, indispensable au fonctionnement général du ménage.

La fromagerie, qui est le maillon suivant de la chaîne, dégage suffisamment de profit pour construire une usine de nourriture pour le bétail. Cet investissement bénéficie aux pauvres car le fourrage produit permet d'accroître la production de lait et d'améliorer la qualité de la viande. Par contre, les conséquences de la production industrielle de fourrage sur les petites producteur-trices ne sont pas claires. D'une part, cela permet d'instaurer de nouveaux standards de qualité pour l'élevage du bétail, qui se répercutent différemment sur le budget de l'entreprise agricole en fonction de sa grandeur. D'autre part, les producteur-trices deviennent plus dépendants vis-à-vis des vendeurs de fourrage. Aucune indication n'existe quant aux possibilités d'investissement dans les techniques traditionnelles d'engraissement.

Les effets sur le rapport de genre sont intéressants. Les hommes, qui sont responsables de l'alimentation des vaches, demandent des prêts pour acheter du fourrage, prêts qu'ils remboursent par exemple en donnant du lait en contrepartie, ce qui peut réduire la quantité de lait à disposition des femmes. Comment ces dernières réagissent-elles? Vont-elles être amenées à réduire leur propre consommation de lait au détriment de la sécurité alimentaire de la famille? Si, et dans quelle mesure, la fromagerie améliore effectivement la vie des productrices de lait, cela dépend donc de nombreux facteurs liés aux filières. Pour ce qui est de la production de fourrage, il serait nécessaire de lancer une discussion sur les choix possibles afin que les productrices aient un droit de regard ou puissent participer au bénéfice des fromageries ou des usines de production de fourrage. Globalement, la connaissance et la compréhension du contexte dans lequel vivent les femmes font souvent défaut. C'est en comprenant ce contexte qu'il sera possible de prévoir les conséquences des fromageries et des usines de fourrage sur le revenu et, par conséquent, sur le pouvoir d'achat et le niveau de vie des ménages des femmes concernées.

Aperçu ethnographique en tant que prémisses du *Gender Mainstreaming*

Les stratégies pour intégrer les femmes dans les activités commerciales doivent se baser sur des données ethnographiques pertinentes du mode de vie des femmes. Des données sur la division du travail, sur les

Les chiffres du projet géorgien le prouvent: pour les femmes, augmentation du revenu ne rime pas forcément avec amélioration du niveau de vie, le lien n'est pas si évident.

rôles hommes-femmes, sur l'efficacité et sur les stratégies économiques des petites exploitations agricoles sont la pierre d'achoppement de toute intervention qui repose sur le GM. Souvent, pour récolter ces informations, il est nécessaire de faire des séjours prolongés, voire répétés, dans les campagnes. Cependant, il n'est jamais évident de poser les bonnes questions, celles qui permettraient de déterminer et de comprendre quels changements se sont produits dans les ménages.

«Physical strength was found to be the main criteria stated by the focus groups underpinning the division of roles related to farming, with men undertaking larger time bound operations related to the land such as ploughing or fencing, activities requiring greater physical strength such as hauling carcasses and butchery and one time large scale transactions such as the sale of livestock or large portions of harvest. Women tended to be responsible for activities which although seasonally bound tended to consist of more sustained activities over time such as weeding, milking, harvesting, food processing and weekly marketing. It was generally agreed by both male and female groups that women tended to work harder as, in addition to their farm related activities and processing for which they hold almost sole responsibility; their work was extended to household activities when the men could stop.»⁴

Les femmes consacrent beaucoup de temps à leurs tâches quotidiennes, par exemple à la préparation des repas, au nettoyage, à la lessive ou à la préparation du pain. Ce genre de travaux ne fait cependant pas office d'activité productrice de valeur ajoutée. Aucune attention n'est portée sur des tâches comme la garde des enfants, les soins prodigués au mari et aux membres âgés et malades de la famille ou encore le maintien des contacts sociaux en-dehors de la famille. Pourtant, toutes ces activités participent considérablement à la qualité de vie et constituent une condition essentielle pour une participation réussie à la vie économique. Malgré tout, le fait que ces activités ne soient pas prises en compte constitue une bonne occasion pour discuter des effets du GM. Pour mesurer l'amélioration des conditions du travail du *care*, et par conséquent de la qualité de vie des femmes et des hommes, il faut analyser les conditions institutionnelles sous lesquelles sont accomplies ces activités (production de nourriture, dont travail de jardin et traite, achats, préparation des repas, garde des malades ou des per-

sonnes âgées). *«How societies address care also has far-reaching implications for gender relations and inequalities»* (Razavi 2010, 2). Il s'agit là d'un point particulièrement important lorsque de grands bouleversements politiques se profilent. Pour que les changements durables dans les rapports entre les femmes et les hommes restent au centre de l'attention, il faut donc se poser plus de questions et adopter un point de vue qui prenne en compte l'investissement dans le travail du *care*, rémunéré et non rémunéré. En fin de compte, ce dernier aussi génère de la valeur, valeur qui devrait se répercuter sur le prix du lait.

Oui à l'égalité, mais à certaines conditions

De nombreuses initiatives, d'ailleurs souvent couronnées de succès, recherchent l'*empowerment* des femmes par des politiques d'intégration au marché et d'augmentation du revenu. Les chiffres du projet géorgien le prouvent: pour les femmes, augmentation du revenu ne rime pas forcément avec amélioration du niveau de vie⁵, le lien n'est pas si évident. De même, une augmentation du revenu ne se traduit pas directement par un plus grand pouvoir décisionnel. Pour l'instant, les informations sur l'utilisation que font les femmes de l'argent liquide et sur les possibilités d'investissement dont elles disposent réellement font défaut. De plus, il faut se demander si les femmes engagées dans une chaîne de valeur, et qui sont donc assurées de vendre leur lait, gagnent durablement en pouvoir décisionnel, que ce soit au niveau du ménage ou de la communauté. Qui plus est, il ne faut pas oublier les femmes qui ne sont engagées dans aucune filière: leur accès au marché laitier est-il affaibli ou développent-elles d'autres stratégies pour améliorer durablement leur niveau de vie? S'organisent-elles et achètent-elles ensemble des vaches, une machine à traire ou obtiennent-elles, grâce à un accès accru à la chose publique et aux instances de décision politique, que les communes financent des écoles à horaire continu et des services sanitaires de bases? Même dans ce cas de figure, elles doivent être instruites et pouvoir accéder à des instruments politiques. Il s'agit là de secteurs dans lesquels la DDC peut investir pour compléter les activités *M4P* avec des programmes visant à soutenir le travail du *care*, améliorer les infrastructures ou encore orienter les services de protection

sociale étatique (Hasan 2010, 12 sq.). Les approches économiques aussi doivent travailler non pas sans, et contre, mais avec l'État social. C'est ainsi que le soutien à l'économie entraînera une amélioration de la qualité de vie et un gain de temps que les femmes pourront mettre à profit pour s'engager politiquement, faire entendre leur voix et revendiquer ce qui leur est nécessaire pour remplir leur rôle de soutien principal de famille.

Conclusions

Le développement intéressant des projets *M4P* en Géorgie est l'occasion de mener une réflexion plus approfondie sur les liens entre égalité des genres, développement économique, travail du *care* et État social et permet d'envisager une coopération au développement durable – c'est-à-dire entraînant une amélioration à long terme du niveau de vie des femmes (cf. chapitre suivant). Le niveau de vie résulte de la concordance de plusieurs stratégies budgétaires élaborées par les femmes pour couvrir les besoins hétérogènes de la famille. En fonction de la situation, les femmes adoptent le rôle de l'entrepreneur, de l'agricultrice, de la mère, de la personne de soutien et de la citoyenne. Ces rôles ne sont pas toujours compatibles mais doivent tous être pris sérieusement en compte. Notre exemple montre que les stratégies de développement économique ne sont durables et inclusives que lorsqu'elles tiennent compte des différents rôles joués par les femmes et les hommes, non seulement en tant que producteur-trices et consommateur-trices mais aussi en tant que citoyen-ennes titulaires de droits. Prendre en compte le travail du *care* en tant qu'activité économique signifie donc bien plus que dresser un inventaire folklorique des tâches ménagères et de la vie familiale. Pour prendre en considération ce travail, un changement méthodique s'impose: les approches commerciales orientées vers le profit doivent être reléguées au deuxième plan au profit de démarches intégrant tous les travaux du *care* nécessaires à l'assistance de base.

Le modèle présenté ici ne tient pas compte du travail du *care*, qui continuera donc à être l'apanage des femmes. C'est seulement lorsqu'il pourra être démontré sur le long terme que les gains de revenu équivalent à des gains en matière d'*empowerment* que les inégalités entre les genres pourront effectivement

se réduire. Le projet géorgien a permis aux femmes de gagner du temps pour elles. C'est un résultat concret qui vient à l'encontre des besoins pratiques de beaucoup de femmes et qui a au moins un effet positif sur leur *empowerment* individuel. Cependant, ces résultats ne correspondent en aucun cas aux buts stratégiques visés: égalité des genres et *empowerment* des femmes dans leurs différents rôles. Les conditions structurelles des économies rurales doivent évoluer si on veut réduire le travail, le temps et l'énergie nécessaires pour augmenter le niveau de vie des femmes. Il en va de même si on veut permettre aux femmes d'investir le temps qu'elles ont gagné dans des activités politiques, sociales ou économiques qui aillent au-delà de leur activité traditionnelle de mère. Et, finalement, les conditions structurelles doivent aussi évoluer si on veut réellement améliorer la position sociale des femmes et leur pouvoir décisionnel sur le long terme. Pour que ces principes ne se perdent pas dans le vide, il est indispensable d'agir de manière durable et transversale et de garder un œil attentif sur les modifications du niveau de vie des ménages et sur les conditions de vie des femmes relativement à celles des hommes – aussi pour les ménages qui ne font partie d'aucun projet.

Prendre en compte le travail du *care* en tant qu'activité économique signifie donc bien plus que dresser un inventaire folklorique des tâches ménagères et de la vie familiale.

⁴ Tiré d'une enquête menée durant la phase initiale du programme mis en place dans la région de Samtskhe-Javakheti.

⁵ Le niveau de vie prend en compte, outre des indicateurs économiques, également des indicateurs sociaux (comme l'espérance de vie, le taux d'alphabétisation et l'éducation). Cf. Human Development Index (HDI) de l'ONU.

Lien entre dialogue politique et accroissement des revenus

Tadjikistan

STATISTIQUES DE RÉFÉRENCE

TITRE DU PROJET	Accroître le revenu des femmes dans les montagnes du Pamir (Zamzam)
RESPONSABLE	Caritas Suisse
PARTENAIRES	plus de 700 femmes rassemblées en groupes de productrices et organisées en réseau sous le nom de «Zamzam» Gouvernement local sur le plan du district, femmes entrepreneurs – Organisations nationales
DURÉE DU PROJET	de 2010 à 2013, avant-projet de 2000 à 2010
FINANCEMENT	Pour le projet: Misereor, Caritas Suisse, Oxfam Novib. Avant-projet: mandat de la DDC.

Le projet «Zamzam» se base sur le réseau de femmes du même nom et vise à améliorer la situation des femmes en les rassemblant en groupes de productrices. Ce programme a également deux autres buts: augmenter l'estime de soi des femmes sur la base d'analyses de genre et faciliter l'accès des femmes au marché local et international.

Le contexte

Le Tadjikistan présente depuis 2000 une croissance économique moyenne de 8,6 %, qui a fait suite à un effondrement dramatique de 60 % (!) dans les années 1990. Les bons résultats en matière de croissance, vantés par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale, n'ont eu que peu d'effets sur les ménages du Tadjikistan. L'inflation sur les prix des biens de consommation peut atteindre 20 % et, suite à la crise financière, la monnaie du Tadjikistan, le somoni, s'est dépréciée de 26 %.

L'accès déficitaire à l'éducation et à la santé touche spécialement les femmes car ce sont elles qui exercent une bonne partie des fonctions éducatives et sanitaires ou qui sont responsables de trouver de l'argent pour envoyer les enfants à l'école ou soigner les malades. Ce qui aggrave encore les choses, c'est que les femmes ne disposent souvent d'aucun revenu propre et participent rarement aux décisions concernant la sécurité économique du ménage.

Sous mandat de la DDC, Caritas a mis en œuvre le projet de développement local Muminabad (Local Development Muminabad, LDM), entre 2000 et 2010. Muminabad se trouve à 20 km de la frontière afghane,

dans une vallée qui offre de bonnes conditions pour la production du lait et la culture d'arbres fruitiers. Depuis 2001, les responsables du projet ont travaillé avec des groupes de productrices qui se réunissent tous les mois. Lors de ces rencontres, outre des thèmes purement techniques, étaient abordées des questions relatives au genre. En 2007, plusieurs groupes ont mis sur pied une structure formelle commune: le réseau féminin Zamzam, dirigé par trois femmes et tout de suite doté d'un secrétariat. En raison des possibilités juridiques limitées, Zamzam a été enregistré en 2007 en tant que coopérative.

Le réseau avait comme buts principaux l'*empowerment* économique des femmes ainsi que le renforcement des droits des femmes dans le Tadjikistan rural. À la fin du projet, la situation des femmes dans le district ne s'était pourtant pas améliorée. Au contraire, elle avait même empiré. Certes, Zamzam a constitué un moyen de mobilisation pour les femmes et certaines d'entre elles ont gagné de l'influence dans leur ménage, voire au sein du parlement national. Cependant, en général, les conditions de la majorité des femmes se sont détériorées. Jusqu'à 80 % des hommes actifs ont émigré et la réislamisation de la société s'est accompagnée d'une régression du rôle des femmes dans le domaine public. Le rabaissement du rôle de la femme à sa fonction de reproductrice couplée à la faiblesse de l'État, «l'excédent» de femmes célibataires, ainsi que l'absence de protection légale, tout cela a miné la position de la femme. Ce manque de protection expose les femmes à une forme de polygamie asservissante et les jeunes filles sont forcées à payer des dots élevées: deux éléments qui séduisent les familles pauvres.

Le projet (2010 – 2013)

Créé en amont, le réseau Zamzam constitue le point de départ de ce projet dont l'objectif est de renforcer ce réseau et d'en étendre l'influence sur le plan politique et social. En même temps, le projet doit rester au service des initiatives locales et s'attaquer aux problèmes qui sont spontanément mentionnés par la plupart des femmes à Muminabad, à commencer par le manque de liquidités. Dans ce contexte, le projet se développe autour de cinq axes d'interventions principaux:

– Créer des **PLACES DE TRAVAIL** pour les femmes dans le secteur de l'industrie laitière et des produits agri-



coles de niche (moins d'un hectare de terre) à travers la mise en place de filières locales, voir internationales. Six produits laitiers différents sont principalement vendus sur le marché local et dans la ville voisine de Kulyab. Diverses herbes médicinales doivent parvenir sur le marché russe à travers un intermédiaire.

- **ACCROÎTRE LES REVENUS** des femmes dans le secteur de l'économie de subsistance à travers l'élevage de volailles, la culture de pommes de terre et de légumes, c'est-à-dire à travers des produits destinés en priorité non pas à la vente mais directement à la consommation. Si la récolte est abondante ou l'élevage productif, ces produits arrivent tout de même sur les étals.
- Organiser les femmes en **GROUPES DE PRODUCTRICES** dans le réseau Zamzam. Des réunions ont régulièrement lieu entre les productrices (une fois par mois ou par trimestre). Ces réunions servent à transmettre des connaissances techniques et, en fonction des besoins, à discuter des revendications spécifiques des femmes ainsi que des thèmes relatifs au genre. L'évaluation rurale participative (*Participatory Rural Appraisal, PRA*) et les instruments d'analyse différenciée selon le genre permettent aux femmes de mieux évaluer leur situation personnelle à l'intérieur

d'un contexte donné, ce qui contribue d'une part à leur *empowerment*, à la maison ou dans la communauté, et, d'autre part, à leur estime de soi.

- **DONNER VOIX AU CHAPITRE AUX FEMMES QUI COMPOSENT LE RÉSEAU DANS LE DIALOGUE POLITIQUE LOCAL AVEC LE GOUVERNEMENT.** Pour élargir cet échange au-delà du gouvernement, le projet soutient l'élaboration d'un plan pour le développement des petites et micro-entreprises qui soit sensible au genre. Il sera ainsi possible d'échanger des idées sur les impôts et leur affectation mais aussi sur les licences, les contrôles, la mobilité, etc.
- Renforcer l'organisation pour garantir que les **BÉNÉFICES RÉALISÉS SOIENT RÉINVESTIS DANS LE RÉSEAU** et donc dans la coopérative, afin que d'autres femmes puissent en profiter. Des formations *on the job* sont prévues pour améliorer les compétences administratives et organisationnelles des femmes et optimiser les procédés de gestion.

Les résultats

L'avant-projet a démontré que les revenus des ménages peuvent être accrus d'environ 30 à 50 %. Cet accroissement est tel qu'il ne peut être contrecarré ni par l'in-

Dans un monde du travail très formalisé, les ménages les plus pauvres sont vite éjectés de la chaîne de valeur, par exemple parce qu'ils ne sont pas à même d'observer les consignes d'hygiène ou encore parce qu'ils ne respectent pas certains standards de qualité.

flation ni par une dépréciation monétaire. En outre, il est intéressant de remarquer que 80 % des femmes peuvent disposer elles-mêmes de leurs revenus. Les raisons en sont peu claires mais il est possible de formuler des hypothèses: soit le mari n'est pas présent, soit la femme a pu obtenir un plus grand pouvoir décisionnel à la maison grâce à son engagement dans le projet?

Le district de Muminabad est une des zones du Tadjikistan où la sécurité alimentaire est la plus précaire. Les mesures pour accroître les revenus prises dans le cadre du projet en cours ont touché en tout plus de 3 000 ménages et amélioré la sécurité alimentaire de 15 % de la population. Le projet a contribué à ouvrir aux femmes les portes des administrations et des fonctions publiques. Une femme a même réussi à entrer au parlement national. Ces réussites sont le témoignage que les entrées ont été réinvesties dans des domaines stratégiques du point de vue du développement, comme l'éducation ou la santé.

L'autorité publique du district ne rate pas une occasion de faire de la publicité pour les initiatives de Zamzam. Le projet s'inscrit dans la droite ligne de la politique sur les femmes menée par le président local, politique dont le centre de gravité est la création de places de travail pour les femmes. Qui plus est, Zamzam a pu obtenir un prêt de la Banque mondiale pour renforcer la sécurité des produits alimentaires et promouvoir d'autres projets de petites organisations.

Malgré ces points positifs, la situation n'est pas toute rose: des facteurs nous indiquent que les femmes sont mises sous pression par leur famille pour réaliser plus de revenus. Cette pression peut aller jusqu'à des actes de violences de la part des maris. Les femmes qui sortent du moule, soit parce qu'elles sont célibataires soit parce qu'elles n'ont pas d'enfant, sont systématiquement marginalisées.

Les nombreux problèmes psychosomatiques dont sont frappées les femmes célibataires pourraient en être la conséquence directe. Dans un monde du travail très formalisé, les ménages les plus pauvres sont vite éjectés de la chaîne de valeur, par exemple parce qu'ils ne sont pas à même d'observer les consignes d'hygiène ou encore parce qu'ils ne respectent pas certains standards de qualité, comme la teneur en matière grasse du lait.

Bilan

Le réseau Zamzam, qui s'est érigé en puissance socio-politique dans le district et qui est devenu le moteur des revendications féminines, représente une grande réussite. Les revenus engendrés permettent à un nombre considérable de femmes d'alléger leurs efforts quotidiens pour assurer la subsistance de la famille. Une condition essentielle a été, et reste certainement, la synergie entre activité économique et *empowerment* de la femme au niveau du ménage, de la communauté et du district. Un autre facteur de réussite réside dans la dimension verticale qui a volontairement été donnée au projet: des relations ont été établies entre les ménages et des acteurs actifs sur le plan national. Ainsi, les difficultés rencontrées lors de la première phase du projet ont pu être directement prises en compte dans la planification des nouvelles activités économiques. Et surtout, les femmes des groupes de production ont pu mettre en avant leurs priorités sur la scène politique – à commencer par la santé reproductive et la lutte pour des rentes équitables (aussi pour les femmes au foyer).

Actif au niveau entrepreneurial, Zamzam s'engage aussi pour les droits des femmes. Le risque persiste cependant que les revendications relatives à l'égalité des genres et à l'*empowerment* soient mises de côté au profit de la rentabilité économique. De plus, des bénéfices croissants augmentent le risque que des branches rentables soient écartées du réseau: certaines femmes entrepreneurs gèrent leurs affaires par leurs propres moyens et obtiennent des bénéfices plus élevés. Si d'un côté cela accroît leur autonomisation individuelle, ces femmes risquent par contre d'abandonner les revendications à long terme pour l'égalité des genres. Actuellement, Zamzam n'est pas en mesure d'offrir à ces femmes un cadre convenable dans lequel contribuer à l'*empowerment* économique du réseau indépendamment de leur réalisation personnelle. Dans la prochaine phase, les plus grands défis consisteront à poursuivre le développement du projet et à lui trouver une forme juridique adéquate. Finalement, il faudra s'occuper de la répartition des bénéfices: si les prestations dans le domaine du travail du *care* (non rémunéré) – travail dont dépend aussi le succès du projet – sont correctement indemnisées, les effets de cette répartition ne pourront être que sensibles au genre.

Une qualité excellente à travers l'investissement dans le savoir local

La promotion des productrices de beurre de Karité dans la province de Nahouri au Burkina Faso

STATISTIQUES DE RÉFÉRENCE

TITRE DU PROJET	Femmes et beurre de karité
RESPONSIBLE	EPER, Entraide Protestante Suisse
PARTENAIRES	Fédération Lougouzena, Pô, Nahouri
PROJECT SCOPE	2002 – 2010 (y compris la phase pilote)
FUNDING	Fonds propres de l'EPER, Pain pour le prochain, crédits-cadre de la DDC

nine, le mariage forcé et la violence domestique sont des pratiques largement répandues. Bien qu'interdite depuis 15 ans, la mutilation génitale chez les femmes ne diminue que lentement. En 2003, plus de trois quarts des femmes de plus de 15 ans étaient excisées. Les grossesses précoces sont fréquentes.

Les moyens économiques des femmes, particulièrement l'accès à la terre, sont limités, surtout dans les régions rurales. L'accès à la terre est réservé aux membres masculins de sa famille d'origine ou à son mari.

Le projet «Femmes et beurre de karité»

Le but premier de ce projet collectif spécifique aux femmes était d'accroître les revenus pour les femmes dans la région du Nahouri. Ce but devait être atteint en soutenant et en améliorant qualitativement et quantitativement la production de beurre de karité. Le beurre de karité est un produit consommé quotidiennement mais dont la production demande un investissement important. Des difficultés se présentent dès le début de la filière: les femmes doivent parfois ramasser les noix de karité dans des régions très vastes. Le soutien à la production du soubala, un autre produit régional, a été rayé du projet pour mieux se focaliser sur le karité.

En tout, 44 groupes de femmes de 30 villages participent au projet, c'est-à-dire environ 1 300 femmes. Le projet vise principalement à améliorer la productivité et la commercialisation ainsi qu'à développer les capacités de stockage. Trois buts spécifiques ont été fixés: acquisition de compétences et amélioration de l'organisation, de la gestion et du marketing des associations féminines; augmentation de la productivité par l'introduction de nouvelles techniques et technologies diminuant les coûts de production; augmentation du chiffre d'affaires. Quant au renforcement de la sécurité alimentaire, c'est l'ouverture de nouveaux marchés locaux qui est mise au premier plan. Idéalement, la plus-value devrait rester dans la région et les femmes devraient avoir accès aux crédits. C'est pourquoi des négociations ont été entreprises avec la caisse d'épargne locale et un fonds de garantie de l'EPER a été levé.

Une étude des besoins a tout d'abord été menée pour analyser les étapes de production de la filière du beurre de karité. Comme aucun-e autre acteur-trice de la coopération au développement n'était actif dans la

Contexte

Pays enclavé au cœur de l'Afrique Occidentale, le Burkina Faso compte 15 millions d'habitants (52 % de femmes), dont 80 % vivent dans des zones rurales. La croissance démographique annuelle atteint 3 %. Dans les régions rurales, 90 % des gens vivent en situation de pauvreté. En 2009, le 46,9 % de la population vivait en dessous du seuil de pauvreté. Les femmes et les jeunes sont particulièrement défavorisés, eux qui ne participent pas assez aux processus décisionnels politiques et sociaux, qui sont souvent discriminés et dont les droits fondamentaux sont souvent violés. L'écart entre les genres est important en ce qui concerne le taux d'alphabétisation: en 2006, seulement environ 16 % des femmes de plus de 15 ans savaient lire et écrire (environ 7 % à la campagne), contre 31 % d'hommes.

La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) a été ratifiée en 1987, le protocole additionnel en 2005. Cependant, l'égalité entre hommes et femmes, principe inscrit dans la Constitution, tout comme la législation sur la protection des femmes, des jeunes et des enfants sont encore loin de s'être imposés dans la réalité sociale. La mutilation génitale fémi-

* Andrea Kolb, préposée aux questions de genre à l'EPER et à Pain pour le prochain et Heidi Keita-Gautschi, chargée de programmes à l'EPER pour le Niger et le Sénégal.

région et que les femmes se sont montrées très motivées, une phase pilote a été lancée. L'alphabétisation constituait aussi un point central de cette phase et l'EPER a réussi à faire lever des fonds étatiques pour des programmes d'alphabétisation.

L'EPER a travaillé directement en partenariat avec les groupes de femmes qui ont fusionné plus tard dans l'association faîtière «Lougouzena». Le monitoring et l'établissement de rapports se sont basés sur un groupe de la région, qui a collaboré avec un consultant national de l'EPER.

Résultats

Des organisations de femmes, qui ont pris le statut juridique d'associations, ont pu être formées avec succès et consolidées au point qu'elles existent toujours. Les femmes ont accès aux crédits et le fonds de garantie de l'EPER a été maintenu en 2011, même après la fin du projet. De plus, les associations de femmes jouissent d'une bonne reconnaissance dans la région et au-delà. Elles sont bien interconnectées et présentes dans les marchés et les foires, jusque dans la capitale Ouagadougou. En outre, elles ont été récompensées par un prix national pour la production du beurre de karité de meilleure qualité.

L'ouverture de nouveaux marchés dans la région s'est révélée bien plus difficile: augmenter durablement la production en faveur de nouveau-elles clientes et d'une demande accrue n'a pas été si facile. Les procédés de productions coûteux, le manque de technologies simplifiant le processus de travail, la faible durée de conservation des produits, l'emballage et le transport se sont révélés de gros handicaps pour satisfaire la demande sur le marché mondial. Il faut de l'eau pour la production et du bois pour cuire le beurre mais l'accès à l'eau et au bois est souvent problématique et coûteux pour les femmes. Ces difficultés ont été aggravées par la fluctuation des quantités disponibles et des prix ainsi que par la spéculation sur les noix de karité. Pour maintenir constante la quantité produite, les femmes sont parfois obligées d'acheter des noix supplémentaires et sont ainsi sujettes aux spéculations sur les prix.

Qui plus est, un preneur potentiel du Ghana a été forcé de se retirer à cause de la «baisse de la demande» suite à la crise financière de 2008.

Le revenu des femmes ne s'est pas accru de manière significative car les prix du karité dans les marchés locaux n'ont pas augmenté. Cependant, les femmes ont remarqué un fait positif: grâce à l'excellente qualité de leurs produits, elles peuvent les vendre très vite et gagner du temps. Aucune enquête n'a été menée pour savoir dans quelles activités est investi le temps gagné.

La simplification des procédés de travail, le regroupement en association et la possibilité de réaliser la vente à travers l'association, tout cela a globalement réduit la charge de travail des femmes. Les consé-

quences sur la répartition du travail et sur les processus de négociation au niveau familial n'ont cependant pas été analysées. La production de karité semble plutôt être l'apanage des femmes les plus âgées, les jeunes sont rares dans ce milieu.

Les réactions au projet ont été très positives, même de la part des hommes, qui ont jugé l'alphabétisation et la formation continue des femmes comme deux aspects particulièrement bénéfiques.

Le projet a fortement contribué à renforcer l'estime de soi et l'*empowerment* des femmes. Celles-ci y voient une valorisation et en parle avec fierté: «les revenus me permettent de payer non seulement les aliments mais aussi les frais de scolarité et les livres pour mes enfants» (Mariam Idogo, productrice de Karité, Guiaro, province du Nahouri, Burkina Faso). Le projet a certainement consolidé la position des femmes dans la mesure où il a contribué de manière déterminante à l'alphabétisation et à l'acquisition de compétences. Les femmes sont conscientes du rôle important qu'elles jouent dans la société et elles se sont professionnalisées dans leurs domaines de compétences. Elles ont développé des statuts pour leurs organisations et sont connectées entre elles. Elles ont accès aux crédits et ont été formées pour transmettre leurs connaissances et leur savoir-faire.

Aucune enquête ni aucun relevé n'a été fait sur les répercussions du projet sur la violence de genre. Il pourrait toutefois être intéressant de se pencher sur cet aspect, s'agissant d'une région où la consommation d'alcool représente un problème.

Même si la collaboration avec les organisations de femmes est terminée – les activités de l'EPER au Burkina Faso étant arrivées à leur terme –, le projet peut tout à fait être considéré comme durable. En effet, l'EPER n'a pas investi dans les infrastructures mais dans le savoir-faire et les connaissances concrètes. Les femmes ont été formées et les structures organisationnelles solidifiées. Le savoir-faire acquis en matière de gestion a permis une diversification vers d'autres produits, comme le soja.

Toutefois, la durée du projet est insuffisante pour atteindre des objectifs durables. Le principe des résultats rapides, toujours dominant dans la coopération au développement, ne fonctionne que dans bien peu de projets et celui-ci ne fait pas exception. Le temps nécessaire à l'acquisition de compétences est sous-évalué. À cela s'ajoutent des facteurs extérieurs (p.ex. la crise financière), qui sont difficilement prévisibles et qui ont une influence négative sur les résultats. La noix de karité est extrêmement sujette aux fluctuations des prix et à la spéculation. Des prix plus élevés auraient pu être obtenus à condition d'introduire une bio-certification. Une telle possibilité a été examinée mais n'a pas pu être réalisée à cause de plusieurs obstacles. «Nous voulons que la création de valeur à partir du karité profite autant que possible aux femmes» (Abdoulaye Tarnagada, alors directeur du projet de l'EPER).

Des productrices organisées augmentent leur succès en terme de négociation et de vente

Conclusion

La collaboration et le succès de vente ont renforcé et encouragé les participantes à discuter aussi les problèmes de leur vie quotidienne.

Ces trois exemples de projets en Géorgie, au Burkina Faso et au Tadjikistan, illustrés à travers leur approche *M4P*, montrent que des interventions ciblées de soutien à certains ou à plusieurs produits locaux peuvent améliorer la situation des femmes. L'exemple du projet Zamzam à Muminabad, au Tadjikistan est le plus révélateur. La collaboration au sein du réseau et la réussite commerciale ont consolidé la position des femmes concernées et les ont encouragées à discuter des problèmes de leur vie quotidienne et des mesures à prendre pour l'améliorer – y compris en s'adressant directement aux responsables institutionnels. Ce projet a eu des résultats positifs sur l'estime de soi des femmes, il a permis de mettre en place des stratégies d'*empowerment* et d'adopter des mesures ciblées contre les causes structurelles responsables des inégalités.

Grâce au projet de l'EPER pour le beurre de karité, les structures des organisations ont pu être consolidées, les femmes ont pu être formées et leur position vis-à-vis des hommes a été améliorée. Comme dans le cas du Tadjikistan, les résultats en termes d'estime de soi sont bons: outre les femmes, qui se sentent plus autonomes, les maris aussi reconnaissent que le projet est un succès et que les cours d'alphabétisation suivis par leur femme sont très positifs. Certes, aucun accroissement significatif de revenu n'a pu être démontré, il n'empêche que les femmes ont déclaré avoir obtenu un gain de temps; aucune enquête suivie n'a encore été effectuée pour calculer l'impact de ce gain sur les ménages. Si le projet de transformation du lait au Tadjikistan n'a pas su gérer sa propre croissance et que des membres importants l'ont abandonné pour monter leur propre commerce, celui du beurre de karité, quant à lui, a été freiné par les conditions de vente difficiles.

Même si ces deux projets ont connu des sorts divers, ils suivaient au début le même principe: mettre au premier plan la lutte contre la pauvreté et l'amélioration durable du niveau de vie de la population cible avec une approche basée sur les droits. Les expériences présentées ici nous apprennent encore que la distance géographique entre le premier et le dernier maillon d'une filière peut être décisive: les chances que la participation hommes-femmes soit équitable sont plus élevées dans les chaînes de valeur régionales, où les distances sont courtes et l'accessibilité plus grande. Il en va de même pour le degré d'organisation des productrices. Si le produit est traité dans la sphère d'influence des femmes, c'est non seulement la participation aux bénéfices, mais aussi les possibilités de contrôle de la répartition du revenu qui s'en trouvent améliorées. Les petit-es producteur-trices, mal organisés-es, ont un accès moindre au maillon successif de la chaîne, comme c'est le cas dans l'exemple de la Géorgie. À long terme, la question fondamentale de la participation des femmes aux bénéfices se pose de toute façon: les femmes pourraient revendiquer cette participation en vertu de la force de travail qu'elles engagent. En ce sens, il faudrait tenir compte du temps investi pour le travail (du *care*) direct et indirect qui contribue à la production sur le marché. En effet, le bénéfice réel ne prend en compte que le temps de travail investi dans la production destinée au commerce. Mais il ne calcule pas les coûts supplémentaires engendrés par les travaux exécutés à la maison, indispensables à n'importe quelle production commerciale. Actuellement, le temps à disposition des femmes pour exécuter ces tâches est cependant fortement réduit.

«Je m'en suis sortie grâce à mon obstination.»

J'étais l'aînée de neuf enfants; nous étions trois garçons et six filles. Mon père était travailleur journalier et gagnait difficilement assez d'argent pour nourrir sa famille. Alors que j'avais douze ans, il a voulu me marier. J'ai refusé, mais je n'avais aucune possibilité de m'opposer à sa volonté. Je n'étais allée qu'un an à l'école. Je me suis donc mariée à Abdoul Khayer Badshan, un homme du même village. Au début, nous vivions chez mon beau-père. Mon mari a trois frères et une sœur, qui vivait également avec nous. J'assistais ma belle-mère dans les tâches ménagères: faire la cuisine, laver le linge et nourrir la famille. Plus ma belle-mère devenait âgée, plus il me fallait travailler. Parfois, ma belle-sœur m'aidait.

Mon mari cultivait un terrain d'une surface de 0,8 morgen¹ et était ainsi occupé au champ. Après huit ans de mariage, j'ai eu un enfant. La naissance de notre fils a occasionné plus de dépenses et mon mari proposa de quitter la maison familiale. Il n'était toutefois pas facile de mener une vie indépendante; les conditions étaient difficiles et le faible revenu que mon mari tirait de son exploitation agricole ne suffisait pas. Il tenta alors d'augmenter son bénéfice en ouvrant une pépinière. Je l'aidais deux heures par jour, ce qui lui permettait de gagner 110 taka² par jour, somme qu'il consacrait principalement à nos besoins quotidiens. Il ne me donnait toutefois pas d'argent et je ne pouvais pas non plus prendre part aux décisions concernant les dépenses.

En janvier 2005, j'ai appris que mon voisin faisait partie d'une organisation communautaire locale, la Saptibari Union, dont le but était de développer la commune et d'améliorer la condition de vie de ses habitants. L'organisation était liée au projet ZIBIKA-LEAF de Intercooperation-Bangladesh. J'ai décidé de m'engager dans cette organisation sans demander la permission de mon mari. Je faisais en sorte d'effectuer mes tâches ménagères et d'aider mon mari à la pépinière aussi vite que je le pouvais afin d'avoir du temps pour prendre part aux activités du projet, qui se déroulaient à l'extérieur. Je ne connaissais absolu-

ment rien sur la culture maraîchère et me suis donc décidée à suivre un cours donné par le conseil agricole au centre de culture jardinière d'Aditmari Upazila à Dinajpur. Lorsqu'il découvrit mes activités, mon mari fut très en colère. Il craignait que mon travail à l'extérieur soit néfaste à notre famille. J'ai fait de mon mieux pour le convaincre que mon travail serait utile à la famille et que ma sœur cadette nous aiderait à la maison.

La formation et l'expérience que j'ai acquises dans la culture maraîchère m'ont permis d'offrir mes services à la commune. En plus de ces activités, entre le travail à la maison et l'aide offerte à mon mari, je me lançai dans la production de papier à cigarette. Je gagnais environ 50 taka par jour, ce qui nous permettait de couvrir les dépenses quotidiennes. Parfois, je devais donner mon revenu à mon mari. Aujourd'hui, nos deux jeunes fils aident leur père dans le travail agricole et sont aussi responsables du bétail et de la volaille.

Mon obstination et mes efforts continus ont payé: petit à petit, mon mari a changé d'attitude. A la fin de ses journées de travail, il rentrait à la maison et aidait la famille. A l'aide de ma contribution au revenu familial, nous avons pu augmenter notre surface agricole à 0,95 morgen. Grâce à la pépinière, à la vente de légumes et à l'élevage de chèvres, de vaches et de volaille, nous gagnons aujourd'hui 300 taka par jour. Je pense que ce sont avant tout mes rentrées d'argent qui ont changé la vision de mon mari à mon égard en tant que femme et épouse. Je savais qu'avant, il considérait que la femme devait rester à la maison et s'occuper de la famille. Pour lui, j'étais une épouse comme les autres, qui nourrissait sa famille et s'occupait d'elle. Mon mari me confiait de l'argent pour la famille, ce qui était juste assez pour acheter de nouveaux habits et les changer de temps en temps. Au début, personne ne me soutenait dans mon projet visant à partager mon temps entre le travail à la maison et de nouvelles activités.

Les conseillères³ m'ont aidé à faire en sorte que mon mari voie les choses différemment. A présent, je

participe à toutes les prises de décisions qui concernent la famille. Par exemple, mon mari et moi avons emprunté il y a quelques jours 15 000 *taka* auprès du Rangpur Dinajpur Rural Service (RDRS, service rural local de Dinajpur) afin d'acheter des vaches; une décision que nous avons prise ensemble. Mieux encore: il me confie à présent également son revenu, ce qui me permet de gérer notre vie commune.

Les efforts pour en arriver là auront été longs et pénibles, cela n'a vraiment pas été facile. Cette expérience m'a aussi donné l'idée de déclencher quelque chose dans notre commune, afin que d'autres également puissent avoir les mêmes possibilités. Grâce au projet ZIBIKA-LEAF, j'ai fait des expériences enrichissantes qui m'ont aidé à nouer des contacts précieux avec l'Union Parishad⁴. A l'aide de ces contacts, j'ai pu permettre à des familles extrêmement pauvres à des programmes d'aide sociale étatiques gérés à un niveau communal⁵. De plus, j'ai participé à la construction de six latrines dans ma commune. J'ai contribué à empêcher un mariage forcé et, avec l'aide du RDRS, j'ai organisé une campagne contre les pratiques visant à marier les filles en échange d'argent. J'ai développé mon estime personnelle et ma fierté d'être une femme, et j'aimerais me servir de ces aptitudes afin d'améliorer le futur d'autres femmes et de pouvoir offrir une meilleure formation à mes enfants.

¹ 1 morgen correspond à 4 000 m²

² 100 BDT (*taka*) correspondent environ à 1 CHF.

³ Il s'agit de femmes qui ont été sensibilisées à des thèmes comme le genre, les droits humains et la santé, et qui ont été épaulées par Intercooperation.

⁴ L'Union Parishad correspond à l'administration communale élue, au niveau officiel le plus bas.

⁵ Il s'agit principalement de la distribution de fonds d'aide sociale par le biais de *vulnerable group cards*. L'administration communale est chargée de leur attribution mais elle fait souvent appel à des organisations communautaires locales qui identifient les personnes dans le besoin.

Gender in supply and demand – an unthinkable category?

Swiss trade and fair trade policies from a gender perspective

CHAPITRE 3 EN ANGLAIS

In 2001, the Swiss NGO Berne Declaration asked the State Secretariat for Economic Affairs SECO to what extent gender aspects are taken into account in trade policies, and made a number of concrete proposals for improvement. The answer was sobering: “your claims are based on the assumption that trade policy and in particular the WTO can improve gender equality. (...) WTO obligations and WTO rules are not gender specific, and are therefore not suitable instruments for directly promoting equality”¹. This is not to say that trade policies and rules can not have varying effects on men and women. But it is the task of the state to regulate this relationship as it is closely related to the cultural values of the specific country.

This point of view has survived the decade, it is reflected in SECO’s work (see interview with Hans Peter Egler of SECO on page 42), as well as Max Havelaar’s (see interview with Martin Rohner, CEO of Max Havelaar on page 44). It is well known that trade relations, and in particular the WTO, are responsible for global imbalances, and bring about an unequal distribution of wealth in favour of the North. Fair trade was introduced in the 70s as a counter-concept with the promise of distributing profits more justly along the value chain. Environmental protection and social policy were not to be seen as irritating obstacles but were instead to be integrated as elements of a sustainable economic system. Production relations and the daily life of the producers thus were brought centre stage in fair trade. Yet core questions especially in relation to gender justice remain open: which work is being done under which conditions by women and men? Who takes which decisions? Who benefits from the “fair trade” conditions? To what extent do these trade relations change the relations between women and men? To what extent does fair trade deliver on the demands which arise out of the care economy? The indicators for measuring success

are the number of jobs created, turnover, the number of niche products placed in the international market, and market share of fair trade products or products that conform to fair trade standards. The impact on the everyday life of male and female producers is secondary. It is assumed that if there is market success the standard of living automatically improves, even for women. But is it that simple?

In a comparison of several certification systems, the greatest level of importance was attached to environmental criteria, whilst only very few of the labels (FLO, SAI, UTZ) even measured gender, employment conditions and community participation (Potts IISD Report 2010, p. 43). There is also a fundamental problem with the term “small producers” which the Fair-trade Labelling Organisation International uses in its standards and which Max Havelaar also uses as a reference point. The smallest unit of small producers is the family and so household heads are counted. This leads to the statement that 75% of all small producers in fair trade are men (FLO, p. 20). The findings from studies such as the one conducted by Lone Riisgard for DANIDA, or the project example from Vietnam (see page 54) show that gender relations and the division of labour between the sexes is often less than fair. This situation has been recognised within the fair trade industry and a working group is intensively working on the issue.

Rightly so, because the way producers are organised and the knowledge of work processes in relation to the distribution of work, are crucial factors in determining whether women and men benefit equally in the boom in fairly traded niche products. Gender and power relations are crucial in relation to who does how much work and how the profits are distributed. Especially for women the degree of organization is among the critical factors, as illustrated in the project example from Vietnam. In her article about fair trade organisations in India Ranjana Das makes

¹ www.evb.ch/p25000854.html (last accessed: August 26, 2011).



the same point as Martin Rohner does in his interview where he critically notes that women often work much harder to achieve the new standards, but that profits are managed by men, who also often get more than their fair share of trainings (Das 2011, p. 118). This is true whether a product is traded normally or “fairly”. Das also noticed a deepening of gender segregation in the production process: in the organizations she studied very little was done to facilitate access to male dominated (and often better paid) activities for women.

Projects that deal intensively with the division of labour, profit distribution and access to resources are particularly important in order for gender inequalities to be recognised and addressed: this is the case for example in the solidarity markets in India (see p. 50), where there is a special focus on establishing

land rights for women. Women shall also explicitly be prepared for taking up higher level positions and then also take them up.

Alternative trade programmes have the benefits that they pay special attention to profit distribution along the supply chain, in fact they do so in as comprehensive a way as possible, up to and including the male and female producers who constitute the very first link of the value chain. The fact that the issue of natural resources is integrated in many programmes is also promising. The results of the International Working Group of the Fair Labelling Organisation, which promises to develop a system for better integrating gender issues in the standards are also eagerly anticipated. Development after all is only sustainable if the social dimension is integrated in a credible manner.

“Gender issues are integrated, if I am not mistaken.”

Interview with Hans Peter Egler, head of the trade promotion division, SECO

What is an alternative market? What does “alternative” refer to, or does one today instead speak of fair trade?

Hans Peter Egler: We actually do not use these terms anymore, but refer to specialty or niche markets. This refers to a new form of differentiated consumer behaviour. You buy everyday items like toilet paper without much reflection, but shopping always also arouses the curiosity of the consumers which is then satisfied – an example is a new product such as quinoa, which can be found in every shop today. For a long time quinoa was an exotic product and only available at Claro. Specialty markets are places where new products like this are introduced and from where they then reach bigger markets. This variety and curiosity, driven by consumer behaviour, allows countries to access markets better. Earlier, market potential was lacking, the quantity was not enough to serve large markets. Today market integration is possible with small volumes. The development of new value chains in specific market segments also opens niches for new market participants.

How can niche products like this improve the standard of living of the poorest and especially of women?

Nowadays markets are not only created with volumes, the chances of positioning a product for small producers have become greater; the opportunities have increased enormously. We do not speak of the poor however, but enquire about the potential. Where can sensible investments be made, so that something new is created? Poverty is therefore not a criteria. There are geographic areas that will not develop no matter how much you invest and where the regional development indicates that the population is better off going somewhere else. There are other regions where the opportunities to launch new products on the market are considerable. An example: in Mozambique the potential for good cashew production was untapped: there were many plantations, the country had the right climate and good conditions to produce large cashew nuts. After years of neglected infrastructure, an entrepreneur at last invests in a factory for processing cashews, because he has recognized the demand in the market, and thus creates jobs. SECO supports this venture with branding and helps 4000 producer families to come together. In a further step the potential for additional products such as mango and cashew liquor will be examined in order to increase the profitability. Where once there were six jobs, there are now 5000 new jobs. SECO’s marketing approach always looks at both sides, the production side and the consumers in Switzerland. What is decisive however is market demand.

Are women and men as producers and consumers specifically addressed?

No, we speak simply of producers and consumers. Women and men are not differentiated. Gender plays no role, for us it is consumer interest that is important, the tastes of the consumers. If there are players who market a women’s cooperative, and there is a good marketing strategy behind it, that is fine for us. That too is a marketing product.

Is it really our job to improve gender relations?

What role does SECO play in relation to values and standards of sustainability as elements of the (world) trade system?

Trade is central for transporting certain economic values. If the entrepreneur sees potential for a product, then in order for his product to have a chance on the international market it must first meet certain minimum requirements. The demand can only be satisfied if certain social and environmental criteria are fulfilled. In order for these standards to be met, appropriate local services are required, such as for example cleaner production centres. Job security, energy efficiency and emission reduction technologies are suddenly important. SECO is working together with the ILO, which defines the core conditions for workflows in its “decent work” concept.¹ These values will only be adopted however if the entrepreneur acknowledges their importance for improving performance, increasing productivity and competitiveness and thus gaining better access to world markets. Sometimes it requires a prod from the outside before efforts are made to improve quality. The value-chain approach is also suitable in this respect. In all the certification systems, environmental standards, social acceptability and sustainability are key factors. SECO does not interfere in these norms and standards however. It is not our job to set such standards. Instead SECO supports the so-called multi-stakeholder processes as moderator. If necessary we will assume the role of arbitrator or we finance the participation of disadvantaged producers in such processes.

How is compliance with ILO standards monitored?

An example is the “better work” programme, which is designed for exporters and larger firms. It is based on a comprehensive monitoring system, with which the effect is measured in an international comparative framework. Gender issues are integrated, if I am not mistaken. In this longitudinal study the effects of the individual standards on the living conditions and the environment of farmers and producers are analyzed. This study is important to allow continuous effects monitoring.

Sustainability and environmental quality are both far better reflected in the standards and the discussion than gender equality, why?

Is it really our job to improve gender relations? Should there not be other tracks for this? Producers, women and men, should be involved and generate new value through value chains, this has a positive effect for all producers. If farmers can apply better sustainability standards, they become better managers, are better able to deal with resources and diversify their products, which in turn increase profitability and income. Standards are also the means by which positive changes come about in the social sphere, such as improved access to schools for children. Thus the next generation will be much better trained. So the effect is intergenerational. We need to look into the extent to which effects monitoring filters out gender issues. However, one may really strain the value chain approach and the standards approach: they cannot solve all the problems. Value chains promote movement in the market and generate more income overall, but VC can not do everything. Of course, taxation regimes and fiscal policy processes are key and are conceptually linked to the promotion of trade. It is possible to generate income by optimising taxation and ultimately improving the situation of small producers and consumers. There is thus a need for institutional support through legislation, and here probably social aspects come into the picture.

¹ URL: www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---integration/documents/meetingdocument/wcms_115402.pdf (last accessed: October 20, 2011).

“Women often provide much of the work, but men manage the benefits of fair trade.”

Interview with Martin Rohner,
former CEO of Max Havelaar

What is fair in fair trade?

Martin Rohner: With fair trade we are attempting to create rules of the game to ensure that trade is fair. This means that even in global trade the price pressure that exists in international global markets must not be passed on to the weakest links, namely, the female and male producers at the beginning of the supply chain. We do this on the one hand with guaranteed minimum prices, which provide a degree of protection downwards; on the other hand, we ensure that our male and female producers are organized into producer organisations and that these organisations receive a so-called fair-trade premium in addition to the income from the sale of their products, which they can then in turn invest in certain development projects that are relevant for them.

If you were to ask a female consumer on the street “what is fair trade?” what would she say?

I think most would say first: “yes, fair, that is what it is.” Fair is a well-known term. Often, people would probably also say: “decent wages, good working conditions.” Perhaps they would also mention sustainability in relation to the environment and organic farming. These are the issues that people mention first.

In the international fair trade standards (FLO) “gender-just” is mentioned. If you then go through the small print, it is much less precise. Why have gender and equality in the context of fair trade never become bigger issues?

In our standards today there is for example a principle of non-discrimination. We have an interest that no discrimination takes place – on the basis of religion, ethnicity, or gender, as we are discussing. That is the main hook in the standards. Gender questions can only with difficulty be addressed via standards, because they have after all a deep relation to social and cultural values. It takes time and vision to change these, and it needs people who are convinced about the issues. And they cannot act on all these via a standard alone, a certification approach such as we apply in the fair trade system. This does not mean that fair trade does not have some important gender-relevant aspects; to take a simple example, the fact that women have the opportunity through fair trade to earn their own income which they perhaps were not able to do before; their position in society thus gets strengthened as well as their economic status. There are projects that address gender issues more on a practical level. Perhaps for example, a water pipeline can be built so that women do not have to carry water. Because in many cultures fetching water is typical women’s work. The issue of gender is thus already present in the fair trade standards, but it was so far inadequately worked up strategically. We want to do more on this in the future.

This will then happens with these premiums?

These premium projects, exactly. We have just not used the potential sufficiently strategically in fair trade to improve the gender situation. We are therefore now in the process of addressing this issue as part of a working group at international level.

I would like to look at the concept of “small producer” more closely, which you use in the Max Havelaar standards. Small producer is defined to mean that the small producer and his family invest a significant proportion of their work in their enterprise. Women (and children) are generously included. Women’s work is obscured by this term.

Gender questions can only with difficulty be addressed via standards, because they have after all a deep relation to social and cultural values.

In English the producer is gender neutral in that sense.

But nonetheless it is about the household head, and in most societies these are men. Another indication for this is the FLO evaluation done in 2007, which stated that 24 percent of small producers are women and 76 percent men. This is a direct consequence of this definition. I am referring to a study conducted by the label at UTZ of male and female cocoa producers. Cocoa production is socially assigned to men. So men produce and market cocoa. But if you look at who does the work, then this is done 50% by women and 50% by men. Women do different work than men, and yet at the end only men are counted. Is FLO simply lagging behind here? Should it not be men and women in families who are looked at here, and not just the family?

These are exactly the questions which this working group must investigate. We already had a study done by a female gender expert in 2006 to get the terms of reference clear. The fair trade system is evolving rapidly. In the last six years since that report was written we have always had double-digit growth numbers and a lot of work needed to be done related to our core standards. This is why gender has indeed been neglected. But now we want to take the issue up. The Max Havelaar Foundation is also represented in this working group, by the way. I think it definitely makes sense to look into how we have to adjust our standards together with the appropriate female and male experts, so that these realities you have just described can better be taken into account. Incidentally, it is also one of the conclusions of the FLO study that women often do a large part of the work, but the men in the end manage the benefits of fair trade, i.e. the premiums, the proceeds from fair trade. This issue needs to be tackled. I think there is a difference if they work on a plantation; there are already provisions in the standards, for example, that women must be represented in the so-called joint bodies according to their representation in the plantations. The joint bodies are the bodies which administer the premiums, and monitor the use of the premiums. In the small producer structures there exist much more traditional forms of course. There it is a little harder to ensure the representation of women. It is something that needs long-term support. In addition to the standards it also requires accompanying

measures. Also, for example, there is a need for sensitisation of our liaison officers, they are the people who accompany the male and female producers in the field and explain what fair trade is and how they can get fair-trade certification.

Well, recently a new label was created – I think this is partly the result of a certain gender-blindness in the major labels – which calls itself “Cafe Feminiño” and which is trying to focus on women’s rights.

I do not know it. It may well be that we can learn from this label, or this standards system.

Let us move on to the fair trade premium: fair trade really would be a good instrument for influencing societies and the cultural conditions that define gender. How are these fair trade premiums regulated? How can they, should they, be spent?

The fair trade premium, and also the minimum price, is a very important principle of fair trade. We follow a participatory model. The male and female producers play a very important role in fair trade and are incidentally also co-owners of the quality label. They are thus represented in all the decision-making bodies; for example they are represented on the board of the umbrella organization Fairtrade International and in the standards committee. And they accordingly have weight in defining the orientation of the whole fair trade industry. The same applies to the use of premiums. The fair trade premium is money that the male and female producers have earned with their own labour. We are also convinced that they know best where this money should be used. So we do not prescribe how and where they should use this money. The only thing we monitor is that the decision-making is transparent and in accordance with democratic principles, so that the administrative processes in managing the money are above board.

And now from practical experience, do you know what the most common, most ordinary, usual projects are?

It depends, ultimately, on the core business of the male and female producers. They are mostly farmers or farmer families who are entrepreneurial in that sense. They know whether they want to further their



capacities, whether they want to secure their economic future, whether they need to remain competitive. And here we often find that they first invest in competitiveness, in productivity improvements, also in quality improvement. If they increase their competitiveness they can earn more money, they have more money at their disposal, there is more to invest, and over time these investments broaden, to include the community. Initially in a simple case, they may buy mosquito nets, if they do not yet earn such high premiums – because the premiums are after all dependent on the proportion of produce that is sold – and the more they then sell, the larger the projects that they can take up, such as building a school or setting up a health clinic, a community centre where people socialise, conduct meetings or occasionally celebrate a festival. There are many different projects. In India, for example, I once visited a village, which invested its fair trade premium in the renovation of the cemetery, this is possible too. It is clear that we certainly try to create a bit of awareness, to establish connections to other cooperatives or producer organizations that have implemented very successful projects, so the producers can learn from these. But ultimately it is the male and female producers' decision how they use their money.

So we come to the last question, we have broached the subject at the beginning of the interview: with regard to gender equality fair trade could do more. What needs to happen? What is the aim of the working group, which you have after all mentioned several times? Are there any visions? What is the goal?

Like I already said: we already commissioned a study for the terms of reference a few years ago. The study first of all recognised the opportunity that we can do more in terms of rebalancing gender relations, and that we must tackle the issue strategically. It was also noted that one sometimes comes up against social and cultural issues and that these processes can only be addressed with long-term measures. And since we are neither an NGO nor a charity with a specific technical assistance programme, nor a local project organization, but a system that above all is concerned with checking that trade takes place according to these standards and rules, we must look into how we can afford such long-term support. And there probably also need to be adjustments in the standards – but local liaison officers will also have to be sensitised to this problem. It requires a systematic collection of gender-specific data and information. We need to understand the whole issue even better. It is also necessary to assess more systematically where there are examples of best-practice that led to an improvement, and we need to think about how we can spread these through the channels that are available to us.

It requires a systematic collection of gender-specific data and information. We need to understand the whole issue even better. It is also necessary to assess more systematically where there are examples of best-practice.

«Je me rends compte aujourd’hui de la valeur que je représente pour mon mari et pour ma belle-famille».

Mon nom est Kpagnéro Dafia. Mon père s’appelle Dafia Yerima et ma mère Bèrèkègui Gobidi. Je viens du village Tabérou, et me suis mariée ici à Sinahou il y a 30 ans. J’ai 46 ans, et j’ai été mariée à 16 ans selon la coutume baatonu. J’ai huit enfants, dont trois filles, et suis l’unique femme de mon mari. Je considère cette maison comme ma propre maison puisque je suis condamnée à vivre ici puisque c’est là que vivent mes enfants et petits-enfants. C’est une grande maison familiale, et le foyer dont je m’occupe compte 18 personnes. Je n’ai pas eu la possibilité d’aller à l’école française, mais j’ai suivi des cours pendant quatre ans; chaque cours durait six mois. C’est une grande joie pour moi que de pouvoir lire, écrire et compter en baatonum, ma langue natale. Je parle même un peu français, même si c’est un français très simple. Je sais à présent que l’on ne peut plus me duper en affaires. Je suis fière de moi, car je commence à comprendre ma vie en tant que femme et à trouver moi-même les réponses à certaines questions de la vie.

Nous les femmes, nous travaillons beaucoup ici à Sinahou et je peux affirmer que nous travaillons sans arrêt, excepté la nuit lorsque nous dormons. Nous n’avons aucun temps libre. Nous faisons de notre mieux pour plaire à nos maris et pour gagner la faveur de nos belles-familles. Disons même que nous travaillons pour nos maris. En ce qui me concerne, je me lève au chant du coq, vers 5 heures environ et je ne me couche quasiment pas avant minuit. Pour nous les femmes, il n’y a pas de «saison morte» au village. Chaque période de l’année amène son lot de travail. Mon programme journalier est régulier: le nettoyage de bonne heure, ensuite la corvée d’eau, la vaisselle, etc. Nous nous dévouons afin de pouvoir suivre les cours d’alphabétisation lors de la saison sèche et c’est la raison pour laquelle nos maris nous laissent suivre ces cours à contrecœur; ils craignent que notre absence fasse prendre un retard énorme à leur propre travail.

A cet égard, je suis très reconnaissante envers mon mari qui m’a toujours soutenu dans cette démarche et

m’a permis, malgré mon âge avancé, d’assister à ces cours. Alors que nos tâches ménagères sont fixes et connues de toutes, le travail aux champs est varié et change en fonction des saisons. Voyons laquelle des tâches ménagères prend le plus de temps:

En ce qui concerne le ménage, je nettoie chaque jour la chambre de mon mari, celle de mon beau-père, le couloir de la maison et les environs de la propriété, en particulier depuis que j’ai suivi le cours sur l’hygiène et l’évacuation des eaux usées. Désormais, je nettoie toutes les assiettes et toutes les casseroles de la maison chaque matin et chaque après-midi et les cruches tous les jours avant de les remplir d’eau matin et soir. Nous avons quatre cruches d’argile d’une capacité de quatre cuvettes chacune, à savoir 100 litres par cruche. La corvée du nettoyage à l’eau prend beaucoup de temps, surtout lors de la saison sèche. Tous les 15 jours, je lave mes habits, ceux de mon mari et de mon beau-père. Je cuisine au moins deux fois par jour, aidée par mes filles. Je dois souligner que deux d’entre elles sont déjà mariées et vivent avec leurs maris hors du village. J’ai la responsabilité de la cuisine, du moulin et de l’achat des épices. L’unique tâche de mon mari est d’assurer la production de nourriture. Je vais moi-même au champ chercher du maïs, du sorgho, du manioc ou de l’igname. Souvent, mon mari rentre en vélo sans ramener quoi que ce soit. Il achète rarement de la viande, pas plus de trois fois par an. J’essaie par tous les moyens de préparer de bons repas que j’agrémente parfois de fromage au soja ou de kpakuma (peau de buffle). Pour allumer le four, je vais chercher du bois dans la forêt ou dans les buissons. Puis je prépare de la bouillie que je vends chaque matin; c’est d’ailleurs pour cette raison qu’on me surnomme «Kokogui», ce qui veut dire vendeuse de bouillie. J’achète moi-même le sorgho et le maïs nécessaires car je ne peux pas utiliser les récoltes de mon mari. Les modestes revenus de cette activité me permettent d’acheter des habits pour mes enfants et moi, de couvrir les dépenses de santé, parfois aussi celles de mon mari et d’économiser pour la dot de mes filles. Une partie de l’argent me sert

aussi à acheter des épices pour que tout le monde apprécie ma cuisine. Chaque soir, je chauffe de l'eau pour la douche des hommes, d'abord celle de mon beau-père et ensuite celle de mon mari. À vrai dire, c'est dur, mais je ne peux rien y changer, ainsi sont les règles: si je ne le fais pas, on me prendra pour une fainéante, mon mari et ma belle-famille diront du mal de moi, et mon mari prendra une deuxième femme. De telles rumeurs sur ma paresse m'empêcheraient de retrouver un nouvel époux. En revanche, en acceptant de telles conditions, je suis admirée de tous.

Je ne peux pas cacher que la maternité est un poids énorme sur les épaules des femmes. Il n'est pas facile de mettre au monde huit enfants et de les élever presque seule. Le rôle du père se limite dans ce cas à son devoir conjugal, à savoir à acheter une brebis pour le baptême. Je dois payer moi-même la dot de mes enfants. Je les soigne quand ils sont malades et lorsqu'il faut les conduire à l'hôpital à Gninsy, à Pèrèrè ou à Nikki, c'est moi qui dois les emmener. Parfois il faut même aller jusqu'à Bembèrèkè. La dernière fois, j'ai dû dénicher de l'argent et payer le trajet en moto pour y aller. A chaque baptême, c'est moi qui dois tout préparer pour la réception pendant que mon mari me regarde les bras croisés. Lorsqu'un enfant meurt, on dit que Dieu en a voulu ainsi, ou l'on accuse une pauvre vieille femme dans la famille. Si un enfant atteint l'âge adulte en bonne santé, on dit que c'est la fille ou le fils de son père; si ce n'est pas le cas, c'est l'enfant de sa mère. C'est dur d'être traitée comme ça.

J'ai essayé de décrire mes activités quotidiennes au foyer, mais je ne crois pas avoir tout dit. Je ne raconte que ce qui me vient à l'esprit. Dans l'ensemble, je me rends compte aujourd'hui de la valeur que je représente pour mon mari et pour ma belle-famille. Je ne sais pas si mon mari en a conscience et s'il me récompensera un jour. Grâce aux différents thèmes que nous abordons au centre d'alphabétisation, j'ai réalisé l'ampleur de ma contribution au foyer. J'apporte énormément, pour ne pas dire que je suis le moteur principal.

Aujourd'hui, je suis la «Iya Igbè»; la responsable du groupe de femmes à Sinahou. Je participe aux conseils de villages, aussi à Pèrèrè, et parfois nous sommes même invitées à Parakou. Lors des réunions, je me bats pour que les femmes de Sinahou puissent s'épanouir. Je mobilise les autres femmes pour appliquer les progrès liés à l'hygiène. Cette démarche a déjà porté ses fruits au village. C'est un de mes combats les plus importants: la santé, l'hygiène, le nettoyage et j'attache de la valeur au fait que les femmes puissent être sensibilisées et se former.

Getting out of the dependence on hybrid and GM seeds

Solidarity markets in India

BASIC DATA

PROJECT TITLE	Integrated Sustainable Agriculture Programme in the Vidarbha region, Maharashtra, India
RESPONSIBLE	Swissaid
PARTNER	Youth for Unity and Voluntary Action (YUVA)
PROJECT SCOPE	Project started in 2001, Phase V: April 2010–March 2012
FUNDING	Swissaid

Context

India maintained its rapid economic growth despite the global economic crisis. The poorer sections of society benefited very unevenly from this. Due to climatic extremes (drought, floods, too much rain), agricultural production suffered a slump in many regions. The consequences were drastic price increases for staple foods like rice, wheat or maize, which increased by around 18% in 2010 while the average inflation rate was just under 10%.

The Vidarbha region is among the least economically developed regions in the Indian state of Maharashtra. The vast majority of the economically active population are male and female agricultural workers who subsist on rain-fed agriculture. Because of state subsidy policies most of the subsistence farms produce cash crops such as cotton, soya beans, legumes, and sunflowers, which are mainly destined for export and which require the use of expensive inputs such as chemical fertilizers or pesticides. Only a few farmers grow food crops such as cereals, rice or millet.

Due to insufficient infrastructure and financial support from the government, the lure of cash crops has meant that many farming families have become vulnerable to price fluctuations. As a result of growing debts the suicide rate among farmers in Vidarbha is the highest in India. Particularly in cotton production, the import of genetically modified cotton and the complete displacement of local varieties dramatically increased production costs without the sales price rising commensurately.

The brunt of the agricultural production here is done by women. It is mostly women who have the knowledge regarding the selection of seeds, biological fertilizers, pests and diseases control and proper storage of the harvest. Nonetheless women own land only in the rarest of cases, nor do they own the produce or have much influence on the economic decisions in the family holdings: the title deeds to the land are in the name of the husband, who also decides on what to do with the produce. Men decide which crops are cultivated and marketed. They are mainly interested in the cultivation of cash crops or the generation of cash income over which they can then dispose. This generally has a negative impact on the food security of agricultural families, as food cultivation is displaced, and on gender equality, since women are dependent on (pocket) money from the husband.

Project

PROJECT GOALS The project aims to:

- Small-scale farmers oppose genetically modified organisms and produce ecologically.
- Women receive land titles and play a crucial role in agriculture.
- Agricultural production is diversified and there are also opportunities for non-agricultural labour.
- Small-scale farmer families process their agricultural products themselves and earn additional income thanks to marketing in local and regional markets.

TARGET GROUP Since 2001 some 50 000 farmers have directly or indirectly benefited from the project. Their families live mainly from rain-fed agriculture, own between 1 and 2 hectares of land; have few posses-

* Daniel Ott Fröhlicher,
Country Head Swissaid

sions and barely any reserves and are vulnerable to external shocks such as climate change and price changes. The high levels of poverty are also reflected in the high rate of malnutrition, limited access to education, health, water and electricity. Many families belong to a group (caste) that is discriminated against in society.

Thanks to the project most of the farms now switched from conventional to sustainable farming practices and broadened their product range: apart from cash crops the farmer families cultivate more food again and keep chickens, cows and goats. A central role is played by women, since they are the ones who traditionally preserve the knowledge of seeds and small livestock rearing.

Over the period of the first four project phases women formed self-help groups and started to fight for their land rights. Since the title deeds are in the names of men, women can not make claims to parts of the land in the case of separation or death of their spouses. The women are now struggling to get at least a portion of the land registered in their names or for the entire property to be in both names (man and woman): around 2600 women have registered their ownership rights to a total of 260 hectares of land so far.

PARTNER ORGANIZATION The Indian non-governmental organization Youth for Unity and Voluntary Action (YUVA) has 46 employees (including 20 women) and is led by 7 board members (including 3 women). 4 male and female staff and the Director are responsible for running the “Integrated Sustainable Agriculture Programme”. The Indian non-governmental organization Youth for Unity and Voluntary Action has been working with disadvantaged groups in the region for 16 years and has sufficient experience, technical competence and the broad network necessary for successful project management. YUVA supports the formation and strengthening of farmer organizations at local and regional level. YUVA also accompanies over 500 women’s self-help groups in their struggle for their rights and the improvement of their economic situation. YUVA consciously trains women as agricultural promoters in order to respond to the specific needs of women farmers better. On behalf of Swissaid YUYA also is running the regional “campaign against violence against women”.

SPECIFIC TARGET FOR THE CURRENT 5TH PROJECT PHASE

In the current two-year project phase the following shall be achieved:

Around 2000 male and female farmers shall increase their income by 30% thanks to the collective procurement, processing and marketing of agricultural products. Expected outputs:

- 500 male and female farmers switch to organic cultivation practices
- organic certification of 6400 peasant farms
- 500 women received collective and individual land titles
- the creation and registration of a producers’ organization which operates a lentil mill

SOLIDARITY MARKET FOR GROUND LENTILS / LENTIL FLOUR

The project in this period has focused on value creation and marketing.

Currently the farmer families do not have adequate market information (price, demand, quality standards) and are exploited by middlemen. Moreover, they lack transport in order to sell the products themselves on local markets. High interest rates on loans taken prior to harvests force them to sell hastily.

Since organic agricultural produce sells at the same price as conventional products in the local market, the farmers can not achieve higher incomes despite offering better quality produce.

The project aims to raise the awareness of, and skills in, common processing and marketing of the harvest, of male and female marginal farmers. Through the establishment of 40 local centres for increasing the value of agricultural products (cleaning, sorting and processing), the sale prices can be increased by up to 150%. In addition, the farmer families are supported in organic certification and in their search for new markets.

In the current project phase a newly formed organization of male and female producers, in which all male and female member shareholders have a maximum of one vote each, will be set up and operate a lentil mill. The mill buys the lentils from the members and processes them into different types of de-husked lentils and different types of flour. The organization of male and female producers is also responsible for marketing the lentils and the other processed products from the local centres. In the initial phase it makes use of the network of Swissaid partner organ-

izations and sells directly to self-help groups and organizations in other regions (solidarity market). Initially the aim is not profit maximization as this would be very capital intensive. Swissaid finances the mill and the development of local processing facilities, so that the male and female farmers gain the experience of processing and marketing and are empowered. It is expected that the enterprise will be successful enough for the producers' organization to borrow money in the next phase so that the producers can invest in production increases and quality improvements. An increase in income of 20-30% is expected for the farmer families. A total of about 3000 families will benefit from the lentil mill and marketing. In addition there will be jobs created in the mill for landless women and men.

PROGRESS TO DATE (APRIL 2010 – MARCH 2011)

- 132 producers have stopped cultivating GM cotton and are now cultivating organically.
- Of the 6000 producers who applied for organic certification half have already been certified.
- Another 63 women were able to legalize their land tenure, 187 families their right to occupation.
- The male and female producer organization was founded and registered. Already around 280 tonnes of soy beans, 12 tonnes of peas, and 5 tonnes of organic quality cotton were marketed.
- The lentil mill has been built, 1.6 tonnes of lentil flour was produced and sold.

THE QUESTION AS TO WHETHER THE PROJECT PROMOTES GENDER EQUALITY

Datta Patil from YUVA says: "In fact women are not seen in the marketing activity. If at all they are seen they are in lower activities. In the project we will have to consciously plan our interventions towards involving them at different stages. For that we will have to provide them with certain inputs so as to equip them to play their roles successfully. Once they start playing these roles we can see the empowerment among them such as increased confidence, negotiation power, and equality at family level."

The brunt of the agricultural production here is done by women. It is mostly women who have the knowledge regarding the selection of seeds, biological fertilizers, pests and diseases control and proper storage of the harvest.

«Mes journées commencent et se terminent avec beaucoup de travail.»

Nous nous sommes mariés très jeunes, en 2001, cela fera bientôt 10 ans. Nous sommes trois dans ma famille: mon mari 34 ans, mon fils 7 ans et moi 32 ans. Ma journée débute à 6 heures. Je fais ma toilette, puis je vais réveiller mon fils dans sa chambre. Je l'aide à s'habiller et le prépare pour aller à l'école. Je vais ensuite à la cuisine préparer le petit déjeuner pour ma famille et dresser la table. Pendant que mon mari et mon fils mangent, je range les chambres à coucher. Lorsque j'ai terminé, je les rejoins pour prendre mon petit déjeuner avec eux. Une fois le repas terminé, mon mari m'aide toujours à débarrasser la table, après quoi je vais me préparer, ce qui ne dure pas plus de 15 minutes. Nous quittons la maison à 7h30 et partons tous les matins en voiture. Nous emmenons notre fils à l'école, puis mon mari me conduit à mon travail.

En général, je prends mon service à 8h15. Mes journées commencent et se terminent avec beaucoup de travail. Je suis coordinatrice et caissière, ce qui signifie qu'aucune journée ne ressemble à une autre. Je m'assieds à mon bureau et démarre mon ordinateur. Je vérifie d'abord les nouveaux messages électroniques, auxquels je réponds avant de consulter mon agenda pour découvrir à quoi ressemblera ma journée de travail. D'habitude, je note les tâches du jour suivant le soir avant de quitter le bureau; cela m'aide à organiser ma journée. Mes tâches sont liées à la coordination de formations, de rapports ou d'activités au sein des projets dont je suis chargée de la mise en œuvre. A côté de ces activités, l'organisation du bureau représente une charge considérable de travail. Souvent je dois participer à des activités d'autres institutions ou organisations en dehors de mes heures de travail. Ma journée se termine d'habitude à 17h30.

Mon mari vient toujours me chercher et nous rentrons ensemble en voiture. Une fois à la maison, la première chose que je fais après m'être changée, c'est de m'asseoir avec mon fils pour lui demander s'il a fait des progrès à l'école. Je prends son cartable, vérifie ses devoirs et estime le travail qu'il devra accomplir le jour suivant.

Nous mangeons ensuite avec mon mari le repas que j'ai généralement préparé le soir d'avant. Comme d'habitude, mon mari débarrasse la table. Je passe ensuite de nouveau du temps avec mon fils pour l'aider dans ses devoirs, après quoi je prépare les repas de midi et du soir pour le jour suivant.

Nous vivons dans un palais avec ma belle-mère et d'autres membres de la famille de mon mari, chez qui notre fils peut passer du temps après l'école. Je leur suis très reconnaissante de s'occuper si bien de notre fils. Chaque soir, nous allons leur rendre une petite visite avant le repas. Nous mangeons à 20h30, puis je fais la vaisselle à la cuisine.

J'envoie mon fils au lit tous les soirs à 22h et je lui lis toujours un livre qu'il aime. Une fois qu'il est endormi, je m'occupe de toutes les choses qu'il reste à faire, comme préparer les habits de mon fils pour le jour suivant, enclencher la machine à laver, nettoyer la maison, étendre le linge sur le balcon, ranger le linge propre, etc. Je vais me coucher après minuit.

Voilà à quoi ressemble une journée ordinaire.

Female producers with no decision-making powers

Cocoa farmers in Vietnam

BASIC DATA

PROJECT TITLE	Programme for the development of certified cocoa in Vietnam (eco-cacao)
RESPONSIBLE	Helvetas Vietnam
PARTNERS	Nong Lam University; Department for Agricultural and Rural Development, Agricultural & Aquacultural Extension Centre (Ben Tre Province); Department of Science and Technology (Tien Giang province)
PROJECT SCOPE	2009–2014
FUNDING	SECO, Rabobank Foundation, Ford Foundation, Helvetas, GIZ, Ritter Sport

Vietnam Context: Strong growth and disappearing gender gap

For twenty years Vietnam achieved fantastic growth rates and it is expected that the country will soon belong to the group of middle-income countries.¹ Economic growth and poverty reduction exceeded the results of most industrialized countries, even if challenges such as rising inequality, environmental degradation and corruption offset the successes (van der Moortele 2010).

According to the gender assessment done by the World Bank in 2006, Vietnam has been the most successful of all countries in East Asia and the Pacific Region in closing the gender gap. Vietnam now occupies 72nd place out of 134 in the Global Gender Gap Index (WEF 2010). These efforts are reflected in a high literacy rate for men and women, the highest percentage of women in any national Parliament in

the region (approx. 25%) and one of the highest economic participation rates in the world. However, the report also found that women and girls from ethnic minorities lag behind men belonging to the same minority group, as well as behind women belonging to the Kinh (ethnic majority) and behind Chinese women. The report concludes that the increasingly important role of women in the agricultural sector should be recognised (World Bank 2006). The government addressed gender issues through the Equality Act of 2006. Founded in 1930, the Vietnamese Women's Union is a mass organization and a key player for the promotion of women's rights at all levels of government.

Organic cocoa farming and the gender division of labour

Helvetas Vietnam has a number of projects in North and South Vietnam, mostly in agriculture and decentralization. The focus is on gender issues. The eco-cocoa project which was initiated in 2009 for a five year period has the objective of improving the living conditions of the rural population by promoting a sustainable efficient value chain for certified cocoa. By introducing new technologies for improving organic cocoa, and by training the women and men in the producer groups, the project is developing an organic, UTZ-certified fair trade cocoa processing chain. The aim of the programme is to reach up to 4000 households in the cocoa-growing region. Both men and women are to be included both in the introductory phase, in the production training and in the marketing of the cocoa. The calculations show that the project will break even in 3 to 4 years and that at that time the small farmers' incomes will also rise. In order to compensate them for the higher level of investment, the male and female producers will be paid a premium by the eco-label, so that they generate 20% more income than with conventionally grown cocoa.

In 2014 the project will have reached 4000 peasant families and will have achieved a turnover of \$144 000.

A gender assessment that was carried out in 2010 identified the specific tasks of men and women in the organic cocoa value chain and the implications for the division of labour from switching from conventional to organic and fair trade production and

marketing. The study also analyzed the challenges and opportunities for women to participate in training and in the women and men's producer organizations and made recommendations to strengthen the representation of women (Hien 2010).

The gender assessment showed that all the interviewees, both men and women, saw care work as the responsibility of women. But in fact according to the study women were represented in most of the production steps in cocoa production. The assessment showed that women tended to combine all forms of work such as weeding, mulching, tidying up the garden and harvesting. Women also participated in planting, pest control, irrigation and fertilizer application, while men took on more specific tasks such as preparing the land for sowing, transporting, digging ditches or similar technical or mechanical jobs. Women played a central role in harvesting and processing of cocoa pods, peeling, drying and in the fermentation process (Hien 2010). In addition to working in cocoa production, women were also involved in smaller business activities outside of agriculture. Women are more engaged in subsistence agriculture than men, for example through the cultivation of vegetables and fruit, in keeping chickens for eggs and meat in small quantities for personal use. This contribution of women was not however recorded in the assessment (Hien 2010).

The study concluded that the transition to organic cocoa production would most likely increase women's workloads. Women in some villages in fact did the largest share of the work in cocoa production, because the men are were working outside the farm or had migrated.

In terms of access to resources, the study revealed that women have less access to resources such as land, training and information. This limitation stems from the traditional roles and the status of women and men in the family (Hien 2010). Women had less access to tools and technology, because these things are associated with male work, work that women "can not do".

Men have more influence on decisions regarding investments and the selection of crops, this was revealed in the internal household decision-making processes in relation to the introduction of cocoa. Nonetheless the men interviewed considered the opinions of women important and were aware of the key role played by the women in a number of steps

along the value chain. In those villages where the women's union works well, the women were more dynamic and better represented in the social organizations. Finally, the freedom of women was heavily dependent on the willingness of men to let their wives participate in meetings.

The study illustrates that the central role of women in cocoa production, especially in organic production, is underestimated. This as well as the gender division of labour leads to women being underrepresented in technical training and in the cocoa clubs (Hien 2010). As a result of the study the project managers decided in future to ensure that the needs and priorities of women would be taken into account in the training timings and the organization of meetings. A women's quota was also introduced. The communication about the project was improved in order so that women as well as men can be informed properly. New initiatives such as loans for women were introduced. In addition, gender-sensitive tools for reporting and monitoring were introduced, and the programme staff and partners were given further training in the field of gender.

¹ "Vietnam achieved around 8% annual GDP growth from 1990 to 1997 and continued to grow at around 7% from 2000 to 2005, making it one of the world's fastest growing economies. In the years 2007, 2008, 2009 and 2010 it grew at the rate of 8.5%, 6.3%, 5.3% and 6.8% respectively, but the inflation rate hit 11.8% in December 2010 on a year-on-year basis, according to a GSO estimate." (Wikipedia, last accessed on May 20, 2011).

The economic policy framework must be right

Conclusion



*Elisabeth Bürgi Bonanomi is currently working at the World Trade Institute (WTI) at the University of Berne and is responsible for several teaching and expert assignments.

The case studies in this publication show that gender just projects can only survive in the long run if the products can be sold on the local, regional or international market (see shea butter project, p. 35). To make this possible, the economic policy framework must be right. But for gender just products the question generally discussed in the fair trade debate is raised: which economic policy promotes sustainable products? A product is described as sustainable if key social, environmental and economic standards are observed in its production and marketing. Part of this is that the value chain is designed so that the profit is distributed to all male and female actors according to their work contribution. Sustainable products often carry a label.

Sustainable products regularly run the risk of being displaced by products that have been made in violation of standards, because the latter are cheaper. To prevent this, economic policy incentives at the national and international level are needed, as the special rapporteur on the Right to Food, Olivier de Schutter proposes in his report to the World Trade Organization WTO (de Schutter 2011). Sustainable value chains need markets that allow space and time for the development of an innovative corporate structure. If agricultural products from small-scale agrarian producers constitute the basic product, measures to protect the local market are usually essential, such as for example duties to protect the vulnerable sectors from cheap imports. Other measures in this catalogue of measures would be: tax incentives for companies producing sustainably, state recognition and support for labelling organisations, and competition rules which prevent companies taking advantage of their dominant market position.

In order that such measures can even be taken at the state level the following conditions must be included: international trade and investment agreements should allow states some policy space to promote sustainable products. Moreover, trade rules must be formulated to facilitate access to the markets of rich countries for sustainable products (see shea butter project, p. 35). It should be possible to treat sustainably and not sustainably produced products differently in the tariff regime. These conditions can only be met today to a very limited extent. Rather, the trading system today promotes the production system that is most cost-effective in the short term, and not the most sustainable mode of production.

Now how does the aspect of gender equality find an entry point into the debate? Products are sustainable for example if for instance social standards are observed in the manufacturing and marketing process. Ideally, these rules consist not only of labour standards such as minimum wages and freedom of assembly, but also make reference to the principle of gender equality. Thus, projects are socially sustainable if they improve the standard of living of all parties as defined in the Human Development Index (HDI), if they reduce inequalities, if they include the care work done by the participants in their accounts, if they have family-friendly structures, have non-discrimination rules etc. As Gender equality is an internationally recognized goal such criteria must be incorporated comprehensively in the definition of sustainability criteria and in the catalogue of measures promoted by the labelling organizations. This is the only way to ensure that the required incentive instruments also promote gender justice.

As the project from Tajikistan neatly illustrates, gender just projects are successful if they develop not only economic but also political power (see Project Tajikistan, p. 32). The latter is the case if organizations of male and female producers have political influence and ensure that their interests are adequately represented in the decision-making process. DC and labelling organizations can support this at various levels and thus can contribute to a sustainable economic policy:

DC could for example ensure that platforms are created that allow the male and female producers to establish political influence. Labelling organisations could also recommend to the certified organizations that they should invest a portion of their profits in political work; DC could support such negotiations. Finally it is of great importance that the development agencies do not only participate operationally, but persistently inject their development perspective into the economic and political discourse “at home”.

DC could for example ensure that platforms are created that allow the male and female producers to establish political influence.



«Ma volonté de travailler et mon patriotisme étaient bien plus forts.»

Lorsqu'un comité pour la santé a été établi en février 2007 dans notre village, j'ai été élue comme présidente et nous avons commencé à organiser le comité. Nous avons trouvé une petite salle qui a été rénovée à notre initiative. Nous avons collaboré avec les écoles locales pour obtenir des bancs et des tables. Il existe un parlement scolaire composé de quatre à cinq écolières. Ensuite, nous nous sommes mis au travail en accord avec le rayon et le comité pour la santé du village. Nos efforts ont été ciblés sur les campagnes contre le paludisme et contre la brucellose, sur les installations sanitaires, sur l'hygiène, sur la pression sanguine, sur les refroidissements, sur l'alimentation des femmes enceintes et des enfants, sur les soins dentaires, sur le sida, etc.

Je me plais beaucoup à travailler pour le comité de la santé du village et du rayon. Nos méthodes sont progressistes; chaque femme d'affaires moderne et active doit avoir suivi une formation complète. Alors qu'auparavant, les seuls diagnostics que je pouvais poser étaient «refroidissement» et «appendicite», désormais, grâce à tout ce que nous avons appris, je peux me décrire comme femme médecin. Cela n'aurait pas été possible sans l'aide du projet de santé commun du Kirghizistan, de la Suisse et de la Suède.

Je suis très heureuse! Voulez-vous savoir pourquoi? Parce qu'en tant que présidente, j'ai sollicité deux subventions pour un projet et j'ai gagné! Ainsi, j'ai aidé les étudiantes et les collègues du village. Lorsqu'on essaie de rendre les autres heureux, on devient soi-même bien plus heureux. Même le fait de distribuer des brochures rend heureux, car aujourd'hui, plus rien n'est gratuit. Mes collègues et moi-même prenons part à des séminaires proposés par le comité de santé du rayon. Nous y participons activement, et toutes les participantes se réjouissent de prendre part aux séminaires et en reviennent avec le sourire.

J'aimerais à présent partager mon histoire. En tant que présidente du comité pour la santé du rayon (RHC) et du village (VHC), je ressens une responsabilité

partout et à tout instant. Je suis enseignante à l'école locale, j'ai une famille, donc un mari, des enfants et des petits-enfants. Bien entendu, nous parlons du travail, des problèmes, de l'avenir, etc. Au départ, mon mari soutenait mon deuxième emploi au VHC, mais il s'y est ensuite opposé car j'étais de plus en plus occupée et ne pouvais plus consacrer beaucoup de temps à ma famille et à la maison. J'ai commencé à lui mentir pour participer aux séminaires, ce qu'il a finalement compris. Il m'a fallu me justifier.

Un jour, alors que je rentrais d'un séminaire organisé par le comité pour la santé du rayon, mon mari a fait un scandale. Il criait: «Tu perds ton temps, tu travailles encore gratuitement!» Il m'a imposé un ultimatum: ma famille ou le VHC. J'ai répondu «VHC» et je suis partie en claquant la porte. La nuit était déjà tombée. J'ai pris un taxi et suis allée chez ma sœur à Kara-Balta¹. Le chauffeur de taxi a exigé 450 soms. En voyant ma sœur, j'ai fondu en larmes, partagée entre le regret et l'incompréhension de mon mari. Mais ma volonté de travailler et mon patriotisme étaient bien plus forts. J'ai demandé un arrêt maladie de trois jours et suis restée chez ma sœur. Ensuite, je suis rentrée à la maison avec l'intention de recommencer à travailler. Lorsque j'ai revu mon mari, il m'a regardé en souriant et m'a dit: «Mon Dieu, tu peux travailler au comité si tu veux». Ainsi, j'ai réussi à convaincre mon mari qu'une personne qui aime son travail y consacre une grande valeur. Plus tard, il a commencé à s'intéresser à mon travail au comité pour la santé du village et me demande parfois ce qui s'y passe. A présent, je travaille encore plus dur, sans aucun obstacle à affronter!

¹ Petit village situé à environ 60 km de la capitale Bichkek et à 25 km du village Altyn.

Pour que la formation tienne compte des besoins spécifiques des hommes et des femmes, il faut revaloriser le travail

Inégalité entre hommes et femmes dans la formation professionnelle et sur le marché du travail

La formation est la force motrice du développement et de la lutte contre la pauvreté et contre les inégalités sociales. Cette observation se reflète notamment dans l'objectif 2 des Objectifs du Millénaire pour le développement qui revendiquent «l'éducation de base pour tous». Pourtant, dans les économies à croissance rapide, les programmes de formation de qualité, axés sur la pratique, sont rares et ceux qui existent sont inaccessibles aux groupes défavorisés, qui doivent ainsi se former sur le tas dans le secteur informel.

La formation professionnelle a pour but de transmettre les compétences nécessaires pour exercer une activité économique, d'ouvrir de nouvelles perspectives professionnelles et de permettre l'accès à un emploi correctement rémunéré. Dès le début des années 1990, la formation professionnelle a été un des thèmes prioritaire sur lequel s'est penchée la coopération suisse au développement. La structure dualiste du système de formation en Suisse est considérée comme le modèle idéal parce qu'il s'adapte au marché du travail existant et évolue donc en fonction des besoins régionaux. Alors que depuis la fin des années 1990, la lutte contre la pauvreté était au premier plan, c'est aujourd'hui le domaine de la formation professionnelle qui connaît un regain d'intérêt et dans lequel est attendu un engagement ferme dans le cadre de la coopération au développement. En revanche, la compatibilité entre les différentes initiatives et la lutte contre la pauvreté – qui reste tout de même le but premier – est une question encore en suspens (NZZ 2011)¹.

Dans le cadre de la coopération au développement, les interventions en matière de formation s'effectuent à différents niveaux. Du point de vue étatique, il s'agit de réglementer les formations professionnelles, de les reconnaître et de rendre l'accès à la formation le plus ouvert et le plus équitable possible. Il est aussi possible d'intervenir en soutenant des méthodes d'apprentis-

sage innovatrices. Une autre intervention consiste à adapter les formations et les formations continues pour qu'elles soient aussi efficaces dans les régions rurales. Cette adaptation doit être menée à bien, les programmes formatifs représentent en effet un gros potentiel pour le développement des régions périphériques pauvres. Une dernière possibilité consiste à offrir, dans la mesure du possible, des cours spécifiques à une profession afin de donner aux participants les outils pour se lancer sur le marché en tant qu'indépendants.

Les programmes de formation doivent être conçus de manière à être accessibles aux populations pauvres et défavorisées. Le plus souvent, ces groupes défavorisés sont composés de femmes qui, à cause de leur position sociale et de leurs moyens limités, ont difficilement accès aux offres existantes et restent souvent dans le secteur informel, actuellement en pleine croissance, où elles sont soumises à une charge de travail importante et la force de travail qu'elles représentent n'est pas utilisée de manière rentable. Tous les acteurs impliqués dans les programmes de formation professionnelle organisés dans le cadre de la coopération au développement saluent la prise en compte du *Gender Mainstreaming (GM)* dans ces programmes. Et cela non seulement parce que la présence de femmes qualifiées dynamise le marché du travail, mais surtout parce qu'elle amène une augmentation du budget familial. Une femme qualifiée est financièrement plus indépendante et détient un plus grand pouvoir décisionnel, ce qui constitue un but central du *GM* dans la coopération au développement. Parmi les projets spécifiquement prévus pour les femmes, beaucoup font office de bons exemples. La réussite de ces projets ne doit cependant pas faire oublier que les programmes formatifs ne peuvent contribuer à l'égalité des sexes que lorsque la question du genre est déjà prise en compte dans la politique économique nationale. Signalons aussi que le travail flexible et non qualifié des femmes est un facteur de croissance très important dans certaines branches, particulièrement dans le secteur textile, du moins à court terme. Des études prouvent que, d'un point de vue économique, il vaut toujours la peine d'investir dans la formation (professionnelle) des femmes à tous les niveaux lorsqu'il existe des inégalités relatives au genre (Busse et al. 2011). Cependant, la perspective économique ne doit pas être le seul critère du *GM* dans la formation professionnelle. En effet, car l'égalité des sexes reste un but

¹ «Den Geist, nicht das Modell der Berufsbildung exportieren», in: Neue Zürcher Zeitung, 12.08.2011.
URL: www.nzz.ch/nachrichten/politik/schweiz/den_geist_nicht_das_modell_der_berufsbildung_exportieren_1.11876175.html
(dernière consultation: 16.08.2011).

² DDC – Genre et formation professionnelle.
URL: www.sdc.admin.ch/fr/Accueil/Themes/Emploi_et_revenus/Formation_professionnelle/Genre_et_formation_professionnelle
(dernière consultation: 18 novembre 2011)

La formation professionnelle est un instrument important pour promouvoir l'égalité des sexes et pour combattre les discriminations structurelles.

essentiel des interventions menées dans le cadre de la coopération au développement. Les questions relatives au genre trouvent encore peu de place dans la politique de l'emploi et dans les politiques éducative et sociale, entre autres parce que les projets spécifiques aux femmes ne tiennent peut-être pas compte des changements stratégiques qui ont lieu dans les secteurs politiques importants.

«La ségrégation professionnelle entre les deux sexes fait partie des traits dominants les plus persistants du marché du travail mondial. Mais elle ne commence pas seulement sur le marché du travail, elle sévit déjà en amont. Dès le plus jeune âge, des modèles de rôles sociaux sont déjà cimentés, ce qui se répercute sur l'accès aux possibilités de formation. Les principaux facteurs à l'œuvre sont la répartition des rôles dans les familles, les prérogatives et obligations de chaque sexe et la différence d'accès aux ressources. Outre les multiples composantes économiques et propres au marché du travail, la conception d'offres de formation doit donc également prendre en compte cet autre aspect de la société.» (DDC)²

Tenir compte de la problématique du genre dans la formation professionnelle, cela signifie concevoir une offre équitable pour les hommes et les femmes. Afin que les deux sexes puissent profiter dans la même mesure des interventions, il faut analyser, dans chaque contexte, les rôles, les besoins et les moyens des hommes et des femmes. Les programmes les plus efficaces sont ceux qui visent à aplanir les inégalités quotidiennes entre les sexes, inégalités qui se manifestent dans les différences en matière de disponibilité de temps, de mobilité, d'estime de soi, d'énergie et d'argent. Compte tenu des connaissances en notre possession, nous pouvons déduire que l'entrée des femmes dans la vie professionnelle est facilitée lorsque les conditions de l'offre sont conciliables avec la vie familiale. Les initiatives sensibles au genre peuvent tout à fait améliorer la situation des femmes, du moins à court terme. Cependant, le seul fait d'avoir suivi une formation professionnelle ne donne pas, à long terme, plus de chances sur le marché du travail et, par conséquent, les femmes ne disposent pas d'un pouvoir décisionnel plus grand. Toutefois, ces dernières peuvent trouver un emploi dans le secteur formel et donc bénéficier d'un revenu plus sûr que dans le cadre du travail informel. Par contre, rien n'est sûr quant aux condi-

tions salariales ou à d'autres aspects qui constituent en fait les bases d'un marché du travail équitable. Si l'intégration économique échoue, les stéréotypes restent intacts et le profil professionnel, tout comme le secteur d'activité, continuent à être soumis aux inégalités de genre. Une approche intégrant la dimension du genre (GM) dont le but unique serait de subvenir aux besoins pratiques quotidiens, à savoir dégager un revenu suffisant pour vivre, est une approche qui court à l'échec. En effet, il faut procéder à des transformations sur le plan macroéconomique, c'est-à-dire s'attaquer aux causes structurelles de la ségrégation entre les sexes dans la formation professionnelle et sur le marché du travail, si l'on veut que les interventions soient couronnées de succès.

La formation professionnelle est un instrument important pour promouvoir l'égalité des sexes et pour combattre les discriminations structurelles. Pour remplir ces buts, il faut cependant investir de manière ciblée. Premièrement, cela signifie investir plus d'argent dans les domaines où la présence des femmes est habituellement forte. Deuxièmement, il est aussi possible d'investir pour augmenter la participation des femmes dans des formations jusqu'alors principalement fréquentées par les hommes en réorganisant ces formations. Bien que l'adoption de mesures techniques ou organisationnelles puisse tout à fait faciliter l'accès des femmes à la formation professionnelle, cela ne change toujours rien au fait que les activités typiquement masculines ne sont pas accomplies aux mêmes conditions que les activités féminines. C'est surtout du travail du *care* dont il est ici question, celui qui ne peut pas être défini comme une profession et faire partie intégrante d'une formation professionnelle qu'à certaines conditions. La valorisation de certaines activités et branches professionnelles sous-entend des investissements et des subventions dans le cadre de politiques étatiques sur la formation professionnelle et fait partie des analyses contextuelles de la CD si elle veut pouvoir garantir que les effets des investissements ne soient pas limités à court terme mais qu'ils se répercutent durablement sur toute la filière de formation, sur les chances de travail et sur les revenus afin de parvenir à plus d'égalité entre les sexes. Une comparaison entre le poids économique des secteurs professionnels traditionnellement masculins et traditionnellement féminins s'avère révélatrice. Et il en va de même si l'on compare la représentation de l'utilité des activités exercées respectivement par les hommes



et par les femmes. De telles questions peuvent être abordées différemment si on analyse la question de la rentabilité et de la valorisation des activités en tenant compte du travail du *care*.

Deux interventions sont utiles: d'une part inciter les femmes à se former dans des métiers atypiques, comme dans la plomberie, et d'autre part investir dans des programmes de formation pour des métiers typiquement féminins. Cette deuxième solution est peut-être plus judicieuse dans un contexte rural, où le travail rémunéré est moins répandu. C'est en tout cas ce que prouvent les expériences menées en Équateur (cf. interview en page ...), où des programmes de formation ciblés ont permis de créer des places de travail pour des jeunes femmes tout en augmentant le degré de professionnalisation du travail du *care*, activité traditionnellement féminine. Pour subvenir aux besoins quotidiens, il est de plus en plus important de disposer de liquidités et donner aux femmes la possibilité de se former leur ouvre de nouvelles portes sur le marché du travail formel. Rien de nouveau jusque là. Cependant, des stratégies doivent aussi être mises en œuvre sur le long terme pour revaloriser les formations et les salaires dans les secteurs qui ne sont pas soumis aux règles du marché et pour réduire les écarts salariaux entre les hommes et les femmes. Si rien n'est fait dans ce sens, le changement attendu n'aura pas lieu. C'est pourquoi, avant d'intervenir dans la formation, il est décisif d'évaluer les activités exercées par les femmes et les activités exercées par les hommes de manière différenciée. Une telle évaluation permettra en effet d'y voir plus clair dans les conditions du travail du *care* et d'expliquer pourquoi l'exécution de certaines tâches du travail du *care* sont payées, alors que d'autres ne le sont pas.

La professionnalisation du travail du *care* est une arme contre les inégalités entre les sexes et pour valo-

riser la position sociale de la femme. Cependant, les contraintes économiques risquent de faire hésiter certains pays à investir sur ce point. Sans intervention étatique, certaines activités du *care* finiraient de nouveau par être exercées de manière privée et donc non rémunérée. Une approche intégrant la dimension du genre (*GM*), dont le but serait de comprendre et de combattre les inégalités entre les sexes et les clichés, ne portera de fruits qu'en adoptant plusieurs mesures en parallèle. Ces dernières doivent être prises en fonction des besoins pratiques du contexte microéconomique et couplées avec des interventions stratégiques au niveau macroéconomique. Les exemples de projets qui vont suivre montrent toute la difficulté de cette opération. Les projets spécifiques aux femmes méritent d'être salués, bien que leurs répercussions soient limitées et que leurs effets à long terme sur l'égalité entre les sexes soient très peu analysés. Le projet du Kosovo a eu le mérite de bousculer les conceptions traditionnelles dans le monde du travail. Cependant, rien n'est acquis quant à la croissance des branches économiques touchées ni quant à l'évolution des écarts salariaux. L'exemple du Népal, quant à lui, fait ressortir clairement l'importance d'observer les répercussions qu'ont les projets mis en place pour les femmes sur la charge de travail et le niveau de vie de celles-ci. Ces observations doivent être faites sur le long terme, de manière ciblée et critique, et se baser sur des indicateurs dûment choisis. L'interview et les exemples mentionnés dans ce chapitre permettent de comprendre pourquoi la question du genre est souvent sacrifiée au détriment d'une «vision industrielle». Ce chapitre présente aussi les défis méthodiques qui se présentent dans l'organisation d'un système de formation professionnelle qui se propose non seulement de remettre en cause la vision patriarcale du travail mais qui fasse de l'égalité entre les sexes son but stratégique.

«La plupart du temps, la question du genre dans les programmes axés sur les métiers manuels était reléguée aux oubliettes.»

Interview avec Simon Junker, Conseiller politique Formation professionnelle, à la DDC



Pour accroître les revenus, la DDC travaille avec des approches mettant au premier plan l'employabilité et la formation professionnelle. Mais que se cache-t-il exactement derrière ces termes?

Les deux termes s'entrecroisent en partie, leur but étant au fond de rendre les individus professionnellement plus compétitifs. L'employabilité, c'est-à-dire les aptitudes que peut faire valoir une personne sur le marché du travail, se base cependant sur une approche différente. En effet, cette stratégie veut développer chez les individus des capacités spécifiques leur permettant d'accéder à des postes mieux rémunérés. Au contraire, les projets de formation professionnelle visent quant à eux avant tout à aider les gens à obtenir un emploi et un revenu, en mettant l'accent en premier lieu sur la qualité de la formation. Peut-être que les projets d'employabilité sont aussi une réaction à la prise de conscience que la formation professionnelle à elle seule est insuffisante pour garantir une place sur le marché du travail. Alors, on peut dire: «Nous avons fait tout ce que nous pouvions pour que les personnes soient le plus qualifiées possibles et pour maximiser leurs chances sur le marché du travail, nous ne pouvons rien faire de plus dans ce domaine». Cependant, l'intégration au marché du travail dépend aussi des aptitudes et des compétences spécialisées que possède une personne.

Je suis certain que des domaines en amont et en aval de la formation professionnelle, par exemple l'orientation professionnelle, prendront de plus en plus d'importance à l'avenir pour améliorer la compétitivité. Pour valoriser le potentiel global d'une personne et renforcer ses compétences, il faut aussi accroître ses compétences sociales, outre ses compétences professionnelles.

Même bien qualifiée, une personne peut ne pas trouver de travail. Souvent, ce sont les emplois qui manquent. Qui est à l'origine des programmes de formation professionnelle?

Très peu d'autres domaines sont dépendants du contexte comme l'est la formation professionnelle. Pour cette raison, il n'existe aucun modèle universel et c'est aussi pour cela que les initiateurs diffèrent fortement: ça peut être l'État dans une capitale; dans des régions isolées, ce sont souvent des petites organisations de la société civile ou des organisations reli-

gieuses qui essaient d'améliorer les conditions de formation. Les projets qui visent à améliorer le système de formation d'un pays diffèrent fortement des initiatives locales dont le but est de développer les aptitudes professionnelles d'un groupe de population spécifique.

Tous les projets ont un point commun: ils commencent tous par une réflexion en amont, à savoir déterminer dans quels secteurs réside un potentiel de travail à la fin de la formation et quelles sont les compétences et aptitudes pratiques dont les gens ont besoin pour avoir des chances réelles d'obtenir ce travail. En même temps, il ne faut pas perdre de vue que la participation à un programme formatif ne permet pas de trouver systématiquement une place rémunérée et que les personnes doivent au contraire très souvent mettre sur pied elles-mêmes leur propre entreprise une fois la formation achevée.

Avant tout, il s'agit de régler des questions pratiques concernant le déroulement de la formation et choisir un programme adéquat. Trop souvent, les contenus de la formation sont choisis à partir de réflexions abstraites et ne tiennent pas compte des données et des besoins réels. Les futurs employeurs doivent être impliqués dès le début dans ce processus, il faut analyser leur potentiel d'occupation et identifier les institutions partenaires. Cette tâche peut se révéler complexe lorsque les structures existantes sont insuffisantes pour mettre en place un programme de formation professionnelle. Souvent, il faut d'abord mettre sur pied des corporations qui enquêtent sur les besoins des employeurs, par exemple en demandant à un menuisier d'une région donnée quelles compétences il attend d'un employé, non seulement dans le cadre de son entreprise mais dans son secteur d'activité en général.

Au fond, le but est toujours de créer du revenu, des emplois ou des activités indépendantes pour améliorer le niveau de vie ou du moins le stabiliser. Comment déterminez-vous le potentiel des différents groupes sociaux et en quoi le genre joue-t-il un rôle dans tout cela?

Nous analysons d'abord le potentiel du marché du travail et, dans un deuxième temps, nous sélectionnons les profils qui présentent un bon potentiel de réussite sur le marché du travail une fois la formation achevée. C'est seulement après que nous regardons quelles personnes se rapprochent le plus de ce profil idéal.

D'autres facteurs, liés aux exigences sociales, peuvent entrer en ligne de compte, le but étant aussi d'intégrer les gens qui ont moins de débouchés. Dans cette optique, le genre est par exemple un critère déterminant. En toute logique, les formations proposées dans les métiers artisanaux typiquement masculins concernent principalement les jeunes hommes. Je n'ai pas choisi par hasard l'exemple du menuisier cité plus haut: le genre passe bien souvent au deuxième plan dans l'artisanat. J'ai aussi remarqué que la présence des femmes dans les formations aux métiers manuels est un tabou ou, plus généralement, que les jeunes femmes ne peuvent tout simplement pas suivre une telle formation. Une élaboration différenciée de certains secteurs professionnels ou une adaptation des structures de formation favorisant l'accès à divers groupes sont aussi deux éléments sur lesquelles il faudrait réfléchir. Pour mener cette réflexion, il faut prendre en considération non seulement le facteur genre mais aussi l'âge ou la situation de vie. Plus l'offre est flexible, plus de gens pourront en profiter. Ainsi, il est préférable de prévoir des cours le soir plutôt que la journée, lorsque les gens sont déjà occupés par leur activité principale et des cours saisonniers, lorsqu'ils sont dirigés à des agriculteurs. Il s'agit de définir une offre adaptée aux conditions de vie et aux possibilités des groupes cibles.

La solution des cours du soir ne tient pas compte des femmes qui, en plus de leur travail diurne, doivent aussi accomplir des tâches ménagères et prodiguer des soins. Quelles mesures ont été prises pour ces femmes?

La flexibilité est sans aucun doute un facteur déterminant dans la perspective de genre. L'exemple du Bangladesh nous montre que les cours en début de soirée constituent une bonne solution. Cependant, le problème du temps qu'il reste aux femmes pour remplir leurs tâches quotidiennes «normales» se pose encore et une surcharge de travail est un risque concret. Les formations à plein temps ou à long terme ne sont souvent même pas prises en considération, que ce soit pour les femmes ou les hommes. En outre, les formations sont souvent prévues sous formes de modules. Par exemple, lors d'un cours de deux semaines, des offres complémentaires sont proposées en lien avec le contenu du cours. Ainsi, la flexibilité est plus grande et l'offre concilie mieux les besoins individuels de chaque participant.

Ces services, qui correspondent souvent à des activités typiquement féminines, doivent être financés par l'État. Cependant, les ressources prévues dans les budgets publics sont souvent insuffisantes et le travail est donc accompli volontairement et sans rémunération car il doit bien être fait d'une façon ou d'une autre.

Comment faites-vous face à la forte discrimination sexuelle qui existe dans le monde du travail, non seulement au niveau des possibilités de formation et des chances de travail mais aussi au niveau des conditions salariales?

Dans de nombreux programmes, le genre est une valeur qui n'est prise en compte que de manière statistique, c'est-à-dire qu'on calcule combien de femmes et d'hommes ont pris part à un programme donné. La question qui se pose est de savoir si nous allons nous concentrer sur certaines professions plutôt que d'autres en fonction du sexe ou si nous essayons de mélanger. Les deux approches sont importantes. Un programme de formation initialement ciblé pour des métiers traditionnellement masculins a été mis en place dans les campagnes équatoriennes. Plus tard, une formation bilingue, espagnol et quechua, a été introduite dans ce programme pour former des éducatrices de la petite enfance. S'il est incontestable qu'une telle formation peut figer les rôles sociaux, il est vrai aussi qu'elle ouvre de bonnes portes professionnelles et profite donc aux femmes. Les programmes de formation tablent expressément sur des professions pour lesquelles l'offre sur le marché du travail est supposément forte. Au Bangladesh, nous privilégions par exemple des interventions dans le secteur de l'industrie, car beaucoup d'emplois sont effectivement rattachés à ce secteur. Bien que ces professions correspondent souvent à des métiers traditionnellement exercés par des hommes, les projets ont l'ambition de former autant de jeunes femmes que possible. Savoir quelles seront ensuite leurs chances sur le marché du travail est une autre question. En effet, la discrimination est présente à différents niveaux et pose plusieurs questions: qui va être admis dans un programme de formation, comment va réagir le marché du travail ou encore, le genre est-il un facteur déterminant au moment de la sélection des forces de travail?

Qui opère selon la vision industrielle dont vous parlez?

Au Bangladesh, des hommes ont mis sur pied un projet impressionnant qui, contrairement à bon nombre de programmes de formation, s'adresse aux personnes défavorisées des zones urbaines. Ce projet, intitulé Underprivileged Children Education Project - UCEP, part du principe qu'en milieu urbain le potentiel d'occupation est plus élevé dans le domaine industriel. Il

faut ensuite se demander quelles industries recherchent de la main d'œuvre qualifiée. Par exemple, le marché de l'industrie textile au Bangladesh a tout intérêt à maintenir des coûts de production bas. Ainsi, les employés qualifiés ne sont pas très recherchés car ils ne sont pas nécessaires dans le travail à la chaîne, où aucune compétence particulière n'est requise. D'ailleurs, les compétences d'un employeur qualifié n'apporteraient aucune valeur ajoutée à la chaîne de montage. Seules des compétences plus élevées en matière technique ou dans la gestion de l'entreprise entraîneraient une réelle plus-value. Typiquement, ce sont le plus souvent des femmes qui travaillent dans les domaines non qualifiés, en particulier dans l'industrie textile. Ceci dit, beaucoup d'hommes occupent aussi des postes non qualifiés. Malgré tout, il est évident que plus le niveau de compétences est élevé, plus la présence des femmes se fait rare.

La DDC travaille-t-elle aussi sur le plan macroéconomique, c'est-à-dire au niveau du développement des marchés du travail et exerce-t-elle une influence sur l'affectation des investissements engagés dans la formation? Existe-t-il des situations dans lesquelles former des gens dans le domaine de la santé peut se révéler plus urgent que former des gens dans les secteurs industriels de l'économie de marché?

On nous reproche souvent de trop nous focaliser sur la lutte contre la pauvreté dans les régions rurales et peu sur les secteurs de production qui pourraient soutenir l'économie d'un pays. Cela dit, les projets de formation doivent impérativement fortifier les compétences sociales et favoriser la participation et la prise d'influence des participants. Il s'agit de projets d'envergure qui doivent répondre d'une part à des exigences purement industrielles, macroéconomiques et d'autre part aux exigences d'égalité sociale qui découlent d'une vision idéaliste du rôle de la formation professionnelle.

La DDC est relativement peu présente dans les programmes de formation dans le domaine de la santé et de la pédagogie. Dans beaucoup de pays, la santé n'est pas considérée comme un domaine nécessitant une formation spécifique et la professionnalisation des activités correspondantes n'est pas gérée par l'État. On part plutôt du principe qu'il s'agit d'un travail de soin classique, de toute façon effectué par les femmes. La professionnalisation des activités du secteur informel

Au Bangladesh, il existe par exemple des programmes qui forment des centaines de couturières – car il faut bien aider aussi les femmes pauvres. Peut-être avons-nous là à faire à un effet secondaire de l’approche intégrant la dimension du genre?

est un point central dans la politique de la DDC, qui essaie de contribuer à une meilleure intégration des pauvres dans le monde du travail. Pour cette raison, nous intervenons principalement dans le dialogue politique pour obtenir, dans ce secteur peu conventionnel aussi, des certifications permettant aux diplômés de poursuivre leur parcours formatif.

Quel rôle joue la rentabilité d’un secteur dans le choix des cours offerts? Est-il vrai que les secteurs moins rentables car orientés vers la prestation de services aux personnes sont délaissés?

Ces services, qui correspondent souvent à des activités typiquement féminines, doivent être financés par l’État. Cependant, les ressources prévues dans les budgets publics sont souvent insuffisantes et le travail est donc accompli volontairement et sans rémunération car il doit bien être fait d’une façon ou d’une autre. Cette question touche donc le problème du financement et va bien au-delà du rôle qui est le nôtre dans le domaine de la formation professionnelle. Le centre de notre intérêt peut se résumer en deux mots: «travail et revenu», le but est donc que les gens aient un revenu plus élevé à la fin de leur formation. Cet objectif peut être réalisé de différentes manières et pas forcément à travers des initiatives dans le secteur privé. Toutefois, ce ne sont pas des interventions dans la formation qui auront une influence profonde sur les dépenses publiques ou sur la répartition des ressources d’un pays.

La DDC pourrait adopter exactement la stratégie inverse, c’est-à-dire intervenir non pas dans les secteurs chers à l’économie de marché, mais dans ceux qui peuvent potentiellement améliorer le niveau de vie, même s’ils sont peu rentables au premier abord, comme la santé, la formation ou les soins aux personnes âgées.

La formation dans les métiers médicaux prend actuellement une plus grande importance. La migration explique en partie ce changement: actuellement, les pays du sud investissent plus dans la formation sanitaire parce qu’ils espèrent augmenter les chances de leurs ressortissants de trouver un emploi qualifié dans les pays du nord et créer ainsi une plus-value grâce à leurs envois de fonds. De cette façon, on assiste à une monétisation de la formation sanitaire.

Permettez-moi de revenir à notre premier sujet, c’est-à-dire le lien entre formation professionnelle et pauvreté, et de constater une chose: les projets classiques dans les régions rurales forment un nombre important de femmes comme couturières ou coiffeuses et beaucoup d’hommes comme mécaniciens ou menuisiers. Où sont donc les résultats si tout le monde exerce le même métier? Cette tendance a-t-elle éventuellement changé aujourd’hui?

Cette tendance reste partiellement inchangée, mais nous prenons aujourd’hui de plus en plus conscience qu’il s’agit là d’un problème. Prenons l’exemple concret d’un projet classique qui avait été mis en œuvre pour former des artisans. Les résultats ont été tels qu’il a même été possible d’ouvrir un apprentissage pour les jeunes. Ainsi, la première génération d’artisans s’est mise à former ses propres concurrents. C’est tout naturellement que ces artisans se sont ensuite retirés du projet. Le principe est d’aider les pauvres, mais aucune analyse attentive n’est menée sur les conséquences une fois la formation terminée. Au Bangladesh, il existe par exemple des programmes qui forment des centaines de couturières – car il faut bien aider aussi les femmes pauvres. Peut-être avons-nous là à faire à un effet secondaire de l’approche intégrant la dimension du genre? Certaines de ces femmes travaillent ensuite pour leur petit village, d’autres sont lancées sur les marchés régionaux, où elles peuvent vendre leurs produits. Cette pratique ne fonctionne tout simplement pas, nous l’avons aban-

donnée et investissons maintenant dans des cours qui enseignent les techniques agricoles. C'est-à-dire que nous n'investissons plus dans des métiers proprement dits mais essayons de couvrir le plus de compétences possibles en proposant une variété de cours et agissons comme une filière de services dans les domaines de la finance, du conseil et de la formation professionnelle. Nos interventions ne se limitent donc pas uniquement à la formation professionnelle. En effet, dans les activités qui, en soi, ne nécessitent pas un degré de qualification élevée, des compétences générales sont nécessaires. Alors que pour d'autres métiers, il faut développer des qualités spéciales et spécifiques. Dans les deux cas, le genre joue un rôle, par exemple dans la manière de transmettre les connaissances générales.

Existe-t-il des indicateurs pour calculer la répercussion d'un programme de formation sur la pauvreté – également en rapport avec le genre?

La question des indicateurs est centrale. Que peut-on mesurer? Savoir combien de gens trouvent un emploi après la formation ne nous dit pas grand-chose sur les effets de la formation sur la pauvreté. En effet, cela ne nous donne aucune indication sur la qualité du travail ni sur le revenu. L'évolution des revenus est certainement un indicateur probant, c'est pourquoi il est nécessaire de développer un indicateur permettant de comparer le revenu avant et après la formation pour en tirer des conclusions sur la réduction de la pauvreté. Par contre, il est extrêmement difficile de prendre en compte la mobilité professionnelle des gens. On part du principe que la mobilité augmente proportionnellement aux compétences mais les succès obtenus sont difficiles à démontrer. Pourtant, la mobilité sur le marché du travail est un élément dont il faudrait bien évidemment tenir compte, au-delà du projet en lui-même. Pour cette raison, des analyses plus poussées devraient être menées, même s'il est extrêmement difficile de suivre les gens après deux, voire trois ans. Ces analyses pourraient se faire, par exemple, à travers des tracer studies, études où l'on essaie, à l'aide de questionnaires, d'évaluer la mobilité ou l'évolution des rôles familiaux.

Une évaluation plus poussée aura-t-elle lieu afin d'observer l'évolution du bien-être des femmes et des hommes? Qu'est-ce qui change dans la situation des

hommes lorsque les femmes sont formées, et réciproquement? Cet aspect vous préoccupe-t-il?

La question des conditions de vie et des changements qui s'opèrent dans les conditions de vie est importante. Mais à quel point les interventions en matière de formation professionnelle sont-elles significatives à cet égard? Le lien entre formation professionnelle et bien-être n'est pas immédiat et l'influence de l'un sur l'autre n'est pas directe. Pourtant, une réflexion doit être menée sur les changements qu'entraîne la formation dans la situation des femmes et des hommes et dans les rapports hiérarchiques entre eux. Il faut aussi étendre cette réflexion pour savoir ce que l'on peut mesurer et comment. Dans cette optique, les conditions de travail constituent certainement un indicateur important et l'Organisation Internationale du Travail (OIT) a fixé des standards (*decent work*) qui devraient être suivis. Nous ne financerions jamais des formations qui ne reconnaîtraient pas ces standards. Fréquemment, il arrive aussi que les salariés les mieux qualifiés arrivent plus facilement à faire part aux employeurs de leurs revendications. Je pense qu'un employé mieux qualifié peut compter non seulement sur un revenu plus élevé mais aussi sur une plus grande conscience de son rôle dans le tissu économique. Je pense aussi que nous pouvons mieux nous organiser. Les compétences sociales et les connaissances générales sont aussi des facteurs d'émancipation importants que tout programme doit développer en plus des compétences professionnelles. Malheureusement, dans les programmes de formation classiques, qui tablent justement sur les compétences professionnelles, les droits des salariés sont souvent relégués au second plan.

Y a-t-il des programmes qui intègrent explicitement les droits des femmes salariées?

Oui. Au Bangladesh par exemple, il existe des programmes qui s'intéressent activement aux droits des femmes. Ces programmes font par exemple prendre conscience aux femmes que leur participation a aussi une visée sociale. En d'autres termes, les participantes n'apprennent pas que pour elles-mêmes mais transmettent ce qu'elles ont appris à leur communauté et discutent ouvertement de thèmes émancipateurs comme, entre autres, l'éducation sexuelle, les rôles à l'intérieur du cercle familial ou le contrôle sur les revenus.

Bien formées mais peu demandées sur le marché du travail

Des femmes dans la formation professionnelle au Népal

STATISTIQUES DE RÉFÉRENCE

TITRE DU PROJET	Employment Fund Nepal (Fond pour l'emploi au Népal)
RESPONSABLE	Helvetas Swiss Intercooperation
PARTENAIRES	plus de 30 prestataires privés de formation et de formation continue et des organisations étatiques (développement de formations standards)
DURÉE DU PROJET	2007 – 2013
FINANCEMENT	DDC, UKAid (<i>Department for International Development, DFID</i>) et la Banque mondiale

Les femmes au Népal: autonomes socialement mais pas économiquement

Les mouvements démocratiques des années 1990 au Népal ont permis d'ouvrir pour la première fois un large débat public sur l'intégration sociale, politique et économique des femmes dans les structures traditionnelles marquées par la discrimination des sexes. Sous la pression populaire, le gouvernement s'est alors engagé à améliorer la position sociale et économique des femmes et des groupes indigènes. Par exemple, sur le plan politique, le gouvernement a introduit un quota de femmes au parlement, au minimum d'un tiers. Jusqu'à présent, les grands espoirs de changements au niveau de l'égalité des sexes restent pourtant lettre morte. Le genre, tout comme l'origine ethnique et sociale, reste un facteur de pauvreté. Du point de vue économique, sociale, politique et juridique, les femmes sont en moyenne moins bien loties que les hommes. Dans les campagnes, elles travaillent plus mais sont payées jusqu'à 50 % en moins, elles n'ont pas vraiment leur mot à dire sur les propriétés et les revenus et ce sont rarement elles qui prennent les décisions familiales. Deux femmes népalaises sur trois sont analphabètes, 65 % des filles arrêtent l'école après la cinquième année ou même avant. Ce pourcentage est directement lié au nombre élevé de jeunes femmes travaillant dans des métiers mal rémunérés du secteur informel et au taux toujours important de mariages entre mineurs dans les régions isolées. Presque 80 % des femmes au Népal sont déjà mariées à 20 ans, 90 % d'entre elles mettent au monde leur premier enfant avant 25 ans. Les femmes sont surreprésentées dans

l'agriculture (82 %) et elles sont nombreuses à diriger une entreprise car beaucoup d'hommes ont émigré à la recherche d'un emploi. Pourtant, bien que 43 % des entreprises soient dirigées par des femmes, ces dernières gagnent moins que leurs homologues masculins. Qui plus est, elles doivent se battre contre des obstacles culturels, légaux et administratifs.

Mieux qualifiées pour accéder au marché

En collaborant avec le secteur privé sur des projets de formation professionnelle qui ont déjà fait leurs preuves, la DDC et Helvetas ont lancé un Fonds pour l'emploi au Népal. Le but de ce fonds est de développer chaque année des compétences supplémentaires chez 14 000 jeunes diplômés pauvres et discriminés qui ont entre 16 et 35 ans pour les aider à trouver une place de travail ou à mettre sur pied une activité indépendante. Le projet est soutenu par plus de 30 partenaires (prestataires privés de formation professionnelle).

Le principal résultat du projet a été d'accroître l'employabilité des diplômés: 80 % des jeunes formés ont trouvé un emploi avec le revenu minimum prédéfini dans les six mois suivant la formation. Le paiement des services fournis par les partenaires se fait en fonction des résultats et la formation est fortement axée sur le marché du travail: voilà les deux éléments clés du projet. Les groupes cibles sont les jeunes en condition de pauvreté, particulièrement les femmes et les castes ou ethnies discriminés.

Objectifs et résultats concrets en matière d'égalité des sexes

Grâce au Fonds pour l'emploi, 30 000 personnes ont bénéficié d'une formation professionnelle et au moins 80 % d'entre elles ont trouvé une place de travail à la fin de leur formation. Des milliers de jeunes filles ont pu entrer dans le marché du travail et obtenir une certaine indépendance économique. L'intégration des femmes dans les programmes formatifs, un des buts principaux du projet, représente un grand défi car, pour beaucoup, l'accès aux cours est entravé par des barrières culturelles: conformément à l'attribution traditionnelle des rôles, il ne revient pas aux femmes de travailler en dehors du ménage et, si elles le font, il

* Siroco Messerli, chef du secrétariat du Fonds pour l'emploi au Népal/Helvetas Swiss Intercooperation

Les représentations et préjugés relatifs au genre continuent à ralentir l'autonomisation financière des femmes.

faut que ce soit dans des domaines à dominance féminine. Initialement, des oppositions très fortes se sont élevées contre l'occupation des femmes dans des métiers encore inhabituels pour elles (par exemple menuisère ou chauffeuse de taxi), ces oppositions provenaient aussi des femmes elles-mêmes. Si ces résistances ont pu être levées, c'est entre autres grâce à la coopération de différentes organisations féminines et grâce aux succès de plus en plus fréquents des femmes ayant profités du Fonds pour l'emploi.

Par contre, axer une partie du projet sur les jeunes femmes entre 16 et 24 ans s'est révélé un objectif mal choisi de la part des investisseurs, car c'est justement dans cette tranche d'âge que la plupart des Népalaises se marient et mettent au monde des enfants. Il leur reste donc peu de temps pour suivre une formation et les cours sont par conséquent majoritairement fréquentés par des femmes entre 30 et 35 ans. Idéalement, l'âge maximal devrait être étendu à 40 ans. En outre, il faut tenir compte des mères de famille qui ne peuvent assister aux cours que durant certains horaires, ce qui empêche de placer trop de cours la journée.

Pour les femmes ayant conclu une formation financée par le Fonds pour l'emploi, l'intégration sur le marché du travail est plus compliquée que pour les hommes, ce qui est une autre conséquence des stéréotypes qui frappent les femmes. Il est presque impossible pour des femmes mariées de mettre sur pied leur propre entreprise, sauf dans des domaines traditionnellement féminins comme la couture, la cosmétique ou la broderie, qui sont tous des secteurs à bas revenus. Parmi les dix métiers qui présentent le revenu le plus élevé, seul deux sont typiquement choisis par les femmes, les huit autres sont exercés exclusivement par des hommes. Les activités choisies par les femmes (par exemple la production de briques ou d'habits) ouvrent moins de perspectives de carrière et les conditions de travail répondent rarement aux standards fixés par l'OIT. De plus, dans certaines branches d'activités professionnelles, les femmes, surtout les migrantes (par exemple les femmes de ménages au Moyen-Orient), sont exploitées et subissent des violences sexuelles.

Comme déjà mentionné, les partenaires sont payés par rapport aux cours qu'ils proposent seulement une fois la formation terminée et uniquement si les diplômés finissent par gagner le revenu minimal prédéfini avant le début de la formation. À cause de ces exigences, les partenaires hésitent parfois à former des

femmes parce qu'ils savent bien que ces dernières choisissent très souvent de travailler à temps partiel (ou sont forcées à le faire). Par conséquent, elles gagnent moins et les partenaires reçoivent moins de financement du Fonds. En évaluant le projet, il est aussi ressorti que l'obtention d'un travail rémunéré dépend beaucoup de l'estime de soi, sentiment qui n'est souvent pas très développé chez les femmes. C'est pourquoi le projet consacre actuellement plus de temps et d'efforts, entre autres, à développer les compétences de communication des femmes, à les sensibiliser aux questions d'égalité ou à les informer sur le droit du travail.

En discutant avec les entrepreneurs et les partenaires, il ressort que ces derniers engagent des femmes principalement pour les raisons suivantes: elles travaillent pour des salaires plus bas (20 % à 30 % de moins que les hommes), elles se plaignent moins et s'organisent moins en syndicat, elles sont plus disciplinées et travaillent de manière plus précise, elles sont moins absentes et travaillent plus rapidement.

Dans certaines branches de travail à domicile avec des contrats à la pièce, par exemple dans la production d'habits, on trouve exclusivement des femmes. Ce genre d'emploi permet aux femmes de concilier travail du care et activité rémunérée. Par contre, elles ne participent pas aux discussions internes à l'entreprise sur les salaires, les conditions de travail, etc. Ce qui est à première vue un facteur d'autonomisation, peut donc se révéler être un facteur de dépendance.

En résumé, les normes socioculturelles et la réalité du marché du travail représentent des défis de taille pour le Fonds pour l'emploi et les représentations et préjugés relatifs au genre continuent à ralentir l'autonomisation financière des femmes.

Des femmes qui sortent des sentiers battus

Des femmes dans la formation professionnelle au Kosovo

STATISTIQUES DE RÉFÉRENCE

TITRE DU PROJET	Women Business Development Project (WBDP)
RESPONSABLE	Swisscontact, Fondation suisse pour l'aide au développement technique
PARTENAIRES	15 prestataires de services (Organisations non gouvernementales, entreprises privées, consultants, écoles secondaires et formateurs individuels) Bureaux de placements, entreprises privées, Instituts financiers et divers services de l'administration publique locale Médias (presse, télévision et radio) Organisations patronales
DURÉE DU PROJET	de 2001 à 2008
FINANCEMENT	DDC

De 2001 à 2008, Swisscontact a mis en œuvre sur mandat de la DDC le projet Women Business Development Project dans la région de Dukagjini au Kosovo. Ce projet avait pour but principal d'accroître l'autonomisation financière des femmes, d'améliorer leur contrôle sur les revenus et leur taux d'occupation. Ce projet tablait d'une part sur un renforcement de l'estime de soi de toute la société kosovare et d'autre part sur l'amélioration des services aux petites entrepreneuses et la transmission d'informations et de compétences professionnelles.

Le contexte

Le projet a débuté dans la situation très dure à la fin du conflit en ex-Yougoslavie, marquée principalement par un taux de chômage très élevé, environ 45 % (70 % chez les femmes et presque 80 % chez les jeunes). 90 % de ces chômeurs étaient sans travail depuis plus d'une année, deux tiers n'étaient pas qualifiés. La région de Dukagjini étant particulièrement concernée par ce taux élevé de chômage, c'est elle qui a été choisie.

Au début du projet, la croissance du secteur privé dépendait de quelques entreprises peu productives, ce qui a renforcé sa forte dépendance à l'aide au développement. La plupart des activités commerciales étaient entre les mains de quelques petites entreprises et seulement 10 % des entreprises étaient actives dans les secteurs agricole et industriel, 7 % dans le secteur de la construction. Bien que les femmes bénéficient des mêmes droits que les hommes devant la loi kosovare,

elles étaient toujours défavorisées. Par exemple, en 2008, les filles ont interrompu leurs études beaucoup plus souvent que les garçons, portant le taux d'analphabétisme chez les femmes à 10 % dans les régions rurales, contre 2 % chez les hommes. De même, les femmes ont trois fois moins d'opportunités de travail. En 2008, seulement 6 % des entreprises officiellement déclarées étaient gérées par des femmes. Les femmes étaient aussi marginalisées dans le paysage politique et médiatique, particulièrement à la campagne. En outre, après la guerre, les femmes étaient souvent seules à subvenir aux besoins de la famille dans bon nombre de cas et elles ont donc été forcées d'acquérir des compétences professionnelles et de trouver du travail. À cette fin, elles avaient besoin de soutien et d'encouragements spécifiques et ciblés, non seulement pour augmenter leur estime de soi et leur autonomisation, mais aussi pour avoir accès à des secteurs économiques et à des branches professionnelles prospères et dynamiques.

Le projet (2001–2008)

Le projet, exclusivement réservé aux femmes, met en place plusieurs mesures interdépendantes entre elles temporellement et du point de vue du contenu:

- Octroi et placement de petits crédits pour les petites entrepreneuses (principalement pour la création de nouvelles entreprises)
- Octroi de petits crédits jusqu'à un maximum de 1 000 euros pour les relations publiques et la publicité des nouvelles entreprises.
- Soutien aux prestataires de services locaux dans le développement et l'offre de services économiques et de cours de formation continue sur mesure pour les femmes
- Offre de cours axés sur le marché du travail en collaboration avec des instituts de formation et de conseils locaux et avec des entreprises locales pour organiser des stages pratiques.
- Organisation de campagnes publicitaires et adoption de mesures pour une prise de conscience générale
- Travail médiatique

Fin 2008, la formation courte, qui dure en moyenne trois à quatre mois avec un mois de stage dans une entreprise ou une institution locale, a permis à environ

* Ulrike Gminder, Swisscontact, Directrice de communication et ex-directrice du projet Women Business Development au Kosovo

Enfin, les mesures complémentaires que sont les foires, les concours, les émissions de télévision et de radio, de même qu'un travail de communication intensif sont des facteurs importants pour améliorer durablement le rôle de la femme dans la société kosovare.

la moitié des 500 femmes diplômées de trouver une place de travail. Ce résultat doit être attribué notamment à l'analyse de marché consciencieuse qui a été menée pour choisir les branches professionnelles ainsi qu'à la participation d'employeurs potentiels dans la préparation et la mise en œuvre des cours. Pour être choisis, les prestataires de services ont d'abord dû démontrer, avec une petite analyse de marché, quelles seraient les chances des femmes formées une fois lancées sur le marché kosovar (par exemple combien d'assistantes ont une chance concrète de trouver un emploi dans le secteur des assurances). Par la suite, des cours et des stages ont aussi été proposés dans des domaines inhabituels pour les femmes: professions juridiques, douanes, médecine de famille ou soins infirmiers, assurances, design graphique, journalisme, comptabilité et administration en général.

Les résultats

Pour que les jeunes femmes aient de bonnes chances de trouver du travail, l'accent a été mis sur des formations axées sur la pratique dans des branches qui étaient encore nouvelles et relativement méconnues. Les métiers choisis ne sont pas uniquement des professions traditionnellement féminines (coiffeuse, couturière, infirmière, etc.). Les participantes ont aussi été choisies en fonction de leurs références et de leurs expériences et, une fois sélectionnées, elles ont dû payer une petite taxe. Le projet s'est révélé une réussite: avant le projet, le revenu de 60 % des participantes s'élevait à moins de 100 euros, ce taux n'était plus que de 30 % à la fin du projet. De plus, la proportion de femmes avec un revenu entre 101 et 300 euros est passée de 20 % à presque 40 %, un progrès de poids aussi vis-à-vis des chômeurs sans revenu, qui n'ont accès à l'eau que grâce au transfert d'argent des membres de leur famille à l'étranger.

Prenons un exemple concret: après trois mois de cours suivis dans le domaine de l'assistance administrative, les participantes sont placées pendant un mois dans une entreprise locale pour y effectuer un stage. Des accords écrits sont passés avec les entreprises pour fixer les buts du stage et les tâches à remplir. Bien qu'aucune entreprise n'ait montré de réticence envers les femmes, il a été en général plutôt difficile de trouver des entreprises proposant des stages. Ce n'est que petit à petit que les entreprises se sont laissées

convaincre qu'elles avaient aussi une responsabilité dans la formation des jeunes.

Pendant toutes ces années, des manifestations associées au projet ont permis de considérablement améliorer l'estime de soi des femmes. Il s'agit par exemple de foires, où les entrepreneuses ont pu présenter leurs produits et services, ou encore de concours très médiatisés tels que le concours de la meilleure entrepreneuse de l'année ou de la meilleure journaliste de l'année. Dans le même ordre d'idée, des entrepreneuses ou des femmes actives dans le monde du travail ont régulièrement pris la parole dans des émissions de télévision ou de radio. Leur présence dans ces médias a aussi contribué à faire connaître leur énorme potentiel économique et social en général. Qu'elles soient patronnes ou employées, les femmes actives professionnellement ont plus de poids dans leur cercle familial et professionnel et sont plus facilement prises au sérieux. Idéalement, tous ces éléments devraient permettre aux femmes de jouer un rôle plus important dans la vie professionnelle, politique et publique.

Bilan

Pour que les femmes tirent effectivement profit d'un tel projet, il faut avant toute chose qu'elles aient des responsabilités dans sa gestion et qu'elles soient impliquées dès le début dans sa planification. Ces deux conditions ont été respectées au Kosovo. Pour ce qui est de l'insertion professionnelle des femmes, les stages d'un mois représentent une bonne opportunité pour débiter dans le monde du travail et surtout pour acquérir de premières expériences professionnelles. Le projet a également fait prendre conscience aux entreprises locales de la responsabilité et du devoir qui leur incombent dans la formation pratique des stagiaires. Ces entreprises doivent elles-aussi être associées dès le début à la conception du projet afin que le contenu des cours corresponde aux besoins et aux attentes spécifiques des employeurs potentiels. Enfin, les mesures complémentaires que sont les foires, les concours, les émissions de télévision et de radio, de même qu'un travail de communication intensif sont des facteurs importants pour améliorer durablement le rôle de la femme dans la société kosovare. Le développement d'une économie et société kosovares fortes ne pourra se faire sans les femmes. *"The thing women have yet to learn is nobody gives you power. You just take it."* (Roseanne Barr)



Faciliter la professionnalisation des domaines professionnels féminins

Bilan

La formation est une des armes principales contre la pauvreté. Cependant, les interventions dans ce domaine ne se traduisent pas automatiquement par une égalité entre les genres, même lorsqu'elles sont soutenues par des mesures particulières. La discrimination sexuelle est une pratique omniprésente sur le marché du travail et, en règle générale, les secteurs d'activités occupés par les hommes correspondent aussi aux branches de production qui offrent les meilleures perspectives en termes de rentabilité, de croissance et de stimulation économique. Au contraire, les secteurs traditionnellement occupés par les femmes (santé, formation, social) n'offrent pas de grandes perspectives salariales et engendrent des charges financières importantes. De plus, comme le souligne Simon Junker dans son interview, ces activités sont souvent effectuées de manière privée et non rémunérée à cause des contraintes économiques ou des mesures d'adaptations structurelles qui seraient nécessaires pour qu'elles soient élevées au rang d'activités professionnelles. En d'autres termes, les femmes remplissent de toute façon ces activités et cela sans être ni payées ni formées. Par conséquent, les programmes de formation dans ces domaines du *care* n'ont pas la part belle. En règle générale, les femmes sont formées dans des métiers dominés par les hommes, où leurs conditions de travail, pour autant qu'elles trouvent un travail, sont en général mauvaises, comme le montre l'exemple du Népal. Ou alors, elles sont formées dans

des métiers déjà saturés ou peu rentables, par exemple les métiers de couturière ou de coiffeuse, comme le montre les exemples du Bangladesh ou du Kosovo. En Albanie, de nouvelles formations sont proposées dans des branches professionnelles où les stéréotypes sont encore relativement peu marqués et qui sont donc plus facilement accessibles aux femmes. Toutefois, la réussite de ces programmes de formation nécessite une évolution du marché du travail, que ce soit à travers des investissements privés ou avec des aides étatiques ou internationales.

L'intégration des femmes dans le marché du travail dépend de plusieurs facteurs. Il est donc nécessaire de mener des études globales qui aillent au-delà de la pure analyse de marché et qui éclairent les relations entre les aspects sociaux, économiques et politiques à tous les niveaux. Développer le savoir-faire des femmes et améliorer leurs compétences à coup de programmes de formation ne suffit pas si la discrimination sexuelle constitue une entrave dans leur vie professionnelle. Pour que la formation tienne compte des besoins spécifiques des hommes et des femmes, il faut revaloriser toutes ces activités qui, au premier abord, ne fonctionnent pas selon la logique de la rentabilité mais qui assurent le bien-être de la population. Il faut prendre des mesures économiques et politiques pour que les changements structurels contribuent à l'égalité des sexes et réduisent les écarts salariaux relatifs au genre, en particuliers dans les domaines où le travail du *care* est une activité professionnelle et rémunérée. Si les politiques de formation professionnelle veulent contribuer à une plus grande égalité entre les hommes et les femmes, elles doivent non seulement augmenter la participation des femmes dans les projets de formation mais aussi réduire les discriminations opérant au niveau formatif, professionnel et salarial. Dans le cadre d'action de la coopération au développement, les interventions doivent donc assurer l'égalité entre les genres à différents niveaux: au niveau microéconomique pour que les offres de formation soient accessibles autant aux femmes qu'aux hommes, et au niveau macroéconomique pour contrer les effets discriminatoires que peuvent avoir les flux financiers sur la formation professionnelle, sur le marché du travail et sur les salaires.

Pour que la formation tienne compte des besoins spécifiques des hommes et des femmes, il faut revaloriser toutes ces activités qui, au premier abord, ne fonctionnent pas selon la logique de la rentabilité mais qui assurent le bien-être de la population.

«Comme employé de maison, je gagne plus que si j'étais restée enseignante.»

Son travail n'apparaît pas dans les bilans nationaux, et n'est pas répertorié dans les statistiques des secteurs professionnels. Le travail de la mère au foyer, bien qu'indispensable, est un travail ingrat et peu reconnu, non seulement de la part des membres de la famille qui en profite, mais également de la part des femmes de ménage elles-mêmes, qui remplissent leur devoir sans vraiment le considérer comme un travail.

«Je ne travaille pas, je suis mère au foyer», explique Migdalia García, havanaise de 68 ans, mère de deux filles et grand-mère de trois petits écoliers. Les tâches et les contraintes qu'elle a dû assumer presque toute sa vie à la maison n'ont que peu de valeur à ses yeux. «Pour moi, cela n'a rien d'extraordinaire. C'est ce que j'ai fait toute ma vie depuis le jour où je me suis mariée et où j'ai quitté la maison de mes parents» ajoute-t-elle.

Migdalia García compte parmi ces femmes qui ne bénéficient ni d'un salaire, ni de droits du travail, bien qu'elles consacrent tout leur temps – temps guère calculé – aux tâches ménagères et à la vie de famille. Elles n'ont ni salaire, ni vacances, mais sont pourtant des spécialistes, dans le sens où elles accomplissent plusieurs tâches en même temps afin de tirer profit au mieux du temps imparti pour effectuer le travail sans fin qui se répète d'un jour à l'autre. Si l'on comparait leur travail à un emploi ordinaire, il serait clair que la charge de travail serait celle de plusieurs personnes.

«Mon mari a toujours travaillé et je me suis toujours occupée de tout à la maison. En plus, j'ai aidé mes filles afin qu'elles puissent étudier et travailler. L'une d'elles est pédiatre, l'autre a suivi une formation d'enseignante», raconte Migdalia.

Même quand ses filles la poussent à se reposer davantage et à moins s'occuper des tâches ménagères, elle s'efforce d'accomplir son travail: elle va au marché tôt le

matin, prépare le repas et fait «un peu» de nettoyage à la maison, explique-t-elle. En plus, elle rafistole les habits – un bouton à recoudre par-ci, un habit déchiré par-là, range les chambres et fait les lits. «En général, ce travail n'est pas pris en considération; non pas par la famille, mais par les femmes elles-mêmes, car il s'agit de modèles culturels et sociaux qui sont appréhendés et interprétés différemment par les femmes et par les hommes», explique Leticia Ariles, anthropologue de SEMLAC, actuellement chargée de la coordination du ALAMES (Asociación Latinoamericana de Medicina Social). Ce rôle reproductif, incluant toutes les tâches ménagères telles que la préparation des repas, le nettoyage, ou des activités visant à préserver la santé, à assurer l'éducation, etc. «...ne trouve une valeur que lorsque une femme accomplit les mêmes activités à un endroit différent», ajoute la chercheuse, qui travaille également comme professeure à l'école de médecine de la Havane. Les calculs de l'experte permettent d'évaluer la valeur monétaire que représente le travail à la maison et rendent ainsi visible l'investissement économique qui en découle. En d'autres termes, ses calculs des coûts effectifs permettent de transformer la valeur des tâches ménagères en valeur d'échange. Par exemple, un repas constitué de salade, de riz, de glucides et de protéines coûte 25 pesos (1,25 USD) par jour sur le marché des produits agricoles. S'il fallait compter cette portion une fois par jour durant un mois pour une famille de quatre personnes, cela correspondrait à 3 000 pesos cubains (soit 150 dollars), ce qui correspond selon les données de l'Office national de statistiques (ONE) à huit fois le salaire moyen (387 pesos – 19 USD) dans le secteur public et dans tous les secteurs mélangés.

«Si je faisais le même calcul pour la lessive en comparant les résultats avec le prix dans une laverie, et si je prenais en compte toutes les autres activités en leur attribuant une valeur monétaire selon le même schéma, le

salaire d'une mère au foyer serait considérable.» Ce calcul semble avoir été l'élément qui a convaincu Rosario Varela, mathématicienne de 47 ans, d'abandonner son poste d'enseignante dans le secondaire pour une place d'employée de maison chez une famille de diplomates. «Je gagnais bien ma vie, mais je travaillais jusqu'à m'éreinter. Je partais au travail à l'aube en vélo. Sur place, je devais nettoyer l'immense maison de deux étages et repasser le linge une fois par semaine. Parfois, je touchais un peu plus d'argent pour garder les enfants quand les parents voulaient sortir. En tout cas, je gagnais bien plus que si j'avais gardé mon ancien emploi», constate-t-elle. La période difficile des années 1990 causée par la crise financière et aggravée par des problèmes dans le secteur des transports – manque de ressources et arrêt de la production dans plusieurs entreprises – a eu pour conséquence le retour de plusieurs Cubaines à leur foyer. D'autres ont changé de poste et bénéficié d'une augmentation des indemnités, ce qui leur a permis de faire face à la crise plus sereinement. Aujourd'hui, plus d'un million de Cubaines se tuent à la tâche comme femmes de ménage, la plupart âgées de plus de 45 ans ou plus selon les estimations officielles. A ce groupe s'ajoutent les femmes qui travaillent à l'extérieur et qui, à peine rentrées à la maison, doivent se charger des tâches ménagères.

La justice, jusqu'où?

Bilan

«Ma persévérance et les efforts continus portent leurs fruits: mon mari a commencé à modifier son comportement. Lorsqu'il a terminé son travail, il rentre à la maison et apporte son aide à la famille. Grâce à ma contribution au revenu du ménage, nous avons pu acquérir des terres supplémentaires.»¹

Ces femmes cueillent des fleurs, remplissent des bacs de mangues et d'ananas, cultivent du thé et du café et contribuent de manière significative à l'augmentation des revenus du foyer. C'est ce qu'a démontré une étude comparative menée au Guatemala, en Indonésie, au Kenya, pays où les femmes sont nombreuses dans la filière de production légumière d'exportation. Comparés aux autres sites de production, ceux des femmes font très bonne figure. Les femmes elles-mêmes estiment que les initiatives de filières (ou chaînes de valeur) ont été très positives. Nombreuses sont celles qui ont pu mettre de l'argent de côté, qu'elles ont réinvesti en terrains, semences ou pour lancer une petite activité commerciale (Mehra and Rojas 2011). C'est un succès. Pourquoi des voix continuent-elles de douter des avantages et des retombées positives d'initiatives de ce type ou similaires dans le cadre de la lutte contre la pauvreté? Quand bien même les critiques relatives aux bas salaires des femmes, à leur manque ou leur insuffisance d'organisation collective et au fait qu'elles travaillent trop seraient avérées: s'agit-il d'une phase transitoire dans un contexte régional de croissance économique impulsée à long terme? Est-ce le prix à payer durant cette phase au nom d'une lutte durable contre la pauvreté et de l'amélioration du bien-être de tous?

L'économie du *care* à trait à des questions telles que: comment une société organise-t-elle le bien-être de ses membres? Quels sont les effets des décisions macro-économiques à long terme sur les personnes et les sphères du travail peu productif?

L'objectif de cette publication consiste en l'analyse différenciée des résultats des programmes de développement du marché et des différentes initiatives de renforcement de l'économie locale grâce à des modèles de marché adaptés aux pauvres dans une perspective de genre. Il s'agit de refléter aussi bien les regards critiques que les voix des artisanes et artisans d'un modèle de développement basé sur la croissance. Les expériences relatées se trouvent à la croisée du développement économique, de la lutte contre la pauvreté et de celle contre les inégalités économiques et sociales. A l'intersection de toutes ces questions, les présentes contributions abordent des initiatives qui vont des programmes d'éducation aux formes variées d'initiatives de micro-financement. C'est l'amélioration de la situation des plus pauvres qui constitue le but premier de ces approches et non la croissance économique. Cela ne signifie pas que la coopération au développement doit exclure le soutien aux structures de marché. Contrairement à la Banque mondiale, par exemple, dont l'objectif principal est l'augmentation de la croissance économique mondiale, les agences de la CD et leurs organisations partenaires ont pour obligation de remédier à la pauvreté et d'en combattre les causes (discrimination, inégalités). Toutefois, les experts ont identifié une évolution de la hiérarchie des objectifs. Les stratégies de croissance macro-économique placent la question de l'égalité et de l'équité au second plan, les repoussent à «plus tard» ou posent comme hypothèse que les inégalités de genre constatées sont un stimulus pour la croissance (Berik et al. 2009, 23).

Infléchir l'approche du combat contre la pauvreté absolue mais aussi agir en faveur des groupes cibles identifiés comme les plus frappés par la pauvreté constitue un défi d'envergure. Il convient donc impérativement de garder constamment à l'esprit l'antinomie entre égalité entre les genres (*equality*) et croissance économique en tant qu'objectifs: «Cela consiste à accepter que ces deux objectifs sont de nature distincte et que les politiques qui maximisent la réalisation d'un des deux objectifs ne maximisent pas nécessairement la réalisation de l'autre» (Elson, 2011, 43). Compte tenu du fait que le positionnement des femmes dans l'ordre économique diffère de celui des hommes dans la plupart des sociétés, les auteures se sont fixées comme objectif de définir les conditions universelles de réalisation de l'égalité entre les genres de manière générale et celles de l'éradication des

inégalités dans le cadre des programmes de lutte contre la pauvreté en particulier. Les réflexions présentées ici constituent une contribution au débat sur l'égalité entre les genres en tant qu'objectif en soi. Dans quelle mesure cet objectif est-il ancré et mis en œuvre? Quels sont les problèmes qu'il reste à surmonter? Dans quels domaines la recherche doit-elle être approfondie et quels sont les enseignements tirés de l'expérience glanée?

Ce chapitre final présente des angles de vues et des réflexions au regard des points épineux identifiés en introduction sur la base des contributions mais également sur la base de deux séries d'entretiens menées avec des spécialistes de l'administration et des ONGs et des experts et expertes internationaux invités qui ont permis d'approfondir ces réflexions² résumées en trois catégories. Dans la première partie, les auteures évoquent la valeur ajoutée de l'approche par le travail du *care* et les expériences que l'on peut en retirer ainsi que les possibilités d'intégrer cette approche aux programmes de développement. La seconde partie traite des attributions de l'État et de leur évolution dans un contexte de changement de l'environnement politique et économique. Dans la troisième partie, nous nous demandons comment assurer la qualité des programmes économiques de développement visant l'égalité entre les genres sans être obligées de se limiter aux instruments de mesure de l'efficacité définis en partie trop étroitement.

1. La valeur ajoutée du travail du *care*: perspective globale des réalités économiques complexes dans l'hémisphère Sud

Les programmes dont l'objectif est de lutter contre la pauvreté par le développement économique s'appuient souvent sur des modèles de production économique traditionnels et partant réductionnistes. Même des grands noms de la science économique ont admis le caractère inadéquat de cette approche. Ainsi la Commission sur la Mesure de la Performance Économique et du Progrès social, créée par Nicolas Sarkozy et composée d'éminentes personnalités, conclue qu'il est nécessaire d'inclure dans les statistiques économiques d'autres indicateurs au côté des facteurs économiques du PIB. Ces autres indicateurs permettraient de refléter le bien-être humain, le *well-being*³. Les modèles tradi-

tionnels achoppent car les programmes de développement se concentrent sur des individus qui sont censés sortir durablement de la pauvreté par un «coup de pouce» ciblé tandis que les facteurs structurels de la pauvreté, ancrés dans les rapports de domination, sont ignorés (Bauhardt et Çağlar 2010). Par ailleurs, les agences de développement adoptent une définition exclusive de la notion de travail, représentant insuffisamment la réalité des économies domestiques du Sud, qui combinent une économie de survie, de subsistance et du travail informel rémunéré ou non. Elles n'offrent pas d'analyse du travail du *care* non-rémunéré, effectué la plupart du temps par les femmes et ne l'intègre pas à la catégorie des activités économiques productives. C'est cette distorsion de la réalité économique qui suscite la critique des économistes féministes: «Je pense que l'économie politique classique qui se focalise sur la production en situation de concurrence et sur les rapports de marché est une théorie trop simpliste qui n'offre pas d'explication satisfaisante de l'économie, particulièrement parce que celle-ci affecte et est affectée par le travail du *care* des femmes» (Donath 2000, 116). La prise en compte du travail du *care* dans l'analyse des situations économiques est indispensable. Toutefois, il reste à déterminer comment y procéder de manière sensée. Effectivement de nombreux concepteurs de programmes prennent conscience de l'importance du travail du *care* en termes de temps consacré à ce travail. Cela est particulièrement vrai pour les projets dont l'objectif est d'améliorer le quotidien dans les zones de subsistance. La question du travail du *care* semble être posée plus souvent dans ces projets que dans ceux dont l'objectif est d'intégrer les agricultrices aux marchés. Mais dans les deux cas, il est étonnant de constater qu'on a pas tiré toutes les conséquences de cet élargissement conceptuel pour la mise en œuvre des programmes de développement et que la mesure du gain en termes de reconnaissance et de potentiel de changement pour les

¹ Khaleda Bulbuli, Bangladesh, p. 38

² Le 8 septembre 2011 à Berne.

³ La commission CMPEP a été proposée en février 2008 par le président français Nicolas Sarkozy. Elle a été dirigée par Joseph Stiglitz, Amartya Sen et Jean-Paul Fitoussi. URL du rapport final de la commission: www.stiglitz-sen-fitoussi.fr/en/index.htm (dernière consultation: le 24 octobre 2011).

femmes n'a pas été prise. L'impact sur les rapports de genre n'est pas non plus analysé. Or, prendre en compte le travail du *care* dans la coopération au développement va plus loin que le simple calcul du temps consacré aux tâches ménagères, à l'éducation des enfants et aux tâches spécifiques des femmes liées à l'économie de subsistance. L'économie du *care* a trait à des questions telles que: comment une société organise-t-elle le bien-être de ses membres? Quels sont les effets des décisions macro-économiques à long terme sur les personnes et les sphères du travail peu productif? Selon quels critères sont définies les notions de travail productif par opposition au travail non-productif ou n'appartenant pas aux activités effectives? Cette problématique n'est pas posée en ces termes par le débat de l'économie politique classique (Madörin, 2010b). Les modèles classiques se concentrent sur la question de la gestion la plus efficace des moyens de production en situation de pénurie – avant tout le travail, la terre et le capital-. Le travail du *care* non-rémunéré n'est pas soumis à la loi de la rareté selon ce raisonnement. Au contraire, il semble abondant sans limite tout comme les facteurs environnementaux (Knobloch 2008). Nancy Folbre et Julie Nelson ont formulé des critiques dans les mêmes termes dès l'an 2000 à propos de la capacité d'explication limitée des modèles d'économie politique classique en raison de l'externalisation de facteurs de production essentiels que ces modèles opèrent. Elles plaident en faveur d'une adaptation de ces modèles en donnant une visibilité à l'apport du travail du *care*. (Folbre and Nelson, 2000).

Le glissement de paradigmes du «travail reproductif» vers le «travail du *care*» implique de reconnaître que la création de valeur n'est pas le produit du seul travail, rémunéré ou non, mais qu'elle résulte également de prestations de service liés aux personnes, que celles-ci soient rémunérées ou pas. Elles sont essentielles à la prospérité et contribuent au bien-être. Sur mandat de l'Institut de recherche pour le développement social des Nations Unies (UNRISD), Mascha Madörin a calculé les ordres de grandeur des prestations rémunérées ou non de services liées aux personnes en Suisse⁴. Ces chiffres impressionnants viennent soutenir son argumentation selon laquelle le travail du *care* contribue essentiellement à la qualité de vie, alors qu'il est sous-traité dans la plupart des statistiques faisant autorité. Sarah Gammage a identifié les mêmes ordres de grandeur pour le Guatemala (2010). La productivité des ménages correspond selon ses chiffres à 30 % du PIB. Le corollaire de cet état de fait est la redéfinition des statistiques macro-économiques en attribuant une part significative à ces facteurs. Ainsi on pose les premières bases d'une discussion qui ne porterait pas seulement sur la surcharge du travail des femmes induite par ces prestations mais également sur une redistribution effective et nécessaire au plan macro-économique de ces activités. Cette discussion intéresse les acteurs de la CD particulièrement pour les projets dont le but est d'arrimer les foyers axés sur l'économie de subsistance vers les marchés régionaux. Une analyse du travail du *care* et une réflexion sur la redistribution de ce travail sont essentielles au développement durable, également au bénéfice des segments les plus pauvres des populations.

Le concept du *care* est la clé pour les spécialistes de la CD afin d'analyser le rôle et les outils à disposition de groupes cibles variés du point de vue de leurs capacités⁵. Cette analyse fait référence aux données structurelles de l'extrême pauvreté et à celles des inégalités persistantes. L'approche par le travail du *care* pose deux questions fondamentales: comment le travail domestique est-il distribué et comment peut-il être redistribué? Par ailleurs, cette approche vise à identifier les conditions de production du travail du *care* à travers l'ordre politique mondial et le système politique et social national. Ainsi l'imbrication constante des niveaux micro et macro est mise en relief. Par son image du diamant du *care* (*care-diamond*), Shahra Razavi a échafaudé une analyse qui comporte quatre institutions impliquées dans la définition, le finance-

⁴ Le travail non-rémunéré effectué en Suisse s'élevait à près de 8500 millions d'heures en 2004 soit 20% de plus que le nombre d'heures consacrées au travail rémunéré (7 000 millions d'heures). La création brute de richesse du travail non rémunéré équivaut à 64% du PIB en 2004. Ainsi l'importance économique du secteur ménager est supérieure à celle du secteur tertiaire tandis que la création de richesse du secteur financier est 5,5 fois inférieure à celle de l'économie domestique. Si l'on ne prend en compte que le travail non-rémunéré des femmes auprès des enfants, des malades et des handicapés, la valeur estimative de ce travail est égale à l'ensemble des impôts fonciers et sur le revenu des personnes physiques (Madörin et al. 2010c).

⁵ C'est ainsi que se traduit le plus souvent le terme de *capabilities* introduit par Amartya Sen. Voir aussi le glossaire.

⁶ Voir le concept du *care* dans le glossaire.



ment et la production du travail du *care* (Razavi 2010, 2). Il est possible d'analyser systématiquement les conditions de production des prestations du *care*, qu'elles soient rémunérées ou non-rémunérées, privées ou publiques à travers le prisme du diamant du *care*. Cela permet aussi d'identifier les changements de structures qui sont décisifs pour la survie immédiate des populations. Par exemple, lorsqu'à la suite de mesures d'austérité, certaines prestations de santé sont supprimées du budget étatique, cela limite non seulement les possibilités d'emploi et de rémunération des femmes mais impacte également les foyers, ainsi que les moyens de subsistance et les potentialités des autres membres des foyers. Souvent ce sont les femmes qui viennent palier la disparition des services supprimés. Ces évolutions doivent être intégrées aux projets de la CD de lutte contre la pauvreté en tant qu'élément constitutif.

Dans le sillage de Madörin (2010 a), les auteures estiment que la valeur ajoutée de l'approche par le travail du *care* peut être décrite sous trois angles: a) l'élimination au niveau conceptuel de stéréotypes de genre attachés à certaines tâches b) l'importance de la notion de travail c) l'imbrication des niveaux micro et macro.

SE LIBÉRER DES STÉRÉOTYPES Le concept du travail du *care* entendu comme «prestations de services aux personnes» ou encore en tant que *social provisioning*⁶ correspond à des activités qui étaient intitulées «travail de reproduction» dans les années 1980. Le concept du *care* implique de repenser des activités jusqu'ici envisagées sous l'angle implicite de la prédestination biologique et ancrées dans des stéréotypes de genre, que ce soit dans les foyers ou dans les logiques de projets ou certaines activités. Il s'agit de les réinterpréter dans un contexte économique et dans un but d'établissement de statistiques globales. En se focalisant sur le *care*, on élargit la perspective pour prendre en considération le rôle et les besoins de ses bénéficiaires (*care-receivers*) mais également de ces producteurs (*care-providers*). Il sera alors possible de définir l'attribution de tâches rémunérées ou non dans et à l'extérieur des foyers de manière équitable et intégrative. Les infrastructures et les services publics impactent le travail du *care* au même titre que le (manque de) temps, l'énergie ou la charge de travail à la maison. Divers éléments peuvent contribuer à soulager la charge de travail parmi lesquels: la diminution du prix des produits quotidiens, un système de retraite pour les agricultrices, une prise en charge des enfants, des soins gyné-

Au surplus, le travail favorise la participation sociale, l'estime de soi, l'épanouissement et le perfectionnement de compétences personnelles.

cologiques, un droit à l'assurance-maladie, les investissements dans l'infrastructure d'approvisionnement en eau et en énergie et la mobilité. Certes, la complexité des projets augmente lorsque leurs effets sont jugés à l'aune de l'impact sur le travail du *care*. Dans un contexte de pression croissante vers l'intégration aux marchés, garantir les moyens de subsistance (*livelihoods*) entraîne une augmentation unilatérale de la charge de travail des femmes et des jeunes filles et une diminution de leur potentiel d'épanouissement personnel. Ces tendances doivent être corrigées dans la planification des projets.

UN NOUVEAU REGARD SUR LA NOTION DE «TRAVAIL» «Je peux vous assurer que nous travaillons sans relâche, sauf la nuit, quand nous dormons.»⁷ Cette affirmation d'une béninoise décrivant son quotidien dans le cadre de ce travail de recherche touche au cœur de la réflexion sur le développement économique et l'intégration des pauvres, particulièrement de celle des femmes. Le travail, défini comme toute activité garantissant la satisfaction des besoins élémentaires d'un foyer, est la clef du bien-être humain et de l'amélioration des perspectives d'épanouissement personnel. On se rend ainsi compte que le travail ne se réduit pas exclusivement aux seules activités salariées, soit des activités qui visent un gain monétaire. Bien plus, la notion de travail englobe toute une série d'activités souvent effectuées dans des conditions difficiles et non-rémunérées, dans un but de bien-être et de survie. Le travail – et non pas seulement une acception étroite de la productivité – est un élément décisif de la lutte contre la pauvreté. Il ne se résume pas à un revenu de nature économique. Au surplus, le travail favorise la participation sociale, l'estime de soi, l'épanouissement et le perfectionnement de compétences personnelles. L'approche par le travail du *care* présentée ici permet d'appréhender le travail dans sa globalité, y compris au regard de la disponibilité du travail. Il convient selon cette approche de prendre toute la mesure des mutations qui vont de pair avec la pression exercée sur les femmes ou leur volonté d'entreprendre une activité rémunérée ou d'orienter leurs produits vers les mar-

chés régionaux. Il ne s'agit pas de mesurer la seule charge temporelle du travail mais également d'envisager les anciennes et nouvelles dépendances, le degré d'autonomie et la possibilité de maintenir des réseaux personnels de socialisation.

POUR UNE APPROCHE GLOBALE DE L'ÉCONOMIE L'approche du *care* exige d'envisager l'économie dans sa globalité. Cette approche consiste à prendre en compte des activités décrites par la science économique féministe comme faisant partie de «l'autre économie» (Donath 2000). Certes, l'approche des moyens de subsistance (*Livelihood*)⁸ et les concepts de gouvernance ou de renforcement de l'activité économique abordent également l'économie dans sa globalité. Mais ils se focalisent avant tout sur le niveau micro et, en dépit de quelques opinions dissidentes, ne prennent pas systématiquement la mesure de l'imbrication entre les niveaux micro et macro et les effets sexospécifiques afférents à cette imbrication (Murray 2001). Il ressort des entretiens informels menés durant cette étude que ces approches ne sont d'ailleurs plus très en vogue à l'heure actuelle. Un certain nombre de groupes d'étude au sein des ONG suisses s'en départissent, diluant ces approches intégratives où les éliminant même complètement de leurs documents programmatiques. Les experts estiment même qu'il existe une tendance à la destitution des programmes de chaîne de valeur caractérisés par une orientation exclusivement économique incompatible où laissant la portion congrue aux approches globales. On réalise à travers les entretiens menés avec les expertes rencontrées dans le cadre de cette étude comment les défis structurels et les stéréotypes de la «femme forte» dans les pays partenaires viennent contrecarrer l'élaboration conceptuelle du *care*.

2. Structures macro-économiques, formes alternatives d'économie et responsabilité de l'Etat envers les citoyennes et les citoyens

Les initiatives de développement orientées vers l'activité économique visent à lutter contre la pauvreté. Cela signifie que les institutions des systèmes économiques locaux et régionaux sont encouragées à offrir des opportunités de revenu aux plus pauvres. Cette orientation se voit renforcée par l'approche du travail

⁷ Kpagnéro Dafia, de Sinahou, Pérère, Bénin. 13. novembre 2010.

⁸ Voir le glossaire.

Il faut garder à l'esprit le risque d'accroissement plus que proportionnel du travail des femmes et le transfert de certains services dans la catégorie du travail du *care* de nature privée et non-rémunérée qui résulte des mesures de décentralisation ou des programmes d'ajustement structurel.

du *care*: il ne peut être exclu des politiques économiques nationales et internationales. Il faut garder à l'esprit le risque d'accroissement plus que proportionnel du travail des femmes et le transfert de certains services dans la catégorie du travail du *care* de nature privée et non-rémunérée qui résulte des mesures de décentralisation ou des programmes d'ajustement structurel. Comme le démontre les observations de terrain, de ce point de vue, le soutien aux formes de production collectives est rentable et est plus en harmonie avec les stratégies des ménages que les programmes focalisés sur l'intégration individuelle aux marchés. A travers leurs organisations collectives, les femmes élargissent le champ de leurs possibilités, ont le contrôle de leur charge de travail et peuvent mieux répartir les tâches de travail du *care* qui leur incombent. Le poids du travail non-rémunéré décroît car il est réparti parmi un plus grand nombre de personnes. En fonction des spécificités des programmes, ce cadre collectif permet d'aborder les difficultés spécifiques aux femmes et ainsi de renforcer leur position dans la communauté et au sein de leur foyer. Toutefois, la question de la distribution du travail reste épineuse: même dans les organisations collectives le travail non-rémunéré est souvent l'apanage des femmes.

Mais lorsque les instruments de microcrédit laissent les femmes emprunteuses à la merci des forces du marché et que les mécanismes économiques qui engendrent la pauvreté ne font pas l'objet de débat, alors il est peu probable que l'on atteigne une autonomisation des groupes cibles. Ces groupes ne vont par ailleurs pas s'engager ensemble pour défendre leurs droits. Au contraire: ils vont être incités à se faire concurrence sur les marchés (Wichterich, 2007). Et partant, les structures collectives existantes sont mises à mal par les membres mal intentionnés de la communauté (Bateman, 2010). Ces constatations démontrent que le développement économique doit être conçu dans le contexte des institutions publiques. Cela passe notamment par des aides à l'intention des plus faibles et des mesures d'atténuation de la crise. En complément au renforcement du secteur privé, les États doivent être fortement soutenus afin d'être en mesure de transférer une partie des profits des secteurs rentables de l'économie vers le secteur du *care* non-rentable. Pour ce faire, des mécanismes de redistribution et une vision plus claire de la politique fiscale sont essentiels. Les agences publiques de développement ont un rôle à jouer dans ce contexte car elles

sont en meilleure position pour parvenir à une cohérence des politiques nationales. Le manque d'investissement dans la sécurité sociale, la santé et l'éducation ont des répercussions sur la qualité des soins et influencent l'environnement dans lequel les services assurant le bien-être humain sont fournis. Par ailleurs, ce manque de moyens n'est que le reflet et le résultat d'une rupture du contrat social provoqué par les programmes économiques d'ajustement structurel. «Les modèles de croissance inclusive doivent être complétés par une politique de redistribution qui puisse répondre directement à la dynamique croisée de l'exclusion sociale (...)». L'attribution de budgets aux différents secteurs et services et la distribution de transferts sociaux et de subventions ont un impact direct sur le financement des services sociaux et des prestations sociales essentielles pour les pauvres et les exclus» (Kabeer, 2010, 8). L'approche par le travail du *care* aide à compenser les conséquences de tels déficits, en faveur du développement de la société et contribue à définir des stratégies visant à soulager significativement la charge de travail non-rémunéré des femmes.

Parmi les autres suggestions, on compte le lancement d'une «assurance populaire» ou d'un fonds global pour le bien-être social. Cela va particulièrement dans l'intérêt des femmes car leur accès aux soins de santé fondamentaux est souvent plus limité, si l'on tient compte de leurs besoins propres. Les initiatives consistant à soutenir les communautés dans le but d'élaborer des mécanismes budgétaires et un système de recouvrement de l'impôt qui tiennent compte des besoins stratégiques des différentes couches de population ont des effets positifs. En effet, les conséquences des décisions politiques en matière financière et d'investissement sont avant tout ressenties à l'échelon communal comme le révèle les analyses de *GRB – Gender Responsible Budgeting* (budgétisation favorisant l'égalité des genres). Des organisations de société civiles de qualité et qui connaissent les droits des citoyennes sont essentielles tout comme leur capacité à engager des poursuites judiciaires dans le cas où la sécurité sociale, les droits humains ou les normes conventionnelles du travail seraient enfreintes. Tout aussi indispensables sont les mesures qui renforcent les organisations, leur capacité d'influence, les dotent d'instruments à des fins judiciaires et les soutiennent dans leur rôle d'observatrices de l'action étatique et de défenseuses des droits humains.



ALPARGATAS

CS 56E

On ne peut faire l'économie d'une réflexion sur les formes alternatives d'activité économique telle que la production communautaire ou la gestion collective de biens. Ces systèmes peuvent être élaborés et étoffés grâce à des mécanismes incitatifs débarrassés des principes du marché, dans la mesure où ils n'évaluent pas l'effectivité exclusivement d'après «le rapport entre les coûts et les profits pour les entreprises /les productrices d'une part et une relation optimale entre le prix d'un produit et son utilité pour les consommatrices d'autres part» (Madörin, 2010, 91). Dans cette catégorie, on compte les structures communautaires et les coopératives présentées mais également le mouvement du commerce équitable qui a déjà largement imposé la prise en compte de critères écologiques dans le processus de production. Cela pourrait constituer un point de départ, bien que les expériences glanées démontrent qu'il est plus difficile d'exiger la prise en compte de facteurs sociaux de manière contraignante et vraisemblable. Le débat politique autour de ces initiatives constitue une opportunité unique pour porter ces revendications. Une démarche originale consisterait à ce propos, à lier les objectifs de génération de revenu à des ambitions de garantie alimentaire.

Les investissements dans les nouvelles technologies et les formations afférentes sont d'une importance indéniable mais ne doivent pas nuire à la sécurité sociale ou à la formation professionnelle dans le domaine de la santé et de l'éducation. Car la déprofessionnalisation et le moins-disant social augmentent inévitablement le fardeau du travail du *care*. Cette stratégie à multiples facettes doit bénéficier de l'appui nécessaire d'initiatives politiques contraignantes au plan international.

3. Observation – Qualité – Impact

«Les priorités et les compétences des hommes et des femmes sont variables (...). Cela signifie en premier lieu que les statistiques doivent être désagrégées afin de tenir compte du différentiel dans les tâches assumées à l'intérieur d'un foyer donné. En second lieu, il faut que les indicateurs reflètent le fait que l'existence des femmes est déterminée par des contraintes, des responsabilités et des marges de manœuvre souvent différentes et plus complexes que celles des hommes. Les femmes agissent donc dans une plus grande mesure à l'extérieur de la sphère monétisée.» (Kabeer, 2003, 142).

On constate une certaine gêne parmi les spécialistes de la CD au regard du climat de pression croissante visant à mesurer les effets des programmes de développement. Certains experts considèrent l'exigence de transparence comme justifiée et entrevoient même la possibilité de porter un regard critique sur leur propre travail. Mais d'autres n'en perçoivent que les aspects limitatifs. Car dans la mesure où l'analyse des changements se résume à une démonstration à l'aide de schémas d'impact réduits, le but principal de l'analyse d'impact, qui consiste à remettre sur le métier les processus d'apprentissage est perdu de vue. Il est alors de moins en moins possible de percevoir les changements, les articulations et leurs causes profondes avec une hauteur de vue. Il ressort des discussions avec les expertes et les experts que ceux-ci sont conscients du fait que certaines femmes investisseuses fondent des ambitions en termes de retombées sociales par delà leur recherche de gain financier. Mais on ne sait pas vraiment parmi les experts comment recenser ce phénomène de manière censée et «sans grande surcharge de travail.»

Les exposés présentés ont clairement montré que l'arrimage au marché des groupes touchés par la pauvreté n'était pas suffisant à lui seul pour réduire la pauvreté. Le fossé est pourtant rarement évoqué car on peut aisément illustrer les objectifs de changements par les instruments de mesure d'impact usuels: la croissance économique et l'augmentation du revenu constituent des résultats tangibles et figurent dans tous les bilans. Les documents d'analyse ne font pas état du fait que l'augmentation de revenu ne bénéficie parfois que marginalement à la population cible. Le contexte global n'est pas séquencé. Les programmes de la CD courent ainsi le risque de créer non pas de la valeur ajoutée mais de la précarité (*vulnerability*), en dépit de statistiques ronflantes. En d'autres termes, lorsque dans le même temps on intègre certaines activités productives spécifiques aux femmes dans la chaîne de valeur sans mettre en oeuvre des mécanismes de redistribution du travail non-rémunéré, on place les femmes dans une situation inextricable. A ce titre, il est indispensable que les concepteurs des dits projets gardent à l'esprit les mécanismes institutionnels et s'assurent que ceux-ci aient l'aval du pouvoir politique. La aussi, les femmes courent le risque d'une surcharge de travail plus que proportionnelle en raison de l'absence ou de l'insuffisance de services étatiques. Dans un contexte où de plus en plus de femmes sont

poussées vers le secteur marchand, des mesures de soutien dans le domaine des prestations de service aux personnes et du travail du *care* sont indispensables. La plupart des projets sont loin de prendre en compte ces considérations. C'est précisément la raison pour laquelle des composantes de projet doivent être orientées vers les groupes cibles non seulement en tant qu'entrepreneuses et entrepreneurs mais aussi en tant que sujets de droits capables de faire valoir leurs droits auprès des instances compétentes. Cela est d'autant plus important dans des cas tels que ceux du Tadjikistan ou de la Géorgie où des bouleversements politiques, économiques et sociaux de grande envergure viennent totalement phagocyter les bénéfices de court terme des projets.

L'approche globale n'est pas seulement appropriée à la phase de planification, elle vaut également pour la

phase d'évaluation. Il serait souhaitable d'effectuer une supervision qui, au-delà de l'augmentation de revenu, évaluerait la plus-value d'un projet en fonction de l'amélioration du bien-être. Dans l'exemple de la Géorgie, des efforts restent à fournir afin que les femmes productrices s'approprient vraiment (*ownership*) la plus-value du programme de chaîne de valeur et notamment que toutes puissent discuter et décider en commun du réinvestissement des profits. Des mesures visant à garantir qu'une partie au moins du profit soit réinvestie dans la communauté sont indispensables. En outre, les processus qui sont à l'œuvre durant ce réinvestissement doivent également être intégrés au processus d'évaluation.

Il résulte de l'analyse que le soutien à l'activité économique dans le cadre de l'approche globale implique une définition souple du cadre des projets. Il convient d'aller au-delà de l'adoption de mesures relatives à l'environnement politique et économique et l'implication des femmes décisionnaires. La coopération des hommes est également cruciale comme l'a démontré le projet avec le beurre de karité. Afin d'appréhender plus précisément les mutations en cours, nous avons besoin de nouvelles méthodes pour mesurer le bien-être et estimer l'influence du travail non rémunéré. Il est urgent d'entamer le débat autour de la question des évaluations, d'y introduire des éléments de comparaison avec d'autres cas et la possibilité de refléter également les processus de transformation à long terme dans le cadre du processus de suivi. Les principales agences de la CD doivent s'engager fortement à élaborer leurs futurs programmes dans cette direction. Cela sous-entend qu'elles se distancient clairement des méthodes simplistes de planification de projet dont le succès prévisible n'est dû qu'à des hypothèses de travail réductionnistes. Le débat qui est nécessaire ne doit pas acheminer sur l'idée selon laquelle l'approche globale serait trop complexe et trop aléatoire pour être contrôlable. Les experts devraient au contraire se sentir stimulés à penser en dehors des schémas de pensée conventionnels et à élaborer des solutions et méthodes appropriées. Ils pourraient ainsi parvenir à intégrer les paramètres complexes de ceux qui vivent une situation de subsistance dans le contexte des métamorphoses contemporaines.

Ces recommandations indiquent donc que les chaînes fonctionnelles linéaires doivent être complétées par l'observation régulière des transformations à

⁹ Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, URL: www.un.org/womenwatch/daw/cedaw/ (dernière consultation: le 24 octobre 2010).

¹⁰ Voir le glossaire.

^{11a} La méthode *OM – Outcome Mapping* est un instrument de suivi et d'évaluation élaboré par le Centre canadien de Recherches pour le Développement International (CRDI) qui se focalise sur les acteurs d'un programme. Au lieu d'avoir recours à des instruments tel que la mesure de la pauvreté ou la pertinence politique, cette approche tente d'évaluer, en trois stades analytiques, les modifications de comportements et les relations sociales (Earl et Smutylo, 2001).

^{11a} La théorie du changement le plus significatif est une approche purement qualitative. Cette théorie met en avant des « témoins » qui identifient les changements les plus significatifs intervenus, selon une méthode participative. Pour plus d'informations voir www.kstoolkit.org/Most+Significant+Change (dernière consultation: 25 octobre 2011).

¹² Cela est du en grande partie à l'influence au sein des institutions internationales des travaux de Amartya Sen sur l'approche par les capacités. L'approche par les capacités est non seulement compatible avec une approche du développement fondée sur les droits mais elle peut même s'entendre comme un prolongement plus précis de cette approche (Nussbaum Martha, *Capabilities as fundamental entitlements: Sen and social justice*, 2003, in: Bina Agarwal et al., *Amartya Sen's work and ideas*, London, pp. 35-62).

¹³ Un nombre important d'Etats ont fait leurs ces normes internationales en signant des instruments internationaux – par exemple la convention CEDAW –. Pour CEDAW, voir note de bas de page n° 9).

L'approche par les droits humains ramène la question des discriminations au centre du débat et tient compte des rapports de domination qui expliquent pourquoi, même en bénéficiant d'une meilleure formation, de croissance d'investissements, d'un emploi rémunéré ou d'une petite activité entrepreneuriale, la majorité des pauvres se maintient dans la pauvreté.

long terme. Ces champs d'observation, définis d'après la convention CEDAW⁹, contribuent à identifier l'impact direct des initiatives menées. Par exemple, quels sont les effets du transfert de certaines prestations du *care* de la sphère publique rémunérée vers la sphère privée non-rémunérée sur la charge de travail des femmes, la santé infantile et le bien-être des malades et des personnes âgées nécessitant des soins médicaux? Au-delà des enquêtes statistiques et comparatives, les études de micro-sociologie mettent en relief le tissu des identités des femmes et le bouleversement de leur équilibre qu'engendre un emploi rémunérateur pour ces femmes (Berik, van der Meulen Ridgers und Seguino 2009, 23). Ces changements doivent être interprétés comme des processus à long terme. Il convient de développer des analyses budgétaires et des systèmes d'évaluation par sexe et d'y inclure des facteurs tels que l'emploi du temps (*time use*) et l'intensité des processus de travail. Ainsi on pourra refléter la charge de travail et les tendances à l'appauvrissement du temps libre (*time poverty*) (Grown, Floro et Elson, 2010). La distinction classique entre besoins pratiques et besoins stratégiques (Molyneux, 1985; Moser 1989) est un outil pertinent pour procéder à une analyse de genre dans le processus d'évaluation. En effet, souvent les besoins stratégiques sont définis en tant que catégorie après avoir démontré l'imbrication des intérêts, des fonctions et des potentialités des individus d'après le contexte structurel.

Les contributions présentées ont montré que la question de l'impact de la coopération au développement en matière d'égalité entre les genres revête aussi une dimension méthodologique et statistique. Certains indicateurs qualitatifs constituent une alternative aux estimations quantitatives unidimensionnelles. Parmi ces alternatives figurent l'approche par les moyens de subsistance (approche *Livelihoods*¹⁰), la méthode *Outcome Mapping*^{11a}, la recherche-action et les analyses qui se réfèrent à la théorie *most significant change-theory* (théorie du changement le plus significatif)^{11b}. Ainsi et en dépit des complexités, il est possible de prendre la pleine mesure du caractère multidimensionnel du développement et du rôle du travail du *care* pour la société. Dans ce cadre les expertes et les experts du développement sont appelés à prendre en compte les paramètres appropriés dans la planification de leurs projets et dans leurs arbitrages budgétaires.

Remarques conclusives

Durant les années 90, l'approche fondée sur les droits (*Rights-Based-Approach*) est parvenue à pénétrer avec force le discours sur le développement¹². Selon cette approche, la pauvreté s'explique notamment par l'absence de droit, les discriminations et les inégalités. Cette approche basée sur les normes internationales¹³ vise à contraindre les États à se soumettre à leurs obligations et à garantir la mise en œuvre des droits humains, en éliminant les mécanismes d'exclusion. Le renforcement des structures de la société civile constitue une des pierres angulaires des approches du développement fondées sur les droits. Ce renforcement permet aux femmes et aux hommes d'exiger la mise en œuvre de leurs droits et ainsi d'éliminer les causes structurelles de la pauvreté.

Les analyses présentées dans cette publication amènent à conclure que l'approche du développement fondée sur le droit est en perte de vitesse face à l'approche fondée sur le développement par le soutien à l'activité économique. Cela tient au fait que la majorité des réflexions menées selon cette dernière approche se focalise sur le potentiel économique de l'individu et évacue la question des rapports de domination qui sous-tendent cette même répartition inégale des opportunités économiques. En encourageant et en formant les pauvres pour qu'ils deviennent des acteurs économiques, on détourne l'attention au détriment des paramètres structurels de la pauvreté pour se concentrer sur l'autonomisation de l'individu et sa capacité à participer au marché puis à en tirer profit en tant que consommateur. L'approche par les droits humains ramène la question des discriminations au centre du débat et tient compte des rapports de domination qui expliquent pourquoi, même en bénéficiant d'une meilleure formation, de croissance d'investissements, d'un emploi rémunéré ou d'une petite activité entrepreneuriale, la majorité des pauvres se maintient dans la pauvreté. Ces éléments de maintien de la pauvreté sont visibles à travers les courbes de rendement des entreprises. Il convient de ne pas faire l'impasse sur cet aspect fondamental de la politique de développement international dont l'objectif premier est l'égalité en droits.

Glossaire

ABRÉVIATIONS

DDC	Direction du développement et de la coopération
CD	Coopération au développement
GED	Genre et développement
GM	Gender Mainstreaming (Intégration de la dimension de genre)
GRB	Gender Responsive Budgeting (Budgétisation favorisant l'égalité entre hommes et femmes)
OIT	Organisation Internationale du Travail
IZFG	Interdisziplinäres Zentrum für Geschlechterforschung der Universität Bern (Centre interdisciplinaire d'Études genre de l'Université de Berne)
FLO	Fairtrade Labelling Organisations International (Association des initiatives de labellisation équitable)
IMF	Institutions de microfinance
SMF	Services de microfinance
M4P	«Making Markets work for the Poor» (Faire fonctionner les marchés au bénéfice des pauvres)
ONG	Organisation non gouvernementale
DSP	Développement du secteur privé
SAI	Sustainable Agriculture Information (Information sur l'agriculture durable)
SECO	Secrétariat d'État à l'économie
VC	Value Chain (Chaîne de valeur)

EXPLICATIONS DES TERMES

CARE (TRAVAIL DE SOIN) Le travail du *care* correspond à toutes les prestations de services à la personne, rémunérées ou non, qui contribuent directement à la création et au maintien de la vie et du système économique en tant que tel. Dans la littérature anglophone, il est question de social provisioning. Ces prestations indispensables au développement humain et social sont souvent réparties de manière inégale entre les hommes et les femmes, et de plus en plus aussi entre les différentes couches sociales. Ces inégalités étant profondément ancrées dans les systèmes d'assurances sociales, Shahra Razavi plaide pour que le droit au care devienne un droit civique – aussi bien dans le sens d'offrir des soins que d'en recevoir (Razavi, 2007).

Dans les ouvrages parus sur le sujet, on parle souvent de «l'autre économie» pour désigner les activités économiques relatives au care (Donath, 2000). «Autre» parce que souvent cette forme de services ne correspond pas à la configuration du marché. En effet, la plupart des modèles économiques conventionnels externalisent les prestations et les coûts du *care*. Si bien que l'acceptation de ce travail en terme de rentabilité économique se base sur une source en quelque sorte naturelle et intarissable du travail du *care* (Elson, 2005). Afin que l'impact de ces prestations soit visible, que les inégalités liées au genre ou à d'autres facteurs diminuent, et que le travail du *care* ne devienne pas une charge supplémentaire pour les femmes, des économistes comme Mascha Madörin plaident pour l'intégration des services du care dans la comptabilité nationale (Madörin, 2006).

L'ÉCONOMIE DU CARE L'économie du *care* inclue aussi la question des conditions institutionnelles et des valeurs éthiques nécessaires aux services à la personne, mais aussi à une économie durable et respectueuse de l'environnement (Madörin, 2006). De plus, le travail du *care* se démarque tout particulièrement par le fait qu'il se fonde sur les relations entre individus, souvent chargées d'émotions (Lynch & Walsh, 2009).

EMPOWERMENT (AUTONOMISATION — RENFORCEMENT DES MOYENS D' ACTIONS)

Le concept de l'empowerment a été développé pour la première fois en 1985 par le Réseau des femmes du Sud DAWN (Development Alternatives with Women for a New Era) dans le contexte de la coopération internationale lors de la conférence de clôture de la Décennie des Nations Unies pour la femme. Ce concept décrit une stratégie politique qui permet aux femmes de gagner en influence par le bas de façon collective afin de briser les structures de l'exploitation et de l'oppression (Rodenberg & Wichterich, 1999, p. 25). Les femmes devraient pouvoir contrôler les ressources, participer aux décisions et à l'organisation du foyer, de la politique, de l'économie et de la culture. Outre les discriminations fondées sur

le genre, les inégalités d'origine ethnique et sociale ont été abordées explicitement. De plus, la suprématie masculine, le colonialisme, le néocolonialisme et les formes d'économie mondialisée qui excluent les femmes et autres individus laissés pour compte ont été pointés du doigt. Les «femmes du Sud» ont ainsi provoqué un changement de perspective qui exigeait un pluralisme féministe. Les différents besoins et préoccupations des femmes dans des contextes de vie variés devraient être pris en considération et définis par les femmes elles-mêmes (Sen & Grown, 1988). Par la même occasion, la dualité «pouvoir contre impuissance» ainsi que le stéréotype de l'infériorité et de la privation de droits des femmes ont été rejetés et remplacés par des visions nuancées selon lesquelles les personnes ayant apparemment un pouvoir limité, disposent en fait d'un potentiel pour transformer leurs conditions de vie. (Kabeer, 1994, rééd. 2003, p. 224).

C'est justement sur ce potentiel que la Banque mondiale et d'autres instances de développement mondialisé veulent se greffer. Le succès triomphal du terme empowerment dans ces institutions s'explique par le fait qu'il s'est émancipé de son caractère féministe d'origine. Ainsi, non seulement le concept de l'individu économiquement actif s'intègre dans l'approche de l'empowerment, mais il devient même «distingué». Lorsqu'on libère les victimes de la pauvreté de leurs multiples dépendances, on modifie leur situation face au marché, face à l'État et face à la société civile. L'objectif est de venir en aide aux individus afin qu'ils puissent se frayer un chemin hors de la pauvreté, de façon autonome, en s'établissant à leur compte.

COMMERCE ÉQUITABLE Le commerce équitable était à la base un mouvement de solidarité ayant pour but de mettre en place des réseaux commerciaux alternatifs en marge du marché mondialisé et de ses principes économiques. Un deuxième courant a orienté l'activité vers un système de certification accordant des prix d'achat plus élevés aux productrices et producteurs, et facilitant la prise de décision d'achat des consommatrices et consommateurs par une sensibilisation d'une part et un contrôle indépendant des normes d'autre part (Das, 2011). Selon des positions critiques émises dans différents ouvrages, cette deuxième variante a pour effet une édulcoration des principes du commerce équitable, qui se limite à des thèmes centraux tels que protection des enfants et de l'environnement, et qui passe outre des points tels que le développement social ou les salaires équitables (Fridell, 2003).

GENRE / APPROCHE DE GENRE Depuis les années 80, le terme anglais gender se rapporte au sexe d'un point de vue social, par opposition au sexe d'un point de vue biologique. Au sens de «genre», le sexe est un produit d'interactions sociales et de conventions symboliques. Cette différenciation entre les aspects «naturels» ou biologiques et les inégalités sociales et culturelles qui se sont développées a donné naissance à un concept

analytique. L'examen de ce dernier permet de transformer les individus en hommes ou en femmes, de structurer différents ordres sociaux, culturels, politiques ou économiques selon les sexes, et de créer des hiérarchies entre hommes et femmes. En étude genre, le genre devient en conséquence une catégorie d'analyse qui met en lumière non seulement le processus de construction du genre, mais également la signification du genre en tant que catégorie sociale (Bieri, 2006; Elson, 1995). Dans la coopération au développement, il s'agit désormais d'intégrer le genre comme thème transversal dans toutes les phases et dans tous les processus de la planification. De plus, afin d'accorder suffisamment d'importance à la signification du genre, il faut ancrer dans les organisations des programmes et/ou des mesures dédiés à la question du genre afin que cette perspective soit prise en compte dans chaque contexte (selon les besoins des femmes et des hommes, les capacités et les priorités des partenaires, les initiatives locales, etc.) comme stratégie complémentaire des organisations (voir manuel L'égalité hommes-femmes en pratique, manuel édité par la DDC).

GENDER MAINSTREAMING Selon la définition de 1997 du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC), le concept du Gender Mainstreaming se rapporte à l'obligation d'examiner les implications de toute action planifiée sur les femmes et sur les hommes, y compris la législation, les politiques et les programmes, dans tous les domaines et à tous les niveaux. Lors de l'Assemblée générale des Nations Unies, le Gender Mainstreaming a été fermement annoncé dans les résolutions 52/100 et 50/203 (von Braunmühl, 2001). Le Gender Mainstreaming est donc un moyen pour parvenir à un but (de Waal, 2006): une stratégie qui prend en considération les besoins et les désirs des hommes et des femmes comme des éléments de base pour la conception, l'implantation, le suivi et l'évaluation de mesures et de programmes dans tous les domaines politiques, économiques et sociaux, dans le but de ne pas perpétuer les inégalités déjà existantes. La mission à long terme est de parvenir à l'égalité des genres. À tous les niveaux, les différences entre hommes et femmes doivent être connues et leurs répercussions sur les personnes concernées contrôlées, aussi bien de manière quantitative que qualitative (de Waal, 2006). Les instances et les organisations œuvrant pour le développement des communautés considèrent à l'unanimité que l'hypothèse selon laquelle il existe des interventions neutres quant au genre est dépassée (ECOSOC, 1997). La définition largement répandue et défendue par l'ECOSOC, fait abstraction d'une dimension du concept déjà contenue dans la définition de l'UNIFEM, le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (Anderson, 1993, citation von Braunmühl, 2001). En effet, il y était formulé le souhait que le Gender Mainstreaming ne permette pas uniquement la prise en considération des femmes et de tout contexte de vie féminin, mais également que l'agenda du développement soit en phase avec ce sou-

hait. Cette vision impliquait, selon la définition, des changements fondamentaux du paradigme du développement et des structures institutionnelles dans la coopération au développement. Cette définition a été clairement atténuée en faveur de la stratégie de prise en compte des revendications des femmes citée précédemment. Contrairement aux espoirs de celles et ceux qui la défendaient, cette approche n'a pas du tout modifié de manière fondamentale les buts et les intentions des agences internationales de développement. Les programmes et les mesures ont abouti toutefois à quelques succès, dont le potentiel certain peut aboutir à des résultats positifs pour les femmes et pour les hommes sur le terrain (Hafner-Burton et Pollack, 2002, p. 298).

MARCHANDISATION Ce concept correspond à la transformation d'un produit qui servait avant tout à la consommation personnelle en un bien pouvant être vendu à un certain prix sur le marché. Livré aux lois du marché, le prix dépend de l'offre et de la demande, sans nécessairement être le reflet des moyens de production, de l'énergie, et en particulier de la main d'œuvre employés. L'un des processus de la marchandisation les plus lourds de conséquences est le négoce de la terre – le land grabbing. L'acquisition de surfaces de terrain gigantesques par des personnes privées ou par des gouvernements entraîne souvent l'abandon de la production d'aliments de base au profit de produits marchandisés tels que le caoutchouc, le café ou les agro-carburants.

MOYENS DE SUBSISTANCE La question des moyens de subsistance est née d'une réaction aux critiques des indicateurs économétriques dominants pour la mesure de la pauvreté au début des années 1990. Contrairement aux approches conventionnelles, ce concept prend également en compte la perception des victimes de la pauvreté elles-mêmes qui selon plusieurs études, ne repose pas uniquement sur un besoin de revenu, mais englobe également des troubles tels que la privation et l'insécurité, générés par des rapports sociaux particuliers. La vulnérabilité est une composante importante en matière de moyens de subsistance; elle repose sur l'insécurité provoquée par la perception de conditions environnementales en mutation et sur la capacité des ménages à faire face (résistance) aux changements socio-politiques (économiques, environnementaux, sociaux et politiques). Parmi les facteurs qui composent les moyens de subsistance, appelés com-

munément «biens», figurent le capital humain, le capital politique, le capital social et le capital financier. Il s'agit donc d'une approche globale du phénomène de la pauvreté et non pas d'un calcul orienté uniquement sur le revenu ou sur la consommation (cf. Rakodi, 1999). Bien que les objectifs actuels consistent à établir des analyses à plusieurs niveaux, le point central de la question des moyens de subsistance demeure lui à un niveau microéconomique. À travers le réseau pour des moyens de subsistance durable «Sustainable (rural) livelihoods framework», auquel se réfère Robert Chambers, l'agence britannique de développement a émis plusieurs lignes directrices qui décrivent le concept et son emploi dans le cadre du développement (cf. www.livelihoods.org; dernière consultation: 25 octobre 2011).

M4P – MARKETS FOR THE POOR (MARCHÉS POUR LES PAUVRES)

M4P ou «marchés pour les pauvres» correspond à un cadre de référence avec des outils soigneusement sélectionnés pour la mise en œuvre durable de programmes de développement du secteur privé (DSP), tel le développement de la chaîne de valeur (value chain) par exemple. Le postulat selon lequel les pauvres dépendent des systèmes de marché est au centre de la démarche M4P. Il s'agit de transformer ces marchés afin d'améliorer la condition des personnes vivant dans la précarité et de réduire la pauvreté de manière durable. Dans le concept de marché pour les pauvres, la durabilité correspond à la capacité d'un marché fonctionnel à garantir l'accessibilité d'une sélection de biens et de services essentiels aux personnes dans le besoin, de façon appropriée et à long terme, et que les groupes cibles puissent continuer à consommer ces biens et services une fois l'intervention terminée. Des marchés plus accessibles et plus compétitifs offrent aussi plus de possibilités réelles aux personnes vivant dans le besoin de sortir de cette pauvreté par leurs propres moyens. Des marchés qui fonctionnent correctement génèrent par ailleurs des gains économiques plus importants. Pour plus d'informations sur M4P – Marchés pour les pauvres: <http://www.m4phub.org/>.

NÉOLIBÉRALISME Le terme «néolibéralisme» renvoie à une vision de l'État et de l'économie découlant du libéralisme classique, qui s'exprime par des mesures politico-économiques et a pour but, selon le principe du «laissez-faire», de réduire le rôle de l'État et d'empê-

cher le plus possible la régulation du secteur privé. Selon cette approche, le marché est la seule instance régulatrice. Comme le libéralisme, le néolibéralisme considère l'individu comme un sujet indépendant agissant selon les lois du marché. Historiquement, ce terme trouve son origine dans la politique économique menée dans les années 1980 par les gouvernements conservateurs de Margaret Thatcher au Royaume-Uni et de Ronald Reagan aux États-Unis, politique influencée par les travaux de l'économiste Milton Friedman. La crise de la dette au début des années 1980 illustre à quel point la vision néolibérale dominait l'économie mondiale. Suite aux faillites de nombreux États d'Amérique latine, plusieurs programmes appelés «programmes d'ajustement structurel» (PAS) furent lancés. Dans le cadre de cette stratégie, le FMI et la Banque mondiale avaient imposé aux États endettés des conditions rigoureuses pour l'octroi de nouveaux crédits. Le même schéma fut appliqué à presque tous les pays africains, ce qui engendra la suppression d'innombrables prestations publiques et la privatisation de nombreuses entreprises étatiques. Les répercussions ont été si dévastatrices que la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies (CEA) livra une lutte acharnée contre la Banque mondiale au cours de la seconde moitié des années 1980. Les PAS furent utilisés également dans les pays de l'Union soviétique déchue, non pas en tant que politique d'endettement, mais sous forme de programmes de transformation.

BESOINS ET INTÉRÊTS PRATIQUES ET STRATÉGIQUES DE GENRE (PRACTICAL/STRATEGIC GENDER INTERESTS/NEEDS) Les besoins ou les intérêts pratiques de genre, d'après le concept développé par Maxine Molyneux, découlent de la répartition du travail entre hommes et femmes, directement associés aux compétences féminines. Pour les femmes, ces besoins sont prioritaires car existentiels. Parmi ces besoins matériels figurent par exemple la sécurité, la santé, l'alimentation ou le revenu. Les besoins stratégiques se rapportent quant à eux aux structures hiérarchiques et à leur transformation. La nuance entre les termes est d'ordre analytique. Autrement dit, l'amélioration du bien-être par la satisfaction des besoins de base peut être un premier pas vers une amélioration de la situation des femmes. Cette situation peut leur permettre d'organiser des actions visant à transformer des structures inégales et les conséquences qui en résultent (Molyneux 1985; Moser 1989).

CHAÎNE DE VALEUR / FILIÈRES (VALUE CHAIN) Les chaînes de valeur sont un thème central du développement du secteur privé (DSP). Ce concept conçoit les unités de production et les entreprises comme des éléments, différents mais en interaction, d'un système d'activités de production et d'échanges. L'approche des chaînes de valeur analyse les flux de biens et de services dans les deux directions de la chaîne, ainsi qu'entre différentes chaînes.

APPROCHE DES CAPACITÉS Le concept des capacités (capabilities) proposé par Amartya Sen s'apparente à une nouvelle approche de la pauvreté, passant d'une vision basée sur le revenu et sur la consommation à une approche du développement humain qui s'est manifestée par la création de l'indice de développement humain (IDH) en 1990. Cette approche s'interroge sur ce qu'est une personne et sur ce qu'elle peut faire dans des conditions données pour changer sa situation. Ce concept repose sur la capacité d'un individu à exister dans un contexte historique et géographique composé de droits et de légitimations. Pour Amartya Sen, la pauvreté n'est pas qu'une question d'absence de revenus, elle implique aussi la privation des chances de réalisation dans un contexte donné. Les piliers centraux de l'approche sont les modes de fonctionnement (functionings) d'une part et les capacités d'autre part. Les modes de fonctionnement se rapportent à des éléments de base tels que l'alimentation, le logement ou l'alphabétisation, mais également à des fonctions plus complexes tels que la possibilité de développer une valeur de soi adéquate ou de se concevoir en tant que citoyen doté de droits. Le terme «capacités» englobe les possibilités de combiner les modes de fonctionnement individuels dans le but de maîtriser une situation et décrit la liberté du bien-être. Les chances de réalisations correspondent donc à la capacité d'une personne à transformer les ressources à sa disposition en fonctions effectives (Iversen 2003). Cette capacité implique la liberté de choix, elle-même fortement déterminée par la position sociale, à savoir le genre. Les travaux d'Amartya Sen expliquent que les femmes combinent leurs intérêts personnels avec ceux de leur foyer et prennent parfois des décisions qui accentuent leur propre désavantage (Sen 1990). Par ses contributions, Amartya Sen a inclus dans le discours de la pauvreté la perspective de la justice, mettant en valeur des termes tels qu'«autonomie» et «empowerment».

SABIN BIERI est géographe et est responsable du domaine Genre et Développement durable du Centre Interdisciplinaire d'Étude genre à l'Université de Berne. Elle partage son activité entre la recherche, l'enseignement et des mandats pour des partenaires privés et publics. Ses thèmes phares sont la mondialisation, la pauvreté et les inégalités, le développement rural, les mouvements sociaux, le genre et l'environnement.

LILIAN FANKHAUSER travaille au Centre Interdisciplinaire d'Étude genre à l'Université de Berne en qualité de responsable de projet dans le domaine Genre et Développement. Elle coordonne le groupe de réflexion, une plateforme d'échanges entre universitaires et professionnels travaillant dans l'administration ou pour des ONG. Elle est membre du conseil d'administration de la Société suisse d'Études Genre (SSEG) et secrétaire générale de la plateforme suisse de l'association *Women in Development Europe (WIDE)*. Ses thèmes centraux sont: genre et développement, économie du care et économie féministe, production de produits alimentaires et genre, égalité des sexes et politique familiale en Suisse.

ANNEMARIE SANCAR a obtenu un titre de docteur en anthropologie sociale et travaille comme responsable du genre à la DDC. Les thèmes phares de son travail sont le *Gender Mainstreaming* en relation avec les aides financières et le développement rural, ainsi que la prise en compte de la question de l'égalité des sexes comme objectif immanent de la lutte contre la pauvreté dans le contexte du travail, du revenu et du niveau de vie. Mme Sancar dirige également le *Gender Equality Network* (www.sdc-gender-development.net), un réseau pour l'égalité entre hommes et femmes, plateforme qui permet des échanges entre spécialistes issus d'ONG, d'organismes étatiques de coopération au développement et de la recherche.

NICOLE STOLZ est géographe et responsable de projet pour le Tadjikistan à Caritas Suisse. Elle s'occupe de la section *Gender and Disaster Risk Reduction* (Genre et prévention des catastrophes naturelles) et conseille Caritas en interne ainsi que les organisations partenaires de Caritas à travers le monde. Les points clés de son travail résident dans le soutien au *Mainstreaming* dans le développement régional, la planification participative et l'animation de débats politiques aux niveaux local et national.

VERÓNICA DE LA TORRE SOSA 1987, La Habane, Cuba, a fait des photos pour ordre de divers artistes et musiciens cubains et a dessiné plusieurs couvertures de CD et de DVD. Ses photos ont été exposées plusieurs fois en autres avec Denise Guerra, Alejandro González et Michel Pou dans l'exposition «10 × 4» lors des jubilés des 10 ans de la Coopération Suisse à Cuba. Elle a aussi travaillé comme décoratrice dans le Théâtre Bellas Artes à la Habane. De plus, elle a opéré en tant que productrice de film et a travaillé au festival renommé «Cine Pobre» dans la ville Gibara à l'Est de l'île.

MERCI Sans l'aide de plusieurs personnes cette publication n'aura pas pu être réalisée. Un grand merci aux personnes mentionnées ci-dessous (dans l'ordre alphabétique):

Asylkul Ajimuratova	Celestine Krösschell
Marc Arpagaus	Nguyen Lam Giang
Christine Blau	Kristina Lanz
Khaleda Bulbuli	Andréane Leclercq
Elisabeth Bürgi Bonanomi	Siroco Messerli
Kpagnéro Dafia	Franziska Müller
Verónica de la Torre	Gana Maya Nepali
Hans Peter Egler	Yvette Onibon
Miriam Ganzfried	Daniel Ott Fröhlicher
Migdalia García	Martin Rohner
Anna Ginchermann	Alexandra Sagarra
Eglantina Gjermeni	Brigitte Schnegg
Ulrike Gminder	Anandi Sharan
Albana Hasani	Maya Tissafi
Monika Hofmann	Peter Tschumi
Muhammad Ibrahim	Rosario Varela
Simon Junker	Claudia von Braunmühl
Heidi Keita-Gautschi	
Petra Kohler	
Andrea Kolb	

Bibliographie

- AMIN Samir, *Monthly Review* 57/10, 2006, <http://monthlyreview.org/2006/03/01/the-millennium-development-goals-a-critique-from-the-south> (dernière consultation: 13 juillet 2011).
- FATMA Allo, *Does investing in women really make good business?*, 2011, www.sidint.net/does-investing-in-women-really-make-good-business/ (dernière consultation: 13 juillet 2011).
- BAIN Carmen, «Structuring the flexibilised and feminised labor market Global GAP standards for agricultural labor in Chile.», in *Signs*, n°35(2), 2010, pp. 343–370.
- BATEMAN Milford, *Why doesn't microfinance work? The destructive rise of neoliberalism*, Londres / New York, 2010.
- BAUHARDT Christine et CAĞLAR Gülay, «Gender and economics.», in *Feministische Kritik der politischen Ökonomie*, Wiesbaden, 2010.
- BEE Beth, «Gender, solidarity and the paradox of micro-finance: reflections from Bolivia.», in *Gender, Place and Culture*, n°18, 2011, pp. 23–43.
- BERIK Günseli et al, «Feminist economics of inequality, development and growth.», in *Feminist Economics*, n°15(3), 2009, pp. 1–33.
- BIERI Sabin, «Developing gender, transforming development: Epistemological shifts in debates on gender and development.», in MÜLLER Christine et PREMCHANDER Smita, *Gender and sustainable development*, Berne, National Center of Competence and Research North-South, 2006, pp. 57–85.
- BOSERUP Ester, *La femme face au développement économique*, Paris, 1983.
- BUSSE Matthias et NUNNENKAMP Peter, «Gender disparities in education and the international competition for foreign direct investment.», in GÜNSELİ Berik et al, *Inequality, development, and growth*, Londres, 2011, pp. 61–90.
- CHARLESWORTH Hilary, «Not waving but frowning: Gender mainstreaming and human rights in the United Nations.», in *Harvard Human Rights Journal*, n°18, 2005, pp. 1–18, www.law.harvard.edu/students/orgs/hrj/iss18/charlesworth.pdf (dernière consultation: 21 octobre 2011).
- DAS Ranjana, «Gender in practices of fair trade and decent work. Production chain analysis in a fair-trade organization in India.», in SAGE Publications, Los Angeles / Londres, n°15(1), 2011, pp. 101–125.
- DCD-DAC, *Investing in women and girls: the breakthrough strategy for achieving the MDGs*, OECD, 2010, www.oecd.org/document/23/0,3746,en_2649_34541_46041815_1_1_1_1,00.html (dernière consultation: 5 juillet 2011).
- DE SCHUTTER Olivier, «Promotion and Protection of all Human Rights, Civil, Political, Economic, Social and Cultural Rights, including the Right to Development», in *Rapport de l'ONU*, Genève, 2009.
- DE WAAL Maretha, «Evaluating gender mainstreaming in development projects.», in *Development in Practice*, n°16(2), 2006, pp. 209–214.
- DONATH Susan, «The other economy: A suggestion for a distinctively feminist economics.», in *Feminist Economics*, n°6, 2000, pp. 115–123.
- EARL Sarah, CARDEN Fred et SMUTYLO Terry, *Outcome Mapping: Building Learning and Reflection into Development Programs*, International Development Research Centre (IDRC), 2001, www.idrc.ca/en/ev-9330-201-1-DO_TOPIC.html (dernière consultation: 25 octobre 2011).
- ECONOMIST, «The importance of sex. Forget China, India and the internet: economic growth is driven by women.», in *The Economist*, 2006, www.economist.com/node/6800723 (dernière consultation: 23 août 2011).
- ECOSOC, *Définition du gender mainstreaming dans le système de l'ONU*, www.un.org/womenwatch/osagi/pdf/ECOSOCAC1997.2.PDF (dernière consultation: 20 octobre 2011).
- ELSON Diane, «Gender, equality and economic growth in the World Bank. World development report 2006.», in GÜNSELİ Berik et al, *Inequality, development, and growth*, Londres, 2011, pp. 35–60.
- ELSON Diane, «Unpaid work, the Millennium Development Goals, and capital accumulation. Notes for a presentation.», in *Conference on unpaid work and the economy: Gender, poverty, and the Millennium Development Goals*, New York, Levy Economics Institute, 2005.
- ELSON Diane, *Male bias in the development process*, Manchester (New York), 1995.
- FRASER Nancy, «Reframing justice in a globalizing world.», in *New Left Review*, n°36, 2005, pp. 69–88.
- FAIRTRADE LABELLING ORGANIZATIONS INTERNATIONAL (FLO), *The benefits of fairtrade. A monitoring and evaluation report of fairtrade certified producer organisations for 2007*, New York, 2007, pp. 20.
- FREY Regina et ZDUNNEK Gabriele, «Gender Mainstreaming in der Entwicklungspolitik: Ansätze, Instrumente und Erfahrungen.», in NOHR Barbara et VETH Silke, *Gender Mainstreaming. Kritische Reflexion einer neuen Strategie*, Berlin, 2002, pp. 71–79.
- FREY Regina, «Begriffs-Konstruktionen. Zum theoretischen Subtext des entwicklungspolitischen Gender-Diskurses.», in *Malestreaming Gender? Geschlechterverhältnisse in der Entwicklungspolitik*, Informationszentrum 3. Welt, 2000, pp. 6–9.
- FRIDELL Gavin, «The fair trade network in historical perspective.», in *Canadian Journal of Development Studies*, n°25, 2003, pp. 411–428.
- FOLBRE Nancy et NELSON Julie, «For love or money – or both?», in *Journal of Economic Perspectives*, n°14(4), 2000, pp. 123–140.
- GAMMAGE Sarah, «Time Pressed and Time Poor: Unpaid Household Work in Guatemala.», in *Feminist Economics*, n°16 (3), 2010, pp. 79–112.
- GRAEFE Olivier, *Water, gender and domestic space: Changing waterscapes in Morocco*, présentation à l'Université de Pennsylvanie, 11 avril 2007.
- GROWN Caren, FLORO Maria S. et ELSON Diane, «Unpaid work, time use, poverty and public policy.», in *Feminist Economics*, n°16 (3), 2010, pp. 1–3.
- GÜNES Özge Burce, «Gender equality at the heart of decent work.», in *Gender Mainstreaming and Women's Economic Rights*, OMPI, Genève, 2009 (non publié).
- HAFNER-BURTON Emilie et POLLACK Mark A, «Gender mainstreaming and global governance.», in *Feminist Legal Studies*, n°10, 2002, pp. 285–298.

- HARCOURT Wendy, «Gender matters!», in SID Forum Pre-congress highlights, 2011, www.sidint.net/does-investing-in-women-really-make-good-business/ (dernière consultation: 8 juillet 2011).
- HASAN Amer, «Time allocation in rural households. The indirect effects of conditional cash transfer programs.», in Policy Research Working Paper 5256, World Bank, 2010.
- HIEN Pham Thu et HELVETAS VIETNAM, «Gender assessment for the program for the development of organic and fair trade cacao in Vietnam (eco-cacao).», 2010 (non publié).
- IVERSEN Vegard, «Intra-household inequality: A challenge for the capability approach?», in *Feminist Economics*, n°9 (2-3), 2003, pp. 93-115.
- KABEER Naila, «Can the MDGs provide a pathway to social justice? The challenge of intersecting inequalities.», MDG Achievement Fund, Institute of Development Studies IDS, 2010, www.ids.ac.uk/go/idspublication/can-the-mdgs-provide-a-pathway-to-social-justice-the-challenges-of-intersecting-inequalities (dernière consultation: 23 septembre 2011).
- KABEER Naila, «Beyond the poverty line. Measuring poverty and impoverishing measures.», in KABEER Naila, *Reversed realities: Gender hierarchies in development thought*, Londres, 2003, pp. 136-162.
- KABEER Naila, *Reversed Realities. Gender hierarchies in development thought*, Londres / New York, 1994 (2003).
- KNOBLOCH Ulrike, «Ansatzpunkte einer Sorgeökonomie als allgemeine Wirtschaftstheorie: Genderbewusste Wirtschaftsethik – Lebensweltökonomie – Vorsorgendes Wirtschaften.», in DELLHEIM Judith et KRAUSE Günther, *Für eine neue Alternative. Herausforderungen einer sozial-ökologischen Transformation*. Berlin, 2008, pp. 162-176.
- LYNCH Kathleen et WALSH Judy, «Love, care and solidarity: What is and is not commodifiable.», in LYNCH Kathleen et al, *Affective equality: love, care and injustice*, Basingstoke, 2009, pp. 35-53.
- MADÖRIN Mascha, «Weltmarkterfolg auf Kosten der Frauen. Steuerpolitik, Care- und Genderregimes in der Schweiz.», in *Widerspruch*, n°58, 2010, pp. 97-108.
- MADÖRIN Mascha, «Care Ökonomie – eine Herausforderung für die Wirtschaftswissenschaften.», in CAĞLAR Gülay, *Gender and Economics. Feministische Kritik der politischen Ökonomie*, Wiesbaden, 2010, pp. 81-104.
- MADÖRIN Mascha et al, «Social and Political Economy of Care in Switzerland.», in RAZAVI Shahra et STAAB Silke, *The Political and Social Economy of Care*, Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD), New York, 2010.
- MADÖRIN Mascha, «Plädoyer für eine eigenständige Theorie der Care-Ökonomie.», in NIECHOJ Torsten et TULLNEY Marco, *Geschlechterverhältnisse in der Ökonomie*, Marburg, 2006, pp. 277-297.
- MCILWAINE Cathy et DATTA Kavita, «From feminising to engendering development.», in *Gender, Place and Culture*, n°10, 2003, pp. 369-382.
- MEHRA Rekha et HILL ROJAS Mary, *Women, food security and agriculture in a global market place*, 2011, www.icrw.org/publications/women-food-security-and-agriculture-global-marketplace (dernière consultation: 18 septembre 2011).
- MOLYNEUX Maxine, «Mobilisation without emancipation: women's interests and revolution in Nicaragua.», in *Feminist Studies*, n°11(2), 1985, pp. 227-254.
- MOSER Carolin, «Gender planning in the Third World. Meeting practical and strategic gender needs.», in *World Development*, n°17(11), 1989, pp. 1799-1825.
- MUKHOPADYAY Maitrayee, «Mainstreaming gender or 'streaming' gender away. Feminists marooned in the development business.», in *IDS Bulletin*, n°34(4), Février 2009, <http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/j.1759-5436.2004.tb00161.x/abstract?globalMessage=0> (dernière consultation: 21 octobre 2011).
- MURRAY Colin, «Livelihoods research: Some conceptual and methodological issues.», in *Chronic Poverty Research Centre Working Paper*, n°5, septembre 2001, http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=1754541 (dernière consultation: 25 octobre 2011).
- NUSSBAUM Martha, «Capabilities as fundamental entitlements: Sen and social justice.», in AGARWAL Bina et al, *Amartya Sen's work and ideas*, Londres, 2003, pp. 35-62.
- POTTS Janson et al, *The state of sustainability initiatives review 2010: Sustainability and transparency*, International institute for sustainable development (IISD), Londres / New York, 2010.
- RAKODI Carole, «A capital assets framework for analysing household livelihood strategies: implications for policy.», in *Development Policy Review*, n°17, 1999, pp. 315-342.
- RAWORTH Kate, *Trading away our rights: Women working in global supply chains*, Rapport de la champagne d'Oxford, Oxford, 2004.
- RAZAVI Shahra, «Why care matters for social development.», in *UNRISD Research and Policy Brief 9*, 2010.
- RAZAVI Shahra et MILLER Carol, *From WID to GAD: Conceptual shifts in the women and development discourse*, URISD et PNUD, Genève / New York, 1995.
- RIISGAARD Lone et al, *Gender and value chain development*, Copenhagen, Danish Institute for International Studies DIIS, 2010.
- RODENBERG Brite et WICHTERICH Christa, «Macht gewinnen. Eine Studie über Frauenprojekte der Heinrich-Böll Stiftung im Ausland», Berlin, 1999.
- SANCAR Annemarie, «Wer flickt das Geschirr, das Gender Mainstreaming zerschlagen hat? – Ein Plädoyer für eine Repolitisierung von Gender Equality in der EZA.», in SCHURR Carolin et WINTZER Jeannine, *Geschlecht und Raum feministisch denken*, Berne, 2011, pp. 135-147.
- SANCAR Annemarie, «Wirtschaftliches Empowerment für Frauen: Wege aus der Armut.», in *Jahrbuch Denknetz*, n°8, 2009, pp. 118-126.
- SEN Amartya, «Gender and cooperative conflicts», in TINKER Irene, *Persistent inequalities. Women and world development*, New York, Oxford University Press, 1990.
- SEN Gita et GROWN Caren, *Development, crisis and alternative visions. Third World women's perspectives*, 1988, Londres.
- SIEBER Anja, *Etude transversale sur l'obtention du pouvoir d'action (empowerment). Projets d'obtention du pouvoir d'action du cfd en Palestine, Israël, Bosnie-Herzégovine, Kosovo-a, au Maroc et en Suisse*, Berne, 2004, www.cfd-ch.org/pdf/publikationen/Empowerment-studie_F.pdf (dernière consultation: 25 octobre 2011).
- SULTANA Farhana, «Fluid lives: Subjectivities, gender and water in rural Bangladesh.», in *Gender, Place & Culture*, n°16, 2009, pp. 427-444.

TALLONTIRE Anne, DOLAN Catherine et al, «Parvenir aux marginalisés? Chaînes de valeurs sous l'angle du 'genre' et commerce éthique dans l'horticulture africaine», in *Development in Practice*, n°15(3-4), 2005.

UNICEF, Gender equality – the big picture, 2007, www.unicef.org/gender/index_bigpicture.html (dernière consultation: 25 octobre 2011).

ONU, Résolution 52/100 de la quatrième conférence mondiale sur les femmes, 1997, www.un.org/depts/dhl/resguide/r52.htm (dernière consultation: 20 octobre 2011).

VAN DER MOORTELE Milo, Vietnam's progress on economic growth and poverty reduction: Impressive improvements case study, *Development Progress Stories*, ODI, London, 2010.

VAN LEEUWEN Irma, «Gender and microinsurance.», in *Working Papers*, n°418, Institute of Social Studies, La Haye, 2005.

VON BRAUNMÜHL Claudia, «Gender Mainstreaming Worldwide – Rekonstruktion einer Reise um die Welt.», in *Österreichische Zeitschrift für Politikwissenschaft*, 2001, pp. 183 – 201.

WEF, Forum économique mondial, The global gender gap report, Genève, 2010, www3.weforum.org/docs/WEF_GenderGap_Report_2010.pdf (dernière consultation: 5 août 2011).

WICHTERICH Christa, Kleine Kredite, großer Mythos, *taz*, 10.07.2007. www.taz.de/11698 (dernière consultation: 12 septembre 2011).

WILKINSON-WEBER Clare, «Women, work and the imagination of craft in South Asia.», in *Contemporary South Asia*, n°13, 2004, pp. 287 – 306.

WILLIAMS Mariama, Statement to roundtable on mainstreaming gender perspectives into all policies and programs in the UN System, table ronde de l'ONU sur le genre et le mainstreaming, Nations unies, New York, 2004, http://web.igtn.org/home/index.php?searchword=williams&ordering=&searchphrase=all&option=com_search (dernière consultation: 25 octobre 2011).

WORLD BANK, The little data book on gender 09, Washington DC, 2009.

WORLD BANK, Vietnam gender assessment, Washington DC, 2006.

WORLD BANK, Empowerment and poverty reduction. A source book (avant-projet), Poverty Reduction and Economic Management (PREM), 2002, <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTPOVERTY/EXTEMPOWERMENT/0,,contentMDK:20260036~menuPK:543261~pagePK:148956~piPK:216618~theSitePK:486411,00.html> (dernière consultation: 25 octobre 2011).

WORLD BANK, «Gender and growth: Africa's missed potential.», in *Findings, Human Development Macroeconomics*, n°197, 2001, <http://siteresources.worldbank.org/EXTAFRREGTOPGENDER/Resources/genderFindings197.pdf> (dernière consultation: 8 juillet 2011).

YOUNG Kate, «WID, GAD and WAD.», in VANDANA Desai and POTTER Robert B., *The companion to development studies*, Londres, 2002, pp. 321 – 325.

BIBLIOGRAPHIE SECONDAIRE (NON CITÉE)

BARRIENTOS Stephanie et al, «A gendered value chain approach to codes of conduct in african horticulture.», in *World Development*, n°31, 2003, pp. 1511 – 1526.

BARRIENTOS Stephanie, «Gender, flexibility and global value chains.», in *IDS Bulletin* 32, n°3, 2001, pp. 83 – 93.

BARRIENTOS Stephanie, «Globalization and ethical trade: Assessing the implications for development.», in *Journal of International Development*, n°12, 2000, pp. 559 – 570.

BARRIENTOS Stephanie et al, «Ethical trade and South African deciduous fruit exports - addressing gender sensitivity.», in *The European Journal of Development Research*, n°12, 2000, pp. 140 – 158.

BIESECKER Adelheid et al, Antworten aus der feministischen Ökonomie auf die globale Wirtschafts- und Finanzkrise, Documents de conférence de la Friedrich Ebert Stiftung (FES), Bonn, 2009.

BUDLENDER Debbie, The statistical evidence on care and non-care work across six countries, Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD), Genève, 2008.

CHANT Sylvia, «Dangerous equations? How female-headed households became the poorest of the poor: causes, consequences and cautions.», in CORNWALL Andrea et al, *Feminisms in development. Contradictions, contestations and challenges*, Londres, 2007, pp. 35 – 47.

CHANT Sylvia, «The 'feminisation of poverty' in the Global South: assertions, agendas and evidence.», in CHANT Sylvia, *Gender, generation and poverty exploring the 'feminisation of poverty' in Africa, Asia and Latin America*, Cheltenham, 2007, pp. 78 – 124.

DAC NETWORK ON GENDER EQUALITY (Gendernet), Women's economic empowerment, OECD, Avril 2011, www.oecd.org/dataoecd/50/60/47561694.pdf (dernière consultation: 5 juillet 2011).

ESPEY Jessica et al, «Crisis, care and childhood: the impact of economic crisis on care work in poor households in the developing world.», in *Gender & Development*, n°18(2), 2010, pp. 291 – 307.

GUERIN Isabelle et al, Femmes, économie et développement. De la résistance à la justice sociale, Toulouse, 2011.

HOSCHILD Arlie et al, *Global woman – nannies, maids, and sex workers in the new economy*, Londres, 2003.

JOCHIMSEN Maren A. et KNOBLOCH Ulrike, *Lebensweltökonomie in Zeiten wirtschaftlicher Globalisierung, Reihe Lebensweltökonomie*, Bielefeld, 2006.

LYNCH Kathleen et al, *Affective equality. Love, care and injustice*, Hampshire, 2009.

MCCALL Leslie, «The complexity of intersectionality», in *Signs*, n°30, 2005, pp. 1771 – 1800.

MCDOWELL Linda, *Working Bodies. Interactive service employment and workplace identities*, Oxford, 2009.

MOGHADAM Valentine M., «The feminization of poverty: notes on a concept and trend.», in *Women's Studies Occasional Paper 2*, Illinois State University, Normal, 1997.

OLYMPE, *Care-Ökonomie. Neue Landschaften von feministischen Analysen und Debatten, OLYMPE - Feministische Arbeitshefte zur Politik*, n°30, 2009.

RAZAVI Shahra, *The political and social economy of care in a development context. Conceptual issues, research questions and policy options*, Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD), Genève, 2007.

RAZAVI Shahra, *Agrarian change, gender and land rights*, Oxford, 2003.

SANCAR Annemarie, *Gender responsive development cooperation*, in *Widerspruch*, n°58, 2010 pp. 111 – 122.

SUSSEY Magalie, «Initiatives féminines et économie sociale et solidaire dans la production du beurre de karité au Burkina Faso.», in GUERIN Isabelle et al, *Femmes, économie et développement. De la résistance à la justice sociale*, Paris, 2011, pp. 107 – 128.

u^b

UNIVERSITÄT
BERN

Centre Interdisciplinaire
d'Études genre

CARITAS Schweiz
Suisse
Svizzera
Svizra



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

**Direction du développement et
de la coopération**

Hallerstrasse 12
CH-3012 Berne
T 0041 31 631 52 68
www.izfg.unibe.ch

Löwenstrasse 3
CH-6002 Lucerne
T 0041 41 419 22 22
www.caritas.ch

Freiburgstrasse 130
CH-3003 Berne
T 0041 31 322 34 75
www.deza.admin.ch